

---

**Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "Le sport en Province de Liège : entre enjeux territoriaux et stratégiques. Étude de l'accueil des courses cyclistes professionnelles"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture**

**Auteur :** Thiebaut, Samuel

**Promoteur(s) :** Grandjean, Geoffrey

**Faculté :** Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

**Diplôme :** Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en administration publique

**Année académique :** 2019-2020

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/9988>

---

*Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

# **ANNEXES**

## Table des matières

|           |   |     |
|-----------|---|-----|
| Annexe 1. | Guide d'entretien .....   | 3   |
| Annexe 2. | Retranscription de l'entretien avec Giovanni BOZZI, Directeur faisant fonction du service des sports de la Province de Liège, 6 février 2020, Liège à 11h. .... | 5   |
| Annexe 3. | Retranscription de l'entretien avec Katty FIRQUET, Députée provinciale à la Province de Liège, 22 juin 2020, Liège, à 15h. ....                                 | 15  |
| Annexe 4. | Retranscription de l'entretien avec Philippe GROSJEAN, Échevin des sports de la commune de Seraing, 24 juin 2020, Seraing, à 9h.....                            | 29  |
| Annexe 5. | Retranscription de l'entretien avec Christophe COLLIGNON, Bourgmestre de la commune de Huy, 1 <sup>er</sup> juillet 2020, Huy à 8h30. ....                      | 41  |
| Annexe 6. | Retranscription de l'entretien avec Elvio RIGUTTO, Service des sports de Verviers, 3 juillet 2020, Verviers à 9h.....   | 49  |
| Annexe 7. | Retranscription de l'entretien avec Philippe REMMO, Directeur de la Régie AnsSports, 7 juillet 2020, Ans à 10h. ....  | 75  |
| Annexe 8. | Retranscription de l'entretien avec Alain JACQUES, Coordinateur auprès de Liège Sport, 7 juillet 2020, Liège à 14h.....   | 88  |
| Annexe 9. | Retranscription de l'entretien avec Christophe LACROIX, Bourgmestre de la commune de Wanze, 13 juillet 2020, Wanze .....  | 100 |

## *Annexe 1. Guide d'entretien*

Le même guide d'entretien a été mobilisé pour les huit interviews conduites. Néanmoins, s'agissant d'entretiens semi-directifs, les réponses fournies par les intervenants ont souvent donné lieu à des questions spontanées et non prévues dans le guide.

### **Informations préliminaires :**

- 1) Est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots ?
- 2) Quelle est votre position dans l'administration ? Comment se passe la relation avec le politique ? L'Échevin ? Le Bourgmestre ?
- 3) Quelle est votre degré d'autonomie, est-ce que vous avez une grande marge d'appréciation ?
- 4) De quelle manière interagit le service des sports avec la politique et quel est le but dans la création d'un tel service ? Dans certaines communes un tel type de service n'existe pas, qu'est-ce que ça change ?
- 5) Dans quel cadre contraignant est-ce que vous évoluez ? Règles légales, législatives, etc.

### **Politique sportive :**

- 6) Comment s'incarne la politique sportive dans votre commune ? Quelles sont les priorités et les axes sur lesquels vous mettez l'accent ?
- 7) Comment la politique peut-elle être orientée ? Est-ce qu'il existe une politique sportive de gauche et de droite et sous quels critères ?

### **Négociation :**

- 8) Est-ce qu'il existe une convention ? Sur quelle base votée ? Comment est-ce qu'on négocie la convention, sur quelles bases ? Seulement argent ou d'autres facteurs en considération ?
- 9) Quelle est la relation que vous entreteniez avec A.S.O ? Était-elle est bonne ?
- 10) Quelle est la relation que vous entreteniez avec la Province et la Ville de Liège ?
- 11) Quand est-il du cahier des charges ? Est-il différent pour une course masculine/féminine/espoir ?
- 12) Comment gérer l'après Liège-Bastogne-Liège ?
- 13) Dans quelle ressources place-t-on les nouveaux moyens dégagés ?
- 14) Concurrence pour essayer d'obtenir la course : La concurrence sur le retour à Liège était-elle saine ? Dans quelles circonstances cela s'est-il déroulé ?

### **Évaluation :**

- 15) Est-ce que la course cycliste a reçu une évaluation de la part du collège ou du service des sports ?
- 16) Comment était reçu la course auprès de la population ?

### **Stratégies :**

- 17) Quel est but recherché en accueillant événement sportif et plus particulièrement un événement cycliste international ?
- 18) Dans quelle stratégie globale s'inscrit l'arrivée d'une course comme Liège-Bastogne-Liège ?
- 19) Quelles sont les capacités que doit avoir une commune pour accueillir une course cycliste ?
  - a. Est-ce que vous pourriez accueillir le Tour de France ?
- 20) Quelle est la différence avec une course moins réputée : VOO Tour de Wallonie ?
- 21) Concurrence avec les autres sports : quel priorité pour les budgets
- 22) Est-ce qu'il existe une certaine concurrence par rapport aux autres communes ?

23) De quelle manière une course cycliste ou un évènement sportif en général participe-t-il au développement de la commune et de son affirmation territoriale ?

**Autres :**

24) Quel est votre avis sur l'intercommunalité et la supracommunalité pour votre commune ?

*Annexe 2. Retranscription de l'entretien avec Giovanni BOZZI, Directeur faisant fonction du service des sports de la Province de Liège, 6 février 2020, Liège à 11h.*

**Entretien réalisé pré-confinement, au siège de la « Maison des sports » de la Province de Liège, rue des Prémontrés n°12, 4000 Liège.**

Samuel Thiebaut : Je vais simplement vous demander de vous présenter en quelques mots ?

Giovanni Bozzi : Je m'appelle d'abord Bozzi Giovanni... J'ai 56 ans... Avec ça, c'est déjà pas mal. Et donc, je suis en fait directeur faisant fonction depuis trois ans et demi maintenant donc août 2016, je suis rentré à la Province. Je venais d'un milieu... un peu plus professionnel, un peu plus privé, d'un club sportif, donc de l'entraînement de haut niveau en sachant qu'ici ma fonction première c'est la gestion au quotidien du service des sports de la Province où on est est plus ou moins 95 donc c'est un service qui est assez nombreux en tout cas et assez intéressant. Derrière ça, c'est sur qu'avec une parfaite collaboration entre l'administratif et le politique puisqu'ici la compétence sport appartient à Katty Firquet et donc voilà, donc quelque part on sait bien que... on est... J'allais dire à la merci, c'est pas à la merci, on doit nous tout simplement..

S.T : Rendre des comptes...

G.B : Bah plus que rendre des comptes, je ne dis pas qu'il y a un fonction en interne mais sinon c'est d'essayer de mettre et de suivre les directives, les volontés politiques parce que ça part souvent de ce qu'on appelle d'une Déclaration de politique provinciale et le sport ne déroge pas à la règle et donc, de la déclaration politique provinciale, il y a... qui est résumé en cinq grands chapitres et un des chapitres c'est « culture et sport » et donc sport, il y a une réflexion... en termes de sport de cette législature-ci et donc voilà, quelque part c'est mettre en pratique les souhaits et les désirs politiques pour mettre ça en place au service de... la population.

S.T : Je vais faire une petite digression mais... pourquoi est-ce que vous pensez que systématiquement culture et sport sont liés, notamment dans les déclarations de politiques provinciales mais également communautaires, ce sont souvent des points qui sont mis ensemble...

G.B : Je ne saurais pas vous répondre exactement, ce que je sais c'est que c'est vrai que ça peut interpeller... je ne sais pas si vous ça vous interpelle. Moi j'ai envie de dire que j'aurais envie de l'associer bien plus les sports à la santé et à le social. A la santé, pas tellement au niveau curatif, qui n'est pas, j'insiste, une compétence provinciale, c'est plus le préventif qui est une compétence provinciale et puis le social parce que dans le cadre du sport pour tous. Et on a d'ailleurs une organisation qui s'appelle l'Académie des sports où on joue en plein ce rôle là où pour une somme modique l'enfant peut pratiquer trois sports différents pendant l'année et donc voilà. Mais vous dire pourquoi culture... Parce que souvent, si on regarde et si on fait la comparaison d'une Province à l'autre, c'est vrai que certaines provinces on la réputation d'être des Provinces sportives et à côté de ça, il y en a d'autres qui ont un aspect plus culturel, je pense notamment à la Province de Namur et donc voilà quoi.

S.T : D'accord, merci. Donc voilà, concentrons maintenant sur l'aspect de mon travail. Donc voilà comme je vous l'ai présenté, je réalise un travail sur l'impact qu'à le cyclisme dans les

communes et notamment au niveau des stratégies au sein du collège. Ici on est en Province de Liège, j'ai déjà pu avoir quelques renseignements quant à la participation de la Province aux mécanismes de fonctionnement de la politique sportive. Est-ce que vous pensez que la com.. euh la Province joue plutôt un rôle de tutelle ou plutôt un espace de collaboration entre les différents acteurs d'une manière plutôt supracommunale ?

G.B : Oui, ce n'est pas du tout au niveau tutelle, c'est justement... encore si je fais référence à la politique sportive, il y en a une qui est la supracommunalité et l'aide aux communes, hein. Si je pense qu'on parle de tutelle, on peut parler de la Région wallonne et la Région wallonne dans ce qu'on appelle le Fond des provinces, c'est à dire, une somme, pour simplifier, qui est octroyée chaque année au niveau provincial, on pourrait dire... avant c'était « on vous donne autant, vous en faites ce que vous en voulez, à condition que ce soit bien... que vous respectiez l'intérêt provincial », qui est tellement vaste qu'on ne sait pas exactement ce qui est dedans pour faire simple. Mais maintenant, il y a un pourcentage qui est exigé pour l'intérêt des communes, hein. Et ce pourcentage ne va pas faire que s'accroître parce qu'on sait bien que maintenant on parle d'autres approches par rapport aux zones de secours, tout ce qu'on peut citer, les piscines, etc. C'est sur que c'est en plein dans une réflexion supracommunale et une aide apportée aux communes de la Province de Liège.

S.T : Et en termes d'exemples... De quelle manière la Province interagit avec les communes, au niveau sportif et au niveau cycliste en particulier ?

G.B : Mais, bon. Si vraiment, au niveau sportif... Je pourrais citer, allons concret, des exemples voilà. Je prends l'exemple... un moment donné on est intervenu en subvention sur un projet qui est en plein dans le supracommunal, c'est-à-dire qu'il y avait six communes rurales, pour citer Hamoir ou quoi, qui ont décidé que... vu qu'au niveau infrastructures c'était surtout Hamoir qui avait un Hall Omnisports, c'était Ferrières qui avait une piscine. Et bah, c'était de permettre aux enfants des six communes de pouvoir profiter du Hall de sports, de pouvoir profiter de la piscine et donc nous on est intervenu simplement en manière de subventionnement pour justement permette cela. Si je parle au niveau cycliste, je vais dire c'est donner la possibilité d'abord à certaines communes d'avoir... aussi bien départs ou arrivées de « grandes courses cyclistes » voire de courses cyclistes un peu moins huppées. Et donc notre rôle là qu'est-ce c'est ? Bah qu'est-ce qu'on fait, on essaie de jouer pour que ce ne soit pas toujours les mêmes même si l'arrivée de la Flèche Wallonne elle se fait toujours à Huy. Liège-Bastogne-Liège on sait que maintenant elle est revenue à Liège... mais de jouer un rôle par rapport aux autres avec une présence dans les trois arrondissements, voir même la partie germanophone et donc on essaie de fédérer un nombre de communes important. On essaie de jouer, si je prends le cas de la Flèche Wallonne qui part de Herve cette année-ci et qui arrive à Huy, et bah on exige dans la convention avec A.S.O qui aie un maximum... (le téléphone sonne)... un maximum, un pourcentage par rapport au circuit qui soit en Province de Liège... ça nous permet quoi ? Ça nous permet des passages d'un maximum de communes. (Le téléphone sonne toujours, Monsieur Bozzi répond).

S.T : On en était au pourcentage de passage...

G.B : Voilà. Et donc c'est comme ça que... je pense qu'ici, cette année-ci, si on calcule, je crois qu'il y a 97% qui sont sur le territoire de la Province de Liège, donc voilà quoi. Donc ça veut dire donner l'occasion à toutes les communes, donc là on est vraiment dans un projet, produit supracommunal quoi.

S.T : D'accord. Alors comment jongler entre, ce que vous m'avez dit tout à l'heure, avec le fait que certaines communes interdisent le passage et, selon vous quelles sont les raisons qui justifient...

G.B : Bah les raisons elles sont un peu diverses hein. J'insiste bien, il faut faire peut-être abstraction de... parce que je vais un peu simplifier mais cette année-ci, Flèche Wallonne et Liège-Bastogne-Liège... Course un mercredi, course un dimanche. Souvent le dimanche, commerces fermés donc c'est peut-être un peu différent mais mercredi là. On a pas eu un seul refus, tout le monde a donné son autorisation de passage donc voilà. Par contre, quand on vient sur des cyclos un peu plus... un peu moins huppées et ça part même dans tous les sens et là je vise surtout les cyclos du dimanche matin ou du samedi matin où il y a des règles, il faut savoir déjà, au niveau gouverneur de la Province de Liège au niveau sécurité pour... on ne peut pas dépasser X coureurs etc, même si certains décrets ont été modifiés. Là qu'est-ce qui se passe ? On a des refus certaines fois justement parce que c'est... à des moments donnés des samedi après-midi ou quoi où les commerces sont en plein et là ça pose problème. Pour ne citer qu'un exemple, ça pose problème notamment la fameuse « LBL espoir » qui est une course pour élites sans contrats ou pour espoirs...

S.T : Qui arrivait à l'époque sur le vélodrome d'Alleur...

G.B : Qui maintenant a du être modifié. Ils arrivent à Blegny depuis la saison dernière. Et bah là, la commune d'Ans nous a signalé qu'ils préféreraient pas parce que ça engendrait beaucoup trop de problèmes au niveau de la mobilité vu que ça se déroulait un samedi après-midi. Si on pousse le bouchon, un peu plus loin.. on peut dire que c'est un peu une réaction, je vais pas dire normale, mais un peu humaine par le fait qu'ils ont eu l'arrivée de Liège-Bastogne-Liège pendant X années et donc, peut-être que ça plus ça a fait qu'un moment donné il y a eu une réaction un peu épidermique à ce niveau-là. Derrière ça, qu'est-ce qui se passe ? Des comm... Donc commerces et puis il y en a d'autres et là je reviens, je fais référence à des plus petites, les fameuses cyclotouristes ou quoi, les coureurs comme moi qui aiment bien de se balader. Et bah là, il y a une réaction de temps en temps d'un ras-le-bol, je crois, de certaines communes parce que un, il faut bien dire que la Province de Liège est la Province de prédilection pour... réaliser un sport comme le cyclisme. Les Ardennes etc, ça monte, ça descend contrairement à d'autres où c'est plus plat...

S.T : Même au niveau historique...

G.B : Exactement. Et malheureusement là, on souffre peut-être l'indiscipline, je vais dire, du cyclo. Et l'indiscipline du cyclo ça part dans quoi ? Ça part... On jette tout et n'importe quoi et il faudrait voir de temps en temps, de faire le tour et là je peux comprendre la réaction de certains Bourgmestres après le passage d'une cyclo. Dire que c'est en permanence le samedi... ça passe tout le temps, tout le temps sur le territoire bah à un moment donné il y a certaines communes qui réagissent dans l'autre sens et qui interdisent carrément le passage jusqu'à ce qu'un point. Parce que toi, moi, je vais prendre mon vélo tout seul ou avec mon copain ou avec mon groupe de dix, il y a rien qui interdit à mon vélo de passer quelque part. Donc c'est plus, des cyclos organisées qui doivent bien sur être déclarées et là, automatiquement, bah eux peuvent interdire ce passage là ou quoi. Et là, quelle solution ? Il y en a deux. La première, c'est quand même d'essayer parce que je crois que c'est notre rôle, de se mettre autour de la table et d'en discuter quand même. Et si vraiment le non est catégorique, c'est de demander aux organisateurs de modifier le tracé de parcours.

S.T : Et donc il y a une réelle différence entre le niveau professionnel, qui a un impact médiatique, financier et on va dire la catégorie peut-être plus amateur, espoir et cyclos du dimanche...

G.B : Bien sur, bien sur. Tu sais, économiquement, le week-end de Liège-Bastogne-Liège... Il faut pas tourner autour du pot... Dans toute la partie ici et je vais même dire la semaine parce que comme il y a la Flèche Wallonne le mercredi, les équipes arrivent après ce qu'on appelle la semaine ardennaise parce qu'avant il y a ce qu'on appelle la fameuse « Amstel Gold Race » et donc automatiquement, tu vois ce que ça engendre. Les hôtels sont pleins, on ne trouve plus un seul hôtel. Il faut savoir qu'il y a le jour avant Liège-Bastogne-Liège, ce qu'on appelle « LBL cyclo » ...

S.T : Il y a la présentation des équipes...

G.B : Présentation des équipes, très bien. Et donc là « LBL cycliste », ça... Je cherche mes mots, ça engendre une participation de 8000 cyclos. 8000 cyclos, je pense qu'il y a, j'ai peur de me tromper, il faudrait que je relise, je crois qu'il y a 30 ou 40 nationalités différentes. Ça veut dire qu'il faut savoir qu'il y a des gens qui viennent de partout en Europe pour participer à ça mais ces gens qui viennent de partout en Europe, c'est vraiment des fous, fervents du cyclisme qui profitent de parcourir quelque part et de faire le même parcours que les pros le jour avant et le jour après de rester sur place pour regarder, d'aller dans différents points de passages pour voir les pros. Donc, je vais dire que là, inévitablement, les communes, il y a très peu, très peu de refus. Ici, il n'y en a pas. En sachant que derrière ça, malgré tout, le gros problème qu'ils doivent essayer de gérer, c'est la partie... mobilité malgré tout. Parce que, et là je vais me mettre à la place de certains parce que je parlais de temps en temps de... l'indiscipline ou de temps en temps l'inconscience niveau sécurité de certains cyclos il faut bien dire que quand il y a 8000 cyclos qui partent... C'est vrai qu'ils partent à des heures différentes, c'est-à-dire entre 6h30 du matin et 9h30 suivant les différentes distances mais malgré tout, quand il y a 8000 milles bah crois moi... quand tu es au niveau du parcours, tu ne vois que des vélos. Et donc quand tu te retrouves derrière des vélos... de temps en temps il y a des automobilistes qui aiment bien le cyclisme ou qui pratiquent le cyclisme qui eux vont et il y en a d'autres aussi qui, à un moment donné, pètent un câble. Donc voilà, parfois ça provoque des tensions donc toute cette mobilité etc et quelque chose de délicat et pas évident.

S.T : Puis même au niveau du coût de fermeture des routes. La plupart du temps, on emploie des bénévoles mais il y a des autorisations de police... Il y a tout un circuit politique qui doit se faire...

G.B : Toute cette mise en place-là, les demandes d'autorisation de passage qui sont de plus en plus compliquées, qui sont de plus en plus... qui doivent être faites de plus en plus tôt donc tout ça est important. Souvent, il y a des rappels qui doivent être faits parce qu'on a pas toujours les retours utiles et nécessaires. Donc voilà, tout ça c'est sûr que ça doit se mettre place. Et puis, bon, tu parlais de... signaleurs etcétera qui vont aider à fermer certaines routes, c'est un travail super important à faire, super conséquent et par toujours facile.

S.T : Alors, je vais demander une comparaison qui est à plus grande échelle, on sait bien que... En 2018, je ne me trompe pas... Non en 2019, pardon. Non, je me gourde dans mes...

G.B : 2019, c'était l'année passée.

S.T : Non, en 2012 déjà, Liège a accueilli le Grand départ. Donc, vous n'étiez pas encore ici en place mais je suppose que vous avez pu avoir des outils de comparaison, des retombées. Alors première question, est-ce que vous avez eu des mesures d'impact et si oui, lesquelles, sur quelles bases, sur quels indices vous vous êtes basés pour mesurer les retombées ? Parce qu'il y a certains indices qui sont plus faciles à mesurer, je pense à l'indice économique mais il y a des choses à la valeur plus abstraite, je pense à la valorisation du territoire ou l'impact que cela a pu avoir sur la société, notamment le phénomène de mimétisme dont on parle chez les jeunes qui veulent imiter leur idole. Et la deuxième question, c'est de savoir si vous avez-pu, à partir de cela, établir des grandes stratégies qui vont ont permis de... pouvoir comparer et d'avoir des outils par rapport à ce qui s'y était passé.

G.B : Je ne sais pas s'il y a grand chose qui a été fait à ce niveau là... Ce qui est sur c'est que, c'est que la première chose c'est que ce n'est pas un indice. Enfin si, c'est un indice. C'est que... Bah, un grand départ du Tour de France.. Si je calcule le premier jour qui est un prologue, je pense et la deuxième le départ avec une étape en ligne complète...

S.T : Il y avait une arrivée aussi à Huy, encore une fois...

G.B : C'est ça... Bah ça a engendré 300 ou 400 000 milles spectateurs, venus de toute l'Europe bah le premier indice il est là, ça c'est une approche par rapport à l'économique. Je pense que, comme tu l'as signalé, une valorisation du territoire et j'en prends pour preuve cette valorisation du territoire, elle risque d'être importante peut-être même dans le futur dans certaines contestations parce que la volonté ce serait de réussir la gageur d'avoir de nouveau dans cette législature-ci un nouveau départ, un nouveau grand départ et en sachant que... quand je dis valorisation du territoire combiné à un vrai challenge sportif... si on veut encore avoir une chance d'avoir un grand départ, il faut qu'on aie une réflexion sportive avec un tracé ou quelque chose que tout le monde va dire « oh ça c'est pas mal, c'est original ». On a pas encore de solution à ce niveau-là. Mais vraiment des indices... C'est difficile. Si ! On a des chiffres, des chiffres ne fussent que qu'au niveau retransmission télé. Retransmission TV avec le nombre de personnes qui ont pu voir des images au niveau de la Province de Liège parce qu'il faut bien dire que hein, à ce niveau là la société du Tour de France n'a pas son pareil quand on fait un direct hein qui retrace toute l'étape. Il faut bien dire et là il y a peut-être une association sport et culture qui est possible parce que quand je vois les images, c'est hein, c'est fabuleux de ce qui arrivent à aller chercher.

S.T : Quasiment un documentaire hein !

G.B : Voilà, exactement. Donc toute cette valorisation et cette mise en valeur du territoire et c'est vrai que, justement ils ont cette faculté là aussi, c'est partout où on passe, ils nous demandent d'avoir des réflexions par rapport à ce qu'on peut montrer ou quoi. C'est une mise en valeur tout simplement de notre patrimoine provincial. Alors, oui on a des chiffres de, comme je disais, des retransmissions télé et c'est là souvent qu'on peut faire des contestations. Je pourrais peut-être te faire parvenir un document qui relate là uniquement Liège-Bastogne-Liège et la Flèche Wallonne, je pense. C'est par rapport au taux d'audience, au taux d'audience en Wallonie et au taux d'audience en Flandre. Même pour ce type de course, il y a trois fois plus de téléspectateurs en Flandre qu'en Wallonie. Oui mais enfin ça veut dire que ça ce sont des show (?). Je reviens malgré tout... un grand départ du Tour de France, aussi bizarre... on a vu quand même par rapport aux écoles de sport et de cyclisme de la Province de Liège... une recrudescence assez importante pendant cette année là, il y avait un nombre de jeunes cyclistes plus important qu'il s'était inscrit tout simplement...

S.T : Donc, il y a véritablement un phénomène...

G.B : Oui, il y a un phénomène à ce niveau-là quoi, oui.

S.T : D'accord.

G.B : Qui est peut-être aussi parce qu'on a voulu depuis euh ça le Tour de France le fait et euh on a développé ça aussi dans le cas des classiques depuis maintenant 2-3 ans parce que il faut bien te dire que quand on va dans une école... on se rend compte que bah même le sport cycliste est méconnu... méconnu. On a pas la religion ou... le football mais les autres... voilà donc là aussi on a un rôle à faire jouer et un des rôles qu'on a commencé c'est de réaliser la « dictée des classiques ardennaises » comme le Tour de France faisait avant la « Dictée du Tour de France » et en fait c'est un petit texte où on va toucher au niveau primaire tous les réseaux confondus. A niveau du réseau secondaire, on touche juste notre institution provinciale au niveau de l'enseignement mais il y a quand même allez 1200-1300 élèves qui ont participé l'année passée. Et donc en fait c'est un texte basé sur Liège-Bastogne-Liège. L'année passée c'était un peu plus orienté sur Eddy Merckx qui fêtait...

S.T : Ses 50 ans de première victoire.

G.B : Voilà c'est ça et donc voilà un peu tout ça pour... Et là quelque part bah il y a des jeunes qui savent maintenant parce que c'est un peu fou le plus grand sportif de tous les temps toutes disciplines confondues pratiquement et bah on se rend compte qu'il y a de plus en plus de jeunes qui ne savent pas qui c'est... Et ça je pense que dans d'autres pays ça n'arriverait pas ça. Petite parenthèse purement sportive aussi de fierté, de fierté aussi. Il faut savoir que la Province de Liège est la seule institution, autorité, à se targuer d'avoir les trois grands départs des trois grands tours...

S.T : Tout à fait.

G.B : Je pense qu'on est les seuls. On est les seuls.

S.T : Peut-être aux Pays-Bas effectivement...

G.B : Il faudrait vérifier mais je ne suis pas sûr. Vuelta, Giro, Tour de France, ...

S.T : Et en plus sur un laps de temps assez restreint.

G.B : Donc. Mais pourquoi est-ce que je fais cette petite parenthèse là ? C'est là que tu vois... parce qu'un moment donné dans ta question il y avait cela... Tu vois la volonté... la volonté euh... de... qu'à la Province de Liège et le rôle qu'elle veut jouer par rapport au cyclisme. Donc c'est parti peut-être de personnes, une histoire d'amour entre certaines personnes et une histoire d'amour entre le... le patron provincial de la Province qui était Paul Bolland à une époque puis qu'à été André Gilles qui sont des... des amoureux du cyclisme parce que c'est sur plus facile. Si je continue mes réflexions au niveau purement subventions comme tu en parlais un peu tantôt et là réflexion même elle est doit être plus pertinente car c'est même de trop mais je pense qu'il y a 50% des subventions qui sont alloués au sport cyclisme... des subventions totales sport. Donc là il y aura peut-être une réflexion qui devra se faire objectivement pour malheureusement orienté un peu ça différemment.

S.T : Oui surtout qu'on rentre un peu dans une ère où on est beaucoup plus dans le multisportif hein.

G.B : Exactement.

S.T : Il y a beaucoup de jeunes qui s'associent à de nouveaux sports comme le hockey ou le volley, je veux dire, alors qu'avant c'était beaucoup plus orienté sur le football. Donc oui c'est à ce niveau là, c'est très intéressant et donc en fait, vous me faites un peu la réflexion mais j'avais cette hypothèse là que le rôle de la figure, de l'individu, je veux dire, que ce soit un Bourgmestre, que ce soit un député prov... fin un Président au niveau Provincial etc. À son rôle à jouer et influe dans le processus ?

G.B : Bien sûr. Mais bien sûr. Bien sûr. Même si hein, accueillir le euh départ euh de la Flèche Wallonne c'est un honneur pour toutes les communes et villes de la Province de Liège donc voilà. Même si le Bourgmestre n'a aucune affinité sur le cyclisme ou quoi mais inévitablement un moment donné c'est sûr que ça peut jouer hein que ce soit amoureux du cyclisme ou amoureux du sport en général euh hein il faut bien dire que les orientations peuvent se faire à ce niveau là. Alors on va me dire : « Oui mais ça c'est pas objectif ou quoi ». Ok mais inévitablement en tout cas ça facilite les choses, voilà quoi.

S.T : Tout à fait, tout à fait. Et donc vous parliez du départ de la Flèche Wallonne. Là ça ne joue pas un rôle le fait que le Bourgmestre puisse avoir une affinité ? Est-ce qu'il ne va pas essayer de tirer plus le projet de son côté ? En fonction de euh de ses affinités évidemment mais bon je veux dire...

G.B : Tu parles politiquement par rapport à la Députée qui est à la même couleur politique ou par rapport... ?

S.T : Pas forcément. Je parle plutôt... On a eu Ans je pense l'année passé comme départ de la Flèche et cette année on a Herve.

G.B : Oui c'est ça.

S.T : Je veux dire est-ce que c'est pas une volonté manifeste du Bourgmestre de vouloir accueillir tout de même ?

G.B : Ah si si. En fait c'est très simple. Euh souvent ça se passe comment pour accueillir des épreuves ? La Flèche Wallonne c'est peu... parce qu'il faut savoir dans la convention des six ans qui a été reconduite avec A.S.O où doit en organiser trois en Province de Liège, trois hors de Province de Liège les départs. Pourquoi ? Parce que Flèche Wallonne, si tu réfléchis un peu plus loin, il y a là une tutelle hein la tutelle qui est la Région Wallonne qui est par rapport à nous de contrôle et qui est quelque part mais surtout c'est une subvention peut apporter aussi et qui n'apporteraient peut-être pas si c'était rien qu'en Province de Liège quoi donc voilà donc ça c'est une chose. En sachant que derrière ça mais bien sûr que le Bourgmestre va motiver mais ce que je veux dire c'est que souvent on pratique comment ? On laisse malgré tout appel à candidatures. Candidatures en sachant que c'est sûr qu'on a des tas de demande pour la Flèche Wallonne, tout le monde est intéressé puis il y a des courses un peu moins huppées ou un peu moins professionnelles: le Tour de la Province de Liège, le VOO-Tour c'est euh le VOO-Tour... Oui c'est bien le VOO-Tour qui est l'ancien Tour de la Région Wallonne hein donc

dénomination différente bah là on reçoit beaucoup de candidatures mais là tu vas me dire : « Ouais mais quels sont les critères de sélection ? » Les critères de sélection, nous, personnellement, pour le moment on analyse d'abord parce qu'on veut s'essayer d'être présent dans les... trois arrondissements que sont Liège, Huy-Waremme et Verviers, qu'on essaye d'être, en plus d'être présent dans les trois arrondissements, d'analyser, faut pas se cacher un petit peu, un pack de majorité avec pour le moment PS/MR, comme ça tu comprends, bah on essaie qu'il y ait présence de communes PS et de communes MR voilà un peu même si ici...

S.T : Sur Liège, on a quasiment que ça quoi.

G.B : Voilà mais de temps en temps on essaie d'ouvrir quand même d'abord à réflexion, appel à candidatures. S'il y en a deux qui l'on déjà eu bah on joue un rôle, on analyse par rapport à notre fameux cadacom. Le cadacom c'est on reprend toutes les organisations, manifestations, les subventions qui ont été apportées, pas qu'en termes de cyclisme, mais ça peut faire partie dans toutes les communes et provinces euh dans toutes les communes et villes, pardon. Et ça veut dire quoi ? Ca veut dire qu'un moment donné : « Ouh là »... Euh qu'est-ce que je veux dire euh à Hamoir ? Pff. De ce côté là on a vraiment pas fait grand chose au niveau... On a vraiment rien fait au niveau organisation, apports, subventions et allez, on hésite entre deux et là je pense que là on devrait aller vers eux parce que je crois que c'est important également. Donc tu vois c'est plus des réflexions comme ça en essayant d'apporter une objectivité à ce qu'on donne, voilà.

S.T : Je vais vous poser encore deux petites questions, si vous le voulez bien, pour pas vous prendre votre précieux temps.

G.B : Voilà.

S.T : La première c'était justement par rapport aux communes euh est-ce que certaines communes avec des revendications ou avec une espèce de comparaison, c'est le point que vous souteniez ici dernièrement... Est-ce que... « Nous, on a pas eu de passage, on a pas eu départ ». Est-ce qu'il y a une espèce de... ?

G.B : Il y en a. Il y en a. Il faut savoir qu'il y a deux choses. Il y a des aspects... Il y a toujours cet aspect financier hein qui est important que tu saches. Avoir... les arrivées de la Flèche Wallonne ou de Liège-Bastogne-Liège c'est les deux exceptions donc Huy et Liège où la Province demande une participation financière. Tout le reste des courses, les départs comme Herve. Donc les départs en Province de Liège, j'insiste bien. Départs hors Province il y a une participation aussi. Donc Herve ici pour ne pas citer... pour citer l'exemple. Le VOO-Tour, le... euh Tour de la Province de Liège, on interdit aux villes et communes de donner à l'organisateur une subvention ou une participation en espèce.

S.T : Est-ce que ça ne se fait pas quand même en... ?

G.B : J'ose espérer que non. C'est à dire que je donne l'exemple de Herve. Herve ne va pas donner de l'argent à euh à la Province de Liège pour avoir voilà et euh ne va pas donner à A.S.O, Tour, VOO-Tour, 5 étapes. L'année passée, trois arrivées en Province, un départ ou deux départs en Province de Liège bah c'est 5 là n'ont rien du donner. C'est une exigence qu'on met par rapport à l'organisateur. C'est nous qui apportons la subvention mais hors de question de réclamer. Par contre, les communes doivent savoir et là il y a un cahier des charges qui est établi entre la Province et la commune pour tout ce qui est, ce que je vais appeler, de valorisation

et d'avantages en nature. Certes un peu de personnel, les zones de police qui coutent, je vais dire. Sur la zone de départ, on a besoin de barrières nadar, on a besoin comment électriques... des...

S.T : Oui, je vois ce que vous voulez dire.

G.B : Fin des postes électriques, des postes eaux.

S.T : Donc c'est plutôt à la capacité, au potentiel de la commune.

G.B : Et donc... Et c'est sur que à un moment donné qu'on chiffre un peu tout ça... il y a énormément d'exigences... des parkings et voilà et tout ça fait que quand on fait les comptes... On a parlé des problème de mobilité, ça engendre quelques quelques charges importantes pour la Commune quoi, voilà quoi.

S.T : D'accord. Et alors je vais vous poser une dernière question. Tout à l'heure, vous m'avez parlé de la convention avec A.S.O. Est-ce que vous pouvez m'en toucher quelques mots ?

G.B : Oui bien sur. Parce que de toute façon, c'est de... tout ce qui est écrit dans cette convention peut être vu par tout le monde donc hein. Donc il faut savoir qu'il y a une convention qui est répartie sur 6 ans pour la Flèche Wallonne et Liège-Bastogne-Liège en sachant... en sachant que l'année passée était la première année des six ans donc c'était les 6 années de nouvelle législature, en sachant que l'année dernière la Flèche Wallonne est partie de Ans pour arriver à Huy. Liège-Bastogne-Liège est parti de Liège pour arriver à Liège que je vais crier fort la Ville de Liège pour avoir l'arrivée... le départ et l'arrivée et c'est surtout pour l'arrivée donne 50.000 euros. La ville de Huy c'est plus ou moins la même chose. En sachant que derrière ça, ça coute à la Province par rapport à A.S.O, je vais dire, 110.000 euros. 110 - 110. Et donc après, il y a bien sur toute la... la communication autour de ça, tout ce qu'on peut faire... Ca part d'organisation de conférences de presse, ça part de plan médias, ça part de euh comment est-ce qu'on appelle ça... de réalisation de l'une ou l'autre réception même s'il ne faut jamais obliger une chose et depuis pas mal de temps on essaie de mettre en avant quelque chose. Le cyclisme, il y a une chose qui est super importante, c'est la gratuité. Et donc je me vois mal, quand on parle de gratuité, de faire une grosse réception V.I.P, elle existe hein mais avec champagne, caviar alors qu'on sait de quoi on parle avec de plus en plus des suppressions des Provinces et compagnie donc ça veut dire qu'inévitablement qu'on se doit d'avoir cette proximité donc vraiment de permettre aux gens d'être le plus près des possibles des coureurs et... et... et d'avoir la possibilité de les côtoyer donc c'est très très important.

S.T : Une vraie ferveur populaire.

G.B : Voilà exactement, une vraie fête populaire. Et d'ailleurs, si on analyse un peu le week-end... de Liège-Bastogne-Liège bah si on regarde ça part de 8.000 cyclos le samedi même s'ils doivent payer le frais de participation donc voilà c'est Monsieur Tout le Monde quelque part un peu, c'est le sport pour tous. Il y a une présentation des coureurs où essaie d'amener un maximum de monde et le plus près possible avec des activités autour liées au vélo hein comme tout des petits ateliers, comment réparer mon vélo ou quoi, un peu du code de la route ou quoi pour les enfants. Le dimanche, qu'est-ce qui se passe ? Ça commence par le petit déjeuner populaire de la Province de Liège qui est offert pour 2.000 personnes gratuitement donc ce sont toutes des activités... On avait avant un Bus V.I.P, c'est à dire 40 personnes qui allaient sur le parcours, qui allaient manger un repas. Maintenant ces 40 personnes là, c'est un jeu concours

pour Monsieur Tout le Monde donc voilà. On veut vraiment en faire une fête populaire ici dans le territoire dans la Province de Liège.

S.T : Bah voilà. Bah écoutez, je vous remercie pour vos réponses. J'avoue, je bois vos paroles donc je pourrais vous écouter pendant des heures.

G.B : Voilà.

S.T : Mais je pense que j'ai posé tout ce que je devais poser. Je vais ici arrêter ceci.

*Annexe 3. Retranscription de l'entretien avec Katty FIRQUET, Députée provinciale à la Province de Liège, 22 juin 2020, Liège, à 15h.*

Entretien réalisé post-confinement au cabinet de la Députée provinciale, rue des Augustins n°43, 4000 Liège.

Samuel Thiebaut : Voilà. Moi je travaille vraiment... au lien que peut constituer le sport entre les communes et au niveau des personnes... des personnalités politiques et alors j'étudie plus spécifiquement le cadre des courses cyclistes parce qu'il y a... pour moi une considération qui est toute autre... Il y a une plus grande égalité entre les communes... une facilité d'accès par rapport aux routes... que certaines communes n'ont pas tous un omnisports pour organiser d'autres tournois ou un terrain de football ou... ou une piscine, par exemple et puis donc je voilà... je... je travaille là-dessus mais c'est un peu près... c'est à peu près... déjà un beau... un pro... tableau de voilà... bah maintenant je vais vous demander à vous de parler... Est-ce que brièvement vous pouvez vous présenter et dire ce que vous faites, depuis combien de temps ?

Katty Firquet : Donc Katty Firquet, je suis député provincial aujourd'hui vice-présidente euh et donc je suis députée depuis 2010 avec le social au départ et donc aujourd'hui j'ai dans mes compétences le social, la santé, le sport, euh le budget et la communication.

S.T : D'accord. Et... Est-ce que c'est une intention de vouloir lier social et sport ?

K.F : Ah ! C'est une opportunité. Donc euh j'ai eu le social pendant cinq ans donc forcément on change de compétences au rythme des élections et des... et des accord de majorité qui sont conclus et des négociations post-électorales puis j'ai eu social et santé en 2015, ça avait énormément de sens, les compétences étaient cloisonnées jusque-là et... à mon avis historiquement au niveau de l'Institution donc déjà mettre santé et social ensemble ça avait beaucoup de sens et puis heureusement pour moi finalement le résultat des élections de 2018 euh... ce résultat a permis à mon parti d'aller négocier le fait de pouvoir avoir d'autres... de nouvelles compétences donc... donc de ne pas céder les notre mais d'aller en chercher davantage euh... et là oui ça avait complètement du sens que de venir accrocher le sport au social et à la santé les... les trois en fait... auraient dû être et gérer eux en tout cas avec une cohérence dans beaucoup d'actions euh depuis longtemps.

S.T : D'accord. Et comment est-ce que vous... décririez-vous votre approche par rapport au sport en général et notamment dans votre déclaration de politique provinciale ?

K.F : Bah on est en service public donc euh... nos missions de service public à décliner par rapport à la compétence sport, c'est avant tout un peu les mêmes que l'ADEPS en fait... c'est avant tout tenter de développer le sport pour tous alors ça... ça veut dire beaucoup de choses. Ça veut dire qu'on peut se centrer sur un travail de terrain pour faire en sorte qu'un maximum de famille, quelle que soit leur situation géographique, leur situation socio-économiques, démographiques, puisse avoir connaissance de ce qui se fait d'abord comme sport proche de chez elle parce que quand on a la difficulté euh économique bah... on n'a peut-être pas une voiture. Donc c'est vraiment prendre en considération l'ens... enfin un maximum de paramètres qui définissent euh l'ens... un maximum de citoyens et les mettre en contact avec ce qui existe au milieu dans le... dans le milieu du sport. Et puis pour ça, pour tenter d'avoir des accroches, par exemple au niveau du sport on a développé euh l'académie des sports et donc là, en fonction de différents âges, on permet à des enfants euh je prends un exemple donc pendant deux ans de

découvrir six sports différents six sports différents qui ont été analysés par le service des sports de la province pour pouvoir être pratiqué le plus proche possible donc il est hors de question d'aller faire une académie des sports golf dans une commune où il n'y a pas de terrain de... fin de club de golf avant 50 kilomètres, ça n'a pas de sens. Donc l'idée c'est vraiment d'essayer de toujours rapprocher l'offre et la demande. Donc là l'académie des sports est vraiment né pour ça. Donc ça c'est le sport pour tous. Puis alors je pense aussi que et surtout notre niveau de pouvoir qui est... qui est si peu connue, qui est si peu visibles euh... on a besoin de... de rayonner et donc de faire savoir qu'on existe par l'intermédiaire de... de partenariats sur des grands événements sportifs qui sont censés asseoir cette visibilité ça c'est une chose mais ce n'est pas assez selon ma conception des choses par rapport à notre niveau de pouvoir. Donc au-delà visibilité on doit aller chercher une lisibilité provinciale sur des... des grands événements sportifs et on a quelques-uns dans... dans quelques disciplines différentes.

S.T : Tout à fait. Je me permets justement de... de... d'accrocher par rapport à ça je sais bien que vous avez euh notamment accueilli à plusieurs reprises le Tour de France notamment sur une législature précédente...

K.F : Oui et le Giro, la Vuelta, ...

S.T : Oui je sais bien. Le Giro en 2006, la Vuelta en 2009, oui je suis assez bien renseigné... Er effectivement vous avez... j'ai pu lire dans la déclaration de politique provinciale que vous avez l'intention de accueillir à nouveau... le Tour de France...

K.F : Mhmm... Je peux rêver. (rire)

S.T : Bah je peux... j'espère que ça pourrait se faire dans un futur proche... Comment ça se négocie ça ? Comment vous-avez une approche par rapport à ça et comment au sein du Collège provincial tout le monde a la même vision par rapport à une éventualité... ?

K.F : Ah ! Donc si on parle du... du rayonnement en ce moment et de ce volet visibilité que que là... le fait d'accueillir alors que ce soit un grand départ ou une étape... c'est pas... c'est pas la même chose hein mais euh mais on va dire accueillir le Tour de France... tout le monde y est favorable une fois qu'on arrive sur un volet budgétaire... la discussion... la discussion s'enflamme parce que ça coute un prix certain euh mais avant d'amener euh une discussion au niveau du collège pour.... la... la... la légitimité du dossier il faut d'abord... il faut d'abord avoir l'opportunité du dossier donc pour ça il faut négocier avec A.S.O et donc là mais on a des... enfin la province bien avant moi déjà avec Paul Bolland, Gouverneur, Jean-Marie Leblanc au niveau d'A.S.O ont développé des relations d'amitié très... très fortes elles sont toujours très fortes aujourd'hui avec Christian Prudhomme donc les générations se sont succédées mais la relation est toujours là. On se voit beaucoup de fois sur une année au-delà des classiques ardennaises puisque c'est A.S.O qui organise les classiques ardennaises euh et donc cette relation, je pense, c'est la base de tout parce que ils ont 1000 demandes et quand je dis 1000 je pense pas que je tape trop haut et donc ils ont 1000 demandes et l'idée c'est de les convaincre de revenir ici... en payant un prix c'est vrai mais il faut d'abord les convaincre de venir ici donc voilà moi j'ai... j'ai été fort insistante depuis que... bah depuis que j'ai le sport je n'aurais pas pu... je n'avais pas trop les leviers pour le faire avant. Depuis que j'ai le sport, depuis 2018 j'ai beaucoup tapé sur le clou euh bah on sait que leur calendrier est bloqué jusque 2021 parce que je rêve toujours d'un grand départ évidemment parce que je pense que si on ne rêve pas, on n'arrive jamais à concrétiser ses projets donc si je n'ai pas un Grand Départ, j'aurais une étape et ce serait déjà pas mal euh et donc j'ai... j'ai... j'ai... là j'ai sollicité eu l'accord du

Collège pour envoyer une candidature officielle au-delà 2021. Sachant aussi, et vous l'avez un peu évoqué quand vous vous êtes présenté, il faut... tout ça c'est lié à des échéances électorales évidemment, on va pas se leurrer moi aller négocier un Grand Départ du Tour de France en 2026 sincèrement... Oui ce serait vraiment bien pour l'institution mais si ça pouvait se faire en 2024, juste avant les élections, ce serait pas plus mal quoi...

S.T : Vous pensez donc qu'il y a une vraie plus-value à ce qu'un... j'invente... un Bourgmestre, un Député provincial, accueille au sein de sa commune une course, une arrivée, un départ d'étape... est-ce que ça peut être un développement personnel ?

K.F : Bah je pense d'autant que le citoyen ne maîtrise pas du tout la manière dont ça s'organise tout ça. Le travail du long cours, l'histoire, les relations et donc vu qu'ils ne maîtrisent pas ça quand ils voient... je crois que c'est beaucoup plus criant avec un Bourgmestre qu'avec un député provinciale parce que nous on est inconnus au niveau du grand public. Le citoyen a vraiment beaucoup de difficultés... à part les agents provinciaux, ils sont quand même 6200 et leur entourage... il y a quand même peu de gens qui connaissent l'institution mais par contre pour un Bourgmestre, même euh... il y a le Tour de France mais ça c'est le summum mais même... Liège-Bastogne-Liège ou la Flèche Wallonne... En tout cas sur la Flèche on a la maîtrise chaque année pour la ville-départ et on a énormément de candidatures et ça passe par la Province donc c'est la Province qui a négocié un contrat avec A.S.O et donc les classiques ardennaises... toutes les communes qui sont candidates pour quoi que ce soit au niveau des classiques ardennaises doivent passer par là.

S.T : Donc ça pourrait éventuellement fluctuer en fonction de la couleur de la commune donc en fonction des affinités entre la Province et les Bourgmestres ?

K.F : Alors ça, ça été fort le cas par le passé. Je vous invite à aller voir sur ces dix dernières années, parce que je suis gentille, la couleur des communes euh qui euh qui ont euh le départ de la Flèche Wallonne. Je vous invite vivement. Je ne ferai pas plus de commentaires que ça. Ma vision des choses c'est plutôt un équilibre d'arrondissement et bien sûr un équilibre politique. On ne va pas se... on va pas se voiler la face. Mais il est hors question que ce soit chaque fois le même type de communes au niveau des majorités ou chaque fois le même type d'arrondissement, je pense que c'est important aussi. Parce que de nouveau quand le dit Christian Prudhomme c'est le... c'est le seul évènement sportif qui reste avec un accès gratuit et donc l'idée c'est quand même d'essayer d'en faire profiter un maximum de citoyens de l'ensemble du territoire provincial.

S.T : Effectivement. Et donc pour en revenir donc... je reviens directement au rapport que vous avez avec A.S.O. On peut donc considérer que certains rapports... Parfois le rapport relationnel est peut-être le plus fort que le rapport financier ou du moins le complète ?

K.F : Bah disons ici dans la relation avec A.S.O.... oui c'est sur. En tout cas dans leur chef. Je ne vous dirai pas la même chose pour le... la convention qu'on a avec Golazo... qui organise le Meeting d'athlétisme. Voilà, maintenant il y a le stade à sa disposition... Je pense qu'ils sont... ils sont chacun et en tout cas A.S.O, rassurés par la capacité un, financière-budgétaire de la Province, deux par la capacité d'organiser ce type d'évènements et de fédérer les communes entre nous. Je pense que c'est quand même super important aussi en termes de sécurité enfin ça met quand même en action pas mal de services si la police ne fait pas bien son boulot, ils ont des accidents sur les courses et donc c'est mauvais pour l'image d'A.S.O et donc il y a toute une relation d'amitié c'est vrai mais aussi une capacité financière

d'organisation, de sérieux, de coordination des communes qui, qui entre en jeu dans une candidature telle que la nôtre par rapport à ce type d'évènement.

S.T : Et donc quel rôle pouvez-vous jouer entre les communes, entre les diverses communes, pour les interactions par exemple pour le passage...

K.F : Ca, pff sincèrement c'est... euh c'est... Jean-Michel Monin qui est responsable de ça au niveau d'A.S.O. Euh quand on va... qu'on lui propose la ville de Herve pour accueillir ce qui aurait dû être et ce qui va être le départ de la Flèche cette année... euh bah Jean-Mich... je vais avec Jean-Michel Monin à Herve donc on rencontre le Bourgmestre et de là, il envisage la capacité d'accueil parce que les Bourgmestres ne se rendent pas compte de ce qu'il faut dégager comme espace pour accueillir tout ça. Et puis c'est lui qui, ils ont des exigences sportives, en kilomètre, en dénivelé et ça c'est lui qui propose un tracé. Et puis, ils ont l'habitude, ils viennent souvent en Province de Liège depuis toutes ces années...qui sait les communes dans lesquelles il veut passer, dans lesquelles la commune il peut passer ou les communes dans lesquelles il ne veut pas passer parce que toutes les relations ne sont pas bonnes avec les Bourgmestres mais ça c'est leur... c'est leur tracé, c'est eux qui entrent en contact avec... Sauf s'il y a de nouvelles communes sur lesquelles ils veulent passer, qu'ils veulent traverser mais voilà les courses cyclistes ça fait énormément de mobilisation de forces de l'ordre, ça fait beaucoup de crasses et donc tous les Bourgmestres ne sont pas favorables à ça. C'est... c'est encore leur droit d'y être favorable ou pas et ça ne nous regarde pas. Maintenant si A.S.O disait « si, si, si on doit absolument passer par là » par rapport à... je ne sais pas... telle difficulté cycliste ou tel... je ne sais pas quoi au niveau du Tour de France, par exemple, bien sûr. Alors on entre... ils nous solliciteraient et on entrerait en jeu pour tenter d'avoir une approche politique alors la plus large pour aller faire changer l'avis du collège communal en question.

S.T : D'accord. Je vais commencer de quelque chose d'un peu plus léger parce qu'on a des choses peut-être plus difficiles... Euh la Province de Liège, j'ai pu lire dans une étude, est celle qui accorde le budget le plus important au sport, parmi les autres provinces en région wallonne, je veux bien l'entendre...

K.F : En ce compris les grands événements parce que ça dépend... ça dégage quand même pas mal de moyens.

S.T : Euh oui effectivement et comment... comment est-ce qu'on peut juger... je veux dire cette manière historique de mettre beaucoup plus d'argent dans le sport que les autres Provinces par exemple ?

K.F : Bah c'est que les autres ont décidé d'en mettre dans autre chose. Je veux dire il y a des provinces qui sont... par exemple la Province du Hainaut elle développe énormément d'actions sur le handicap bah voilà c'est tout aussi légitime j'ai envie de dire ce n'est pas... ce sont des oui des choix alors ils ont peut-être été politiques au départ mais à partir du moment, par exemple pour le Hainaut, quand on développe et qu'on met en place et qu'on fait tourner des centres d'hébergement pour personnes handicapées bah on ne va pas s'en retirer la législature qui suit. Ça n'aurait pas de sens parce qu'on offre un service hyper utile au citoyen et qui est... qui est important au niveau des infrastructures donc des pierres mais aussi de... des emplois qui sont derrière. Bah nous, j'ai envie de dire c'est un peu pareil quand on a développé... euh c'est pas moi qui ai inventé le meeting d'athlétisme... quand on a développé un meeting qui a cette renommée euh sur notre territoire bah je ne vois pas... si moi je ne suis plus là en 2024 je vois mal celui ou celle qui me suivra venir dire : « Ah non non maintenant je vais faire un

tournoi international de pétanque ». Il pourrait le faire mais on ne peut pas perdre cette légitimité sur le plan international et mon ambition, par exemple, par rapport au meeting d'athlétisme c'est : « okay, c'est très bien, on va rénover le stade » parce qu'on est un peu contraint au niveau des exigences justement de... de l'athlétisme international mais l'idée c'est aussi de le développer et de le monter au niveau du ranking alors peut-être que quelqu'un d'autre pour moi n'aurait pas cette idée-là donc ça... ça reste quand même une opportunité et heureusement qu'on en a un peu quoi d'opportunités, oui, personnelles donc je suis... je suis sensible à ça et... euh le meeting, par exemple, c'est aussi gratuit quoi si on... si on... si on pré-réserve ses places je vais dire, c'est gratuit.

S.T : Mais même au-delà d'une opportunité, je pense que c'est aussi une fierté il faut savoir le dire et puis c'est... c'est quelque chose de beau de promouvoir quelque chose de... qui met en valeur aussi les autres donc c'est... c'est pas que pour soi.

K.F : C'est sûr.

S.T : Et justement par rapport à ça... Comment est-ce que vous vous... diriez par rapport à fin... est-ce que vous vous inscrivez dans une politique plutôt de rupture ou de continuité par rapport à ce qui a pu se faire avant ici en Province de Liège par rapport au sport par exemple, par rapport aux anciens députés provinciaux qui avaient dans leur portefeuille la compétence sportive ?

K.F : Euh bah dans la continuité pour ce qui marche et dans la réorientation pour ce qui était bancal (sourires) on va dire

S.T : Vous avez des exemples ?

K.F : Ouais ça c'est délicat mais disons qu'il y a... il y a des choses qui ont été... qui ont été faites à certains moments et qui avaient du sens à certains moments ou qui ont été précipitées ou qui ont été ralenties voilà pour des... pour des... pour une période qui ne me concerne pas et qui amène aujourd'hui bah des vices de forme, des vices de procédure et euh et... et... bah ça, moi je... je... enfin on... je travaille beaucoup à tenter de remettre les choses en ordre par rapport à ça mais il y a aussi par exemple il y a des... des infrastructures provinciales sportives qui sont nées d'opportunités personnelles du passé et donc euh je prends un exemple dans ce cas-là euh le tennis de Huy. Est-ce que vous saviez qu'on avait un superbe centre de tennis de Huy ? De tennis à Huy ?

S.T : Non, je n'étais pas au courant.

K.F : Non bah en fait personne ne le sait. Ça s'appelle le domaine de la Sarte, ok. C'est juste à côté du mur de Huy donc en plus Flèche Wallonne, tout le monde devrait le connaître. On est en train de construire des terrains de padel très bien et puis euh et puis en fait on se rend compte que personne ne sait que c'est provincial que c'est un club euh qui... qui a la gestion du site et puis bon moi j'arrive : « Attendez, c'est une infrastructure publique ». Donc on est censé répondre à un maximum de club, au minimum de l'arrondissement en question et ça n'a jamais été fait comme ça pour des raisons, voilà, je ne juge pas les raisons mais aujourd'hui ça n'a plus de sens ça n'a d'autant plus de sens que tous les... tous les clubs de tennis ont des terrains en extérieur mais là on a des terrains couverts et les besoins des autres clubs sont là donc quand j'ai... j'ai voulu tester le la demande j'ai euh j'ai envoyé un courrier à tous les clubs de la région en disant : « bah tiens, si des heures de terrain se dégageaient sur ce site là, est-ce que vous seriez preneurs ? » Bah évidemment tous... tous. Alors voilà, moi je pense que c'est c'est...

c'est... c'est de la bonne gestion et c'est rationaliser la gestion d'un outil public que d'avoir cette démarche et donc on va le faire.

S.T : Donc parfois la...

K.F : Mais on va... pardon... on va le faire avec les fédérations sportives .Je pense qu'en fait on a... on n'a pas assez travaillé avec les fédérations sportives dans le passé donc c'était des opportunités de personnes, de moments, de je ne sais pas quoi et aujourd'hui je pense que euh... le fait de travailler avec des fédérations sportives bah légitime la démarche mais aussi amène du crédit à la... à l'orientation qui est donnée au niveau bah des missions et donc de la pratique, de la manière dont on pratique le sport et dont on met à disposition le site soit pour des clubs, pour des communes, pour des écoles, pour tout ce qu'on veut mais pas pour un club, ça n'a pas de sens.

---

S.T : Vous parlez justement de... du rapport par rapport aux autres niveaux de pouvoï au niveau de niveau fédération par exemple est-ce que ça facilite où est-ce que ça rend plus difficile le fait que la compétence du sport soit un peu éclatée ? J'entends par là que je pense qu'au niveau des infrastructures sportives on est plus au niveau de la région alors que plus... que la compétence puis sport en général est une compétence culturelle je veux dire donc au niveau de la communauté et donc qu'on passe par différentes structures style ADEPS ou Infrasports ou bien encore je parle de la ville de Liège, Liège sport etc. Comment est-ce que vous avez une... fin quelle est l'approche par rapport à ça ?

K.F : Bah nous soit on a nos évènements et donc on gère nos évènements, on ne vas pas chercher... on ne va pas chercher des subsides ailleurs, on va juste chercher la commune euh qui souhaite ou qui accepte de... d'accueillir notre évènement. Soit, on a nos infrastructures et là, bien sûr, on va solliciter des subsides chez le Ministre Crucke. Aujourd'hui quand on doit les rénover et si on n'a pas la participation du Ministre, on décide en bon père de famille ou pas de rénover à nos propres frais parce qu'on a aussi un département infrastructures. Soit ce sont la multitude de clubs et de disciplines sportives qui sont déclinées par les clubs, qui organisent des choses en allant chercher des subsides là où ils veulent aller les chercher. Donc c'est... sincèrement c'est moins compliqué le sport que la santé donc... non je ne trouve pas que ce découpage soit compliqué au niveau de notre niveau de pouvoï, ça doit être plus compliqué pour une commune, oui.

S.T : D'accord. Et donc en parlant de niveau de pouvoï, on parle depuis la sixième réforme de l'Etat, hélas je dois passer par là, je suis désolé (sourires), de l'éventualité de la... de la suppression des Provinces... Comment est-ce qu'on évolue dans un... dans un... dans une temporalité pareille et justement est-ce que le fait qu'on mette le sport en avant, c'est pas aussi de ralentir ce processus-là ?

K.F : Pourquoi ?

S.T : Bah je veux dire... en favorisant l'image de la Province, d'installer les logos, etc.

K.F : Ah non, non, non, parce que justement... de l'accélérer ou de freiner ?

S.T : Ah bah je ne sais pas, vous en pensez quoi ?

K.F : Ah bah non parce que plus on va... être visibles, plus on va se dire « on a beaucoup de sous » et donc plus on va se dire qu'on n'a pas besoin d'autant d'argent et donc plus on va tenter de nous couper les ailes et c'est ce qu'on fait de fait, le fond des provinces est diminué de manière assez importante euh depuis... depuis quelques années maintenant mais quand on a un Ministre comme Jean-Luc Crucke qui n'apprécie pas trop euh donc des infrastructures sportives, qui n'apprécie pas trop les Provinces et j'en sais quelque chose parce que c'est un ami... qui vient trouver... qui fait le tour de l'ensemble des Provinces pour mettre en application sa réforme... je ne sais pas si vous connaissez son projet de réforme...

S.T : Au niveau des zones de secours ?

K.F : Non non, des infrastructures sportives.

S.T : Ah d'accord, non je ne suis pas au courant...

K.F : Donc... Ah ça c'est très important, surtout en lien avec votre travail...

S.T : Je vous écoute.

K.F : ... Avec la thématique de votre travail. Je peux vous donner... je peux demander qu'on vous envoie les documents après si vous voulez... Donc il fait le tour des Provinces. Donc là juste avant le covid, il est venu pour visiter l'arrondissement de Liège, il doit encore visiter l'arrondissement de Huy-Waremme et l'arrondissement de Verviers. Donc qu'est-ce qu'il veut... Il veut réformer son décret lié aux subventions des infrastructures sportives donc il y a eu le plan piscine, ça on en parle plus. Aujourd'hui, il veut réserver une manne d'argent pour euh améliorer l'état des infrastructures sportives donc rénovation ou construction. Il demande aux Provinces de prioriser les investissements des communes, donc en ce qui nous concerne, c'est 84 communes sur les dix années à venir.

S.T : Ouf.

K.F : Donc il est venu nous trouver le 4 février pour l'arrondissement de Liège eà partir de là courait un délais où dans le mois qui suivait, les communes de l'arrondissement de Liège donc les 24 collèges, les 24 collèges communaux devaient renvoyer au cabinet Crucke des réponses à un questionnaire sur sa vision des choses donc les items à... selon lui à connaître pour pouvoir analyser tout ça, fin pas analyser, encoder tout ça, les renvoyer aux Provinces et confier aux Provinces le choix, la priorisation. C'est super hein ? Politiquement, je vous jure...

S.T : C'est... c'est renv... renvoyer la balle un peu. (rires)

K.F : Voilà et quand il est venu le 4 février donc en mars il devait visiter Waremme et Verviers avec le même délai d'un mois qui courait donc disons... le 1<sup>er</sup> mai, tous les formulaires étaient censés être rentrés au cabinet Crucke et donc il s'engageait donc pour mi-mai, il envoyait l'encodage de tous ces formulaires à la Province et la Province avait un mois pour analyser et prioriser, c'est infaisable mais c'est pas grave on était rentré dans le truc. Voilà, nous on a mis notre méthodologie de travail en place et il n'a pas encore visité les deux autres arrondissements. Mais on se dit que quand il va revenir, il va revenir et va vouloir aller vite donc on sera prêt mais euh... je ne sais plus quelle était la question... mais quand il nous demande de faire ça, nous on pense qu'il est intéressant de partir de l'existant donc c'est bien d'avoir les projets pour les dix ans à venir mais comment pourrait-on nous avoir une vision

cohérente si on ne connaît pas l'état des infrastructures existantes ? Je prends un exemple, un club de tennis, fin ce n'est même pas un club... une infrastructure communale qui a trois de terrains de tennis où les herbes sont hautes jusque-là (elle fait un signe avec la main), est-ce qu'on les considère comme existants sur un cadastre sport ? Selon moi, non mais peu importe donc du coup on se dit qu'on a besoin d'un cadastre donc on demande des fiches aux communes mais on a besoin d'un cadastre donc là on va sur Cadastresport, le Cadastre de la Région... il n'y a rien sur ce cadastre. Donc on demande au Ministre l'autorisation de pouvoir nous interroger les 84 collèges et remplir nous le cadastre de son administration. « Ah non, on ne peut pas ». Et là je me rends compte, je me sens un peu bête, que sur le site provincial il existe un cadastre sport qui est déjà pas mal complété, en tout cas plus que celui de la Région, donc on va pas travailler en lien avec les communes, à compléter notre cadastre puis faire une analyse qui arrivera sans doute en septembre et tout ce processus est analysé par le Service des sports de la Province sur le plan de la Méthodologie après vous vous imaginez que pour prioriser des investissements sur dix ans, il faut des accords politiques et il existe pour ça des instances qui... qui sont nés de la supracommunalité notamment et donc la plus haute instance bah c'est le Conseil provincial mais avant ça c'est Liège Europe Métropole donc qui réunit les... les quatre conférences de Bourgmestre et en dessous de ça, bah c'est les quatre conférences de Bourgmestre donc Liège, Huy-Waremme, Verviers et euh les Germanophones. Euh et donc on va faire cette analyse et on va se faire un rétro-planning pour septembre pour être prêt au niveau des conférences de Bourgmestre puis au niveau de Liège Europe Métropole puis au Conseil provincial avant de l'envoyer au Ministre.

S.T : Ça s'annonce compliqué...

K.F : Oui mais ce sont des chouettes challenges parce qu'aussi ça veut dire que plus on aura... vu que je connais... je sais déjà les critiques qu'il est susceptible de faire, le Ministre, par rapport à une administration telle que la nôtre. Moi j'ai envie de lui montrer qu'on sait travailler, qu'on sait bien travailler et l'argent qu'on ira chercher pour une des quatr... ou pour plusieurs des 84 communes de la Province bah ce sont les autres Provinces qui ne les auront pas. Donc, il n'y a pas une enveloppe réservée par Provinces, ce n'est pas à la répartition par habitant donc on doit se battre et on doit rentrer des projets de qualité pour bah voilà aller chercher l'argent pour nos communes.

S.T : On est dans une logique beaucoup plus communale directement... On essaie de passer...

K.F : C'est la supracommunalité ça... C'est de nouveau... Ah oui, c'était sur la disparition des Provinces que vous m'interrogiez... bah là ça montre, je pense, que notre Institution a une légitimité en termes de supracommunalité sinon ce sont des guerres de clocher... Sincèrement, quoi. Vous voyez des communes, d'ailleurs... euh... il en a fermé une maintenant mais une commune comme Chaudfontaine où il y a deux ou trois piscines fin... S'il y avait une logique de supracommunalité au moment où on y avait réfléchi... il n'y aurait pas eu à supporter par une seule commune le poids financier d'une telle... d'un tel fonctionnement, d'une telle gestion.

S.T : Ou mettre des systèmes d'accord entre différentes communes du partage d'une piscine contre le partage d'un hall omnisports, par exemple.

K.F : Bah oui mais... En même temps dans le passé, ce n'était pas aussi criant hein le manque d'infrastructures.

S.T : Oui, c'est vrai. On est dans une philosophie... Finalement on est quand même dans une logique de financement publique et donc à la fin, il faut savoir quand même rendre des comptes, notamment aux Régions en plus on sait bien qu'on est dans un mécanisme de financement beaucoup plus contrôlé qu'auparavant donc c'est...

K.F : Ah bah oui, c'est la tutelle. Et donc, les zones de secours c'est aussi un bel exemple. Donc aujourd'hui, il y a six zones de secours sur le territoire provincial. Donc la réflexion sur la zone des secours... on est nous contraint depuis quelques années à octroyer dix pourcents du Fond des provinces, donc Fonds des provinces ça représente 35 millions, donc 3,5 millions par an aux communes par rapport, on va dire, au fonctionnement de leurs zones de secours. Donc on a... il y a quelques années, on a octroyé une partie de cet argent pour financer une étude qu'on a externalisé c'était la société B.D.O qui l'a faite pour... voir la manière dont on pourrait mutualiser les couts des zones de secours. L'idée étant... alors politiquement on est pour ou contre, il y a du pour et du contre dans tous les partis... est-ce qu'on garde six zones ou est-ce qu'on va vers une zone ? Avec en toile de fond évidemment, l'objectif d'avoir un service meilleur ou au minimum le même mais évidemment on ne va pas jouer sur la sécurité des gens évidemment. Mais aujourd'hui, force est de constater qu'on a trop fait d'évènements sportifs internationaux donc on voit que la Province de Liège a des moyens et sans doute d'autres par rapport à d'autres dépenses, d'autres choses qu'ils ont développés donc on vient nous demander de prendre en charge une partie du financement des zones de secours, une partie du financement de la part communale d'une zone de secours donc en 2020 on va trouver 14 millions... Voilà il faut quand même les trouver même si on a toujours bien géré notre budget bah il faut les trouver 14 millions. Alors, après on peut se dire bah on peut donner 14 millions et puis ne s'inquiéter rien et dire que la vie continue et que la vie est belle et que la Région a eu la gentillesse de nous donner un sursis... notre vision des choses, ce n'est pas ça. C'est, si on donne de l'argent, on doit être partie prenante dans la gestion... Pourquoi ? Parce que sinon ils vont dépenser à volo et se dire que de toute façon la Province allongera derrière. Ça c'est hors de question. Mais alors ce n'est pas notre métier de base, on se rend bien compte aussi si ce n'est qu'on a une belle compétence par la formation des pompiers qui sont organisés par la Province de Liège et reconnue partout... partout... on a un super centre de formation des pompiers.

S.T : Et puis aussi, il faut savoir le dire... on ne peut pas vous marcher dessus sans que vous n'ayez rien en retour...

K.F : Ah mais si, si, si. Ça on peut je pense...

S.T : Ah ! (rires)

K.F : Si, si, si. Ça fait quelques années que c'était un peu ça. On nous coupait les ailes... Alors que... Alors moi je veux bien, je peux entendre qu'il y a beaucoup de services... En fait moi je n'étais pas mandataire politique avant d'être la Province mais... euh... je ne sais plus ce que je voulais dire. Mais... on pourrait... oui voilà ça. Il y a beaucoup de choses qui se font à la Province et à mon avis dans d'autres communes c'est pareil mais il y a beaucoup de choses qui se font à la Province... et quand je demande : « tiens, pourquoi est-ce qu'on fait ça comme ça ? » - « Ah, on mais on a toujours fait ça comme ça ». Oh, cool. Et je dis : « Et vous pensez que ça marche ? » - « Oh, on ne sait pas, on a toujours fait comme ça ». Mais ça ce n'est pas une anecdote, c'est vrai... Dans énormément de services, pour ne pas dire dans tous... je pense qu'il y a des choix qui ont été posés sans jamais être évalués, ré-orientés et donc c'est vrai qu'il y a beaucoup de choses qui ont pu disparaître comme offre de services que proposait la Province mais sincèrement, depuis 5 ans, on l'a fait. Et donc, on est maintenant dans des métiers, fin si

on supprime l'Enseignement provincial je ne sais pas qui va reprendre en charge de manière d'aussi qualitative. Parce que prendre en charge, c'est facile, c'est financé en grande partie par la Fédération Wallonie-Bruxelles les profs. Oui mais, il y a la qualité du service qui est offerte aux élèves, la qualité des élèves, il n'y a pas que le subventionnement des profs. Et ainsi de suite, l'idée étant que.. ce que je veux dire c'est que la Province n'a pas toujours, dans son offre de services, répondu à des besoins. Parfois, elle a fait des choses et puis elle s'est dit : « tiens, est-ce qu'on répond à un besoin ? » Bah oui mais véridique. Il y a des choses qui sont nées et on se dit : « qu'est-ce que c'est ce truc ? ». Bah oui mais on a cassé tout ça, on va dire ces 4-5 dernières années, fin casser, on a ré-orienté et je pense qu'il en reste encore, oui des services ici ou là qui pourraient être supprimés. Mais la plupart de notre offre de services, sans nous... sans nous... Si on prend l'argent qui est dévolu par exemple au secteur culturel et c'est un gros secteur à la Province. Si on prend l'argent qui est dévolu... mais je peux prendre au sport, c'est pareil. Si on prend l'argent qui est dévolu pour chaque secteur, on le proportionne par 24 aux niveaux des 84 communes, par la taille de la commune, au nombre d'habitants et on octroie à cet argent là à la commune... jamais... jamais ! Elle n'en fera ce qu'on a fait à son service en gérant nous-même la compétence parce qu'il y a des agents de qualité, parce que... pas tous, je ne suis pas en train de dire pas qu'on est merveilleux hein, parce qu'on a un savoir-faire, une expérience et puis... et puis, oui on a une force... fin, on est une grosse institution avec des moyens humains, des moyens en infrastructures et donc voilà, ça j'en suis persuadé. Maintenant ça ne veut pas dire que, si demain on supprime les Provinces, tout le monde meurt, je n'ai pas dit ça non plus, ne faut pas... (rires). Par contre, je pense qu'il y a beaucoup de... de... de querelles de clochers, en tout cas dans certaines régions enfin dans certaines zones de la province qui amènent des complications sur certaines matières.

S.T : Elles sont dues à quoi ces guerres de clocher ?

K.F : Bah c'est normal, pff. Chaque Bourgmestre je vous, chaque Bourgmestre, il a 6 ans... L'élection se termine qu'il est déjà en campagne. Nous, un peu moins, on n'est pas au front, on n'est pas... on a pas un habitant qui vient se plaindre pour un trottoir cassé ou pour... des petites choses de la vie, ce n'est pas du tout le même rapport au citoyen et je trouve ça légitime et je trouve ça bien, parce qu'ils ne le font pas tous aussi, que chaque Bourgmestre s'investisse à 1000% dès lendemain de son élection et donc forcément quand il s'investit à 1000% et qu'il a l'opportunité de répondre de 100 enfants de sa commune en construisant un terrain de foot et que pas de bol pour lui, la commune d'à côté a fait la demande deux semaines avant chez Infrasports et elle est venue lui dire que hein, elle avait beaucoup de chances, elle, d'avoir son argent pour faire son terrain synthétique nouveau cri là, le truc qui va attirer tous les gamins dans le coin.

S.T : Bah oui forcément....

K.F : Forcément... Et donc il y avait peu de coordination et donc les conférences de Bourgmestre, par exemple, c'est très chouette que ce soit né. Moi, je ne sais pas en quelle année sont nées les conférences de Bourgmestre mais euh... mais le fait de faire en sorte que les Bourgmestres, toutes... couleurs politiques puissent s'entendre sur leurs difficultés et sur leurs opportunités de faire des choses ensemble... alors un coup le fait dans une commune, la fois d'après dans une autre thématique, on le fait à côté, ça c'est un accord, de bonne intelligence, à avoir. Mais il y a des communes qui n'ont pas le choix. Il y a des communes du Condroz, elles sont six euh... à être quasi obligées d'organiser des choses ensemble parce qu'elles sont trop rurales et donc maintenant elles viennent nous voir à 6 et donc il y a 6 Bourgmestres qui viennent ici : « Bah voilà Katty, nous on doit faire des stages et on ne sait pas comment faire ».

S.T : Qu'est-ce que vous répondez ?

K.F : Ah bah on cherche à tenter de trouver avec eux... D'abord, dans quelle commune se serait le plus intelligent de le faire ? Donc, ils ont tous envie que ça se passe... ils n'ont pas tous un hall omnisports hein. Donc, voilà. Euh... Quel club avez-vous dans votre commune ? Pour voir comment la Province peut venir avec ses moniteurs sportifs aider au fait de faire découvrir certains sports ou pas, d'avoir des complémentarités et faire en sorte que les gamins... tout roule dans les communes en question et forcément il va falloir apporter un subside parce qu'eux vont s'occuper du transport des gamins qui viennent d'un peu partout, de ces 6 communes là et donc oui, on les soutient de manière cohérente et on cet avantage de les avoir rassembler.

S.T : Et comment chacun y trouve son compte ? Puisque finalement le stage il aura lieu à un endroit...

K.F : Parce qu'il répond à une demande de ses citoyens.

S.T : Et donc ils mettent ça en valeur.

K.F : Ah bah oui. Et alors, ils trouvent sans doute au niveau d'autres compétences bah le moyen d'équilibrer les choses dans... dans... je ne sais pas moi. S'il y en a un qui a un centre culturel, l'autre qui a un centre sportif, l'autre qui a je ne sais pas quoi... bah oui voilà. Mais c'est colossal, ça doit fonctionner. Mais certaines communes à côté sont frustrées. Ah bah oui, elles n'ont rien à offrir alors elles se sont structurées et donc ils se disent : « Zut ! J'aurais du y aller plus tôt aussi ».

S.T : D'accord et donc au niveau communal, pour rebondir là-dessus, euh forcément on a Liège et comment ça se passe ? Parce que c'est un peu particulier Liège, je ne sais bien qu'il n'y a pas d'Échevinat des sports, c'est le Bourg... Monsieur le Bourgmestre qui a la compétence. Est-ce que ça change quelque et... fin et en plus c'est d'un parti politique différent... Comment est-ce que la compétence évolue ? Comment est-ce que ça se passe ?

K.F : Non. Je trouve ça singulier de fait qu'une grande ville comme la ville de Liège n'aie pas d'Échevin des sports, très sincèrement. Voilà, je trouve ça singulier. Euh... au-delà de ça bah de nouveau, la ville de Liège, au même titre que... les 83 autres communes du territoire provincial quand ils ambitionnent d'organiser quelque chose viennent frapper à la porte de la Province mais ça c'est pour le sport que pour autre chose et je dois dire que c'est plutôt rare car nous sommes plutôt dynamiques au niveau du sport donc... on a fait le village... ça ne s'appelle plus comme ça... mais le village du ballon sur l'espace Tivoli chaque année en septembre, on a fait le tournoi de padel... C'est en fait souvent la Province qui propose et la ville qui doit un petit peu se mettre en... en... accord mais plus... qui nous doit son accord mais plus par rapport à l'occupation de son territoire, le fait de mettre les forces de l'ordre à disposition, c'est plutôt des échanges logistiques et humains dans le cheffe de la ville et... financiers dans le cheffe de la Province.

S.T : D'accord.

K.F : C'est très compliqué pour nous ! Province de Liège – Ville de Liège. Ca, je vous jure c'est...

S.T : Comment est-ce que chacun... ?

K.F : Ah non, nous on est pas vu du tout.

S.T : Ah oui c'est ça...

K.F : Ah non, il faut oublier ça. En fait, on a fait... c'était quoi... C'était le départ de Liège-Bastogne-Liège l'année dernière. Je suis avec le Bourgmestre on fait départ là (rigole ironiquement) mais je suis sûr qu'on fait un micro-trottoir, on interroge les gens qui disent : « ah c'est bien ça ». – « Et qui organisent ça ? » - « Ah bah, la Ville ». Ah oui, oui, oui. Ça c'est... les gens ne savent pas ce que la Province fait. Ils ne savent pas qui on est. Je me souviens du... j'étais député... on pensait que j'étais de la Fédération... fin de la Communauté française à l'époque quoi. « Ah vous venez de la communauté française ? » - « Ah bah non ». Les gens ne savent pas, ça c'est très... c'est vraiment...

K.F & S.T : Frustrant.

K.F : Ouais. Donc j'ai essayé maintenant j'ai arrêté.

S.T : Et pourquoi est-ce qu'on abandonne finalement, à la fin ?

K.F : De quoi ? D'essayer de faire... ?

S.T : Il y a toujours... il y a peut-être toujours à gagner quelque part.

K.F : On n'abandonne pas quand on a... quand on est... je vais dire, événements par événements, quand on rencontre des gens, fin si je n'étais pas un peu fière de représenter l'institution que je représente, je pense que je n'aurais plus rien à faire ici. Mais convaincre le commun des mortel, en plus par rapport à ça, à cette difficulté Province/Ville de Liège... C'est plus facile pour le BW quoi (sourires). Bah oui mais... du coup, on cherche toujours cette lisibilité, je pense que c'est moi qui ai inventé le terme mais, sincèrement, au niveau du commun des mortel, ça reste compliqué. Et surtout à Liège, forcément.

S.T : C'est assez, c'est assez... C'est vrai. Puis même Liège représente beaucoup de choses, même en Wallonie, au-delà même du sport je veux dire... Donc on n'identifie peut-être pas d'abord Liège comme une ville de sport et encore moins, je veux dire, peut-être la Province par après. Donc, effectivement...

K.F : Et pourtant, je peux vous dire qu'il n'y a pas un événement sportif qui se passe ici sans que ce soit la Province qui soit aux commandes.

S.T : D'ailleurs en parlant de ça... Donc, vous avez dit que les demandes viennent toujours de la Province ? En tout cas, c'est souvent la Province qui... ?

K.F : C'est nous qui demandons à occuper un territoire communal.

S.T : D'accord. Ah oui, c'est quand même fin, une certaine part... C'est un peu criant.

K.F : Bah oui voilà, on sait qu'on a certains liens, certaines capacités euh.. financières ça c'est sur maintenant on pourrait très bien ne pas les affecter à la promotion du sport mais, je reviens en lien avec votre première question en lien avec la santé, social aussi... Voilà, moi ça me

semble primordial de continuer à promouvoir et de donner un accès le plus gratuit possible, à un maximum de gens pour pouvoir rester en contact avec ce type d'évènements sinon ils les verraient qu'à la télé, quoi.

S.T : Oui, c'est vrai. Je vais juste aborder un dernier thème parce que je pense qu'on a déjà bien avancé. En fait, je vais parler de la question du territoire par rapport au culturel, je vais m'expliquer. En fait, Liège-Bastogne-Liège, c'est une course qui est appelée la Doyenne et qui a lieu depuis une centaine d'années, je veux dire. Et certains théoriciens ont développé une conception de patrimoine immatériel donc j'aimerais avoir votre avis par rapport à ça. Est-ce que finalement, une course comme le Tour de France, une course comme Liège-Bastogne-Liège, est-ce que ça n'appartient pas un peu au patrimoine immatériel de la Province de Liège ?

K.F : Bah complètement. Si, je pense, complètement. Et alors, par contre, je ne suis pas douée comme vous et... Christian Prudhomme se fâcherait sur moi mais, c'est... c'est grâce à l'histoire de ces deux courses, grâce à... bah je reviens là-dessus, aux relations communes-A.S.O, c'est grâce au palmarès de grands noms que les courses sont celles qu'elles sont aujourd'hui. Les classiques, la Doyenne, ... Et donc oui, le patrimoine immatériel il est labélisé aux quatre endroits de la terre et oui, on pourrait aussi tenter d'avoir une reconnaissance... mais quelque part c'est... de nouveau... on n'en est pas... vous n'étiez pas né... fin je n'étais pas né, non plus mais euh... mais... les dirigeants politiques ou sportifs, voire les cyclistes parce que ça tient aussi à une accointance avec un vainqueur... un grand champion de l'époque... Ces personnes qui ont fait découvrir à des organisateurs d'un autre pays la... la qualité finalement de de notre patrimoine donc de notre territoire...

S.T : De nos dénivelés...

K.F : Voilà. Bah on pourra jamais les remercier comme il se doit parce que de fait, je pense que, je l'espère, un peu partout dans le monde, les passionnés de cyclisme quand on leur dit « Liège-Bastogne-Liège » ou « La Flèche Wallonne », ils savent que... quelque part perdu sur la terre il y a cette petite Belgique et nous on espère qu'à la place de cette petite Belgique on va dire cette petite Province de Liège donc... Si ça fait partie de notre patrimoine et je pense que le cyclisme fin en tout cas... la... on aurait pas les moyens de soutenir le foot comme il mériterait... fin pas comme il mériterait... comme il faudrait le soutenir pour avoir... une chance d'avoir une vitrine telle qu'on est susceptible d'avoir par le... Tour de France et donc un produit dérivé du Tour de France puisque ce sont les mêmes organisateurs pour les classiques ardennaises et donc la visibilité médiatique que ça nous donne puisque c'est télévisé en direct, on peut pas rêver mieux quoi maintenant ils arrivent avec les courses de fille qu'ils essaient de négocier pour avoir en direct donc nous on augmente notre temps de visibilité et donc à nous de le rentabiliser un maximum mais ce qu'on investit, et c'est beaucoup d'argent, dans ce partenariat-là, on devrait investir mais cent fois plus dans le foot pour avoir le même retour. Parce que dans le foot on serait noyer avec plein d'autres et ce sont des budgets complètement différents et ici on a de nouveau... cette chance de... bah c'est territorial ça et donc c'est lié au patrimoine.

S.T : Donc, finalement, en quelque sorte, je ne... sors pas d'autres mots à votre place, ce n'est pas mon intention mais ça fait quand même partie d'une stratégie, je vais dire, il y a une stratégie dans le fait de cyclisme pour... avoir une valorisation du territoire, pour avoir une certaine affirmation territoriale, ça fait partie d'un processus, je vais dire, de stratégie globale sportive de la Province de faire valoir tout ce que vous avez dit...

K.F : Bien sûr et and on est partenaire du meeting, le meeting est un des rare évènements, le meeting international d'athlétisme est un rare évènement à être aussi en direct télé bah... bien sûr que c'est pour être vu dans un... mais moi, ce que j'aimerais c'est qu'on soit vu dans les... par le million cent milles d'habitants de la Province pour savoir que la Province existe bien mais plus on rayonne vers l'extérieur plus un jour on a la chance que... de faire en sorte qu'un maximum de gens sache que la Province existe et là pas sur le plan institutionnel, sur le plan géographique et faire en sorte qu'il y ait... parce qu'il y a pas mal de communes de notre territoire qui ont besoin du tourisme... et bah faire en sorte qu'un moment donné, ils aient flashé sur un beau château qui ont vu à Jehay quand l'hélicoptère est passé dessus pour suivre la course ou que sais-je mais bien sûr que ça tient à ça et à la Haute Ecole de la Province de Liège avait... enfin on nous a dit que c'était un peu influencé à l'époque... la section marketing avait fait une analyse du retour sur investissement qui était celui de l'institution provinciale donc l'argent qu'elle donnait à A.S.O quel était le retour sur investissement qu'elle avait au niveau des commerces, au niveau de la fréquentation des sites touristiques bah je ne me souviens plus des résultats parce que c'était il y a quelques années mais c'était impressionnant. D'où le fait que... et je reviens sur les échanges qu'on a eu avant, bien sûr il y a des communes et donc des Bourgmestres qui pensent que c'est hyper intéressant. Vous croyez que les 3 ou 5 communes qui sont concernées par le circuit de Spa-Francorchamps euh n'auraient... ne vivraient pas comme elles... fin les commerces de ces communes-là ne vivraient pas de la manière dont ils vivent si le circuit s'arrêtait demain, c'est une évidence, c'est une aura que... et c'est un super outil et il est en Province de Liège. Quand on reçoit des Chinois et qu'on tente de négocier des partenariats, ils nous disent : « Francorchamps hein ». Ah bah nous on va à Francorchamps hein, pas de problème. On se sert de... tous les leviers qu'on peut, par rapport à toutes les compétences que l'on a.

S.T : Oui c'est vraiment intéressant finalement parce que le sport est, comme vous dites, un levier... une mise en vitrine de la Province dans un condensé finalement mais qui permet de s'agrandir quand les gens viennent voir ou les gens viennent participer finalement... Bah voilà. Bah écoutez, je pense qu'on a bien avancé. Je vous remercie très sincèrement pour votre....

K.F : Avec plaisir.

S.T : Pour vos réponses et votre collaboration. Est-ce que vous avez quelque chose à rajouter ?

K.F : Non... Vous voulez qu'on vous envoie le... fin ce qu'on a par rapport du Ministre ?

S.T : Oui, je veux bien.

*Annexe 4. Retranscription de l'entretien avec Philippe GROSJEAN, Échevin des sports de la commune de Seraing, 24 juin 2020, Seraing, à 9h.*

**Entretien réalisé post-confinement. Bureau de l'Échevin, rue Giordano Bruno n°191, 4100 Seraing.**

Samuel Thiebaut : Voilà. Je mets permets tout simplement de commencer par vous demander de vous présenter, euh... qu'est-ce que vous faites ici dans la commune de Seraing et depuis quand ?

Philippe Grosjean : Donc moi Philippe Grosjean... donc au départ je suis enseignant de formation. La législature précédente, j'ai été désigné Échevin au niveau des finances et de l'environnement, en fin de législature, en supplément et puis alors depuis la nouvelle législature, j'ai « Sports, Culture, Grands Évènements, Bibliothèques et Infrastructures sportives ».

S.T : D'accord. Est-ce que... enfin tout d'abord... je vais commencer par-là... Est-ce que ça a été une volonté de votre part de... de choisir le portefeuille des sports où est-ce que ça a été justement... enfin ça a été le résultat des élections qui a fait que vous avez eu ce portefeuille... enfin est-ce que c'était plutôt une opportunité que vous avez saisie où est-ce que c'était plus le résultat d'un choix de majorité ?

P.G : Bah chez nous on a une majorité absolue et donc on s'est effectivement réparti l'ensemble des compétences. Moi, il y en avait quelques-unes qui me plaisaient bien et les sports en faisaient partie. Et donc euh comme mon prédécesseur était parti pour un autre euh échevinat et d'autres matières, bah il y a eu une opportunité et on m'a proposé alors de venir au sport, ce qui me plaisait bien et j'ai accepté.

S.T : D'accord. Donc en parlant de sport comment est-ce, je veux dire, quel est le but que vous recherchez à travers la politique sportive que vous menez durant cette législature ? Quelles sont vos priorités ? Qu'est-ce que vous cherchez à mettre en avant dans cette législature ?

P.G : Donc ici, ce qu'on a voulu faire et qui n'était pas le cas dans la législature précédente, c'était déjà de reprendre tout ce qui était infrastructures sportives. Quand on entend infrastructures sportives, c'est bien entendu... ce so... les bâtiments, la gestion des bâtiments mais surtout le personnel qu'il les gère donc on a une vingtaine de personnes qui se répartissent sur les différents sites communaux et donc bah ça c'était important qu'on puisse le reprendre puisque on interagit directement... directement... avec eux alors au niveau de nos priorités bah c'est vrai qu'on essaie de développer certains... certains sites et de créer de nouvelles infrastructures. On a notamment bah dans les projets euh... ici on va construire un terrain de padel qui n'existait pas encore sur le territoire sérésien. Donc là, bah, les travaux n'ont pas débuté mais les dossiers sont en cours. Ça a été budgétisé donc euh on est bien parti par rapport à ça. Il... il y a un tout gros projet dont on va défendre une demande de subside chez le Ministre la semaine prochaine qui consiste à avoir une piste d'athlétisme indoor mais qui pourrait servir bah pour les élites parce qu'on se rend compte que bah déjà ici au club d'athlétisme... de sorte qu'il y a des plus gros clubs de la région on a euh on a des gens qui vont aux Jeux Olympiques et qui sont en recherche d'infrastructures qui n'existent pas encore dans la région à ce niveau-là. On essaie de travailler avec les autres au niveau un petit peu supracommunalité aussi parce qu'il y a des clubs comme Liège où il y a Nafissatou Thiam qui a déjà marqué son intérêt aussi pour venir sur le territoire de Seraing donc voilà ça ce sont des exemples de... d'infrastructures qu'on essaie de développer. On essaie évidemment de maintenir l'ensemble des autres services

qu'on a aussi sur le territoire. Vous avez certainement entendu au niveau de la piscine olympique, on a eu pas mal de soucis ces derniers temps. Elle est fermée depuis le mois de septembre donc ici on devrait pouvoir la ré-ouvrir au mois de... de juillet tout en sachant qu'on va encore la fermer quelques mois... quelques mois dans une période qu'on n'a pas encore pu déterminer. Donc dans l'année, en tout cas, elle devrait être fermée de nou... de nouveau quelques mois. Donc ça voilà, c'est pour nous vraiment une priorité, pour mettre les outils à disposition... de l'ensemble de la population et à Seraing, je pense qu'on est relativement gâté. Si on fait une petite liste rapide, on a trois hall omnisports, on a la piste d'athlétisme, on a une piscine olympique qui est unique dans la région... Ce qu'on sait un peu moins, on a des terrains de baseball... Donc on a vraiment un panel... toutes les salles de gym qui sont occupées... et alors on a des plannings full full chaque année... Donc ça c'est vraiment toute la partie infra... infrastructures sportives qu'on essaie de développer au maximum et de renouveler... de... l'année dernière on a... on a refait tout le site au niveau du beach volley, on a remplacé tout... tout le matériel... il y a une salle de musculation, tout a été renouvelée aussi... les salles de basket... on a changé de panier pour se mettre aux normes avec euh... les paniers qui descendent du plafond comme... comme il faut (inaudible) une fédération donc on essaie vraiment, à ce niveau-là, de mettre un gros budget au sein de la ville pour euh... pour pouvoir garder des outils... des outils de qualité et puis alors à côté de ça, on a bah l'aide direct au club. Parce qu'il y a des clubs qui occupent les infrastructures communales mais aussi des clubs qui ont leurs propres locaux et alors là on essaie de les aider euh soit par des subsides, soit à participer avec eux à certaines organisations où la ville... où la ville est partie prenante... des courses cyclistes qui a sur le territoire... Bah c'est vrai que là-bas aussi on essaie d'avoir des... des gros événements sportifs de manière de manière assez régulière... et nous on en parlait au téléphone, on a eu effectivement l'année dernière le... le tour de Belgique. Donc c'est la première fois qu'il venait ici à Seraing, c'est la seule étape wallonne. Voilà on a eu la chance de l'avoir ici, où a vu bah Evenepoel qui... qui gagne son premier... sa première grande course, voilà.

S.T : Mhmm, tout à fait, tout à fait. Bah justement, moi j'aimerais bien un peu me concentrer là-dessus... euh donc on a parlé de courses cyclistes je sais bien que durant... les durant la législature que vous menez ici, c'est la seule que vous avez eu mais je sais bien qu'il y a eu par le passé... notamment vous avez accueilli en 2017, si je ne me trompe pas, le tour de Wallonie et... deux fois le Tour de France. Une fois, un village départ en 2015 et une arrivée d'étape en 2012... sur l'avenue du centenaire, si je ne me trompe pas...

P.G : ... Et on l'avait déjà eu une fois avant, le Tour de France, parce qu'on l'a eu trois fois...

S.T : En 2000... 2001 ?

P.G : La fois précédente c'était un contre-la-montre... oui dans ces eaux-là...

S.T : Et le Giro en 2006...

Collaborateur au service des sports : Le Tour de la Province et la course Raymond...

P.G : Oui et alors, on a aussi une course qu'on fait avec la Province de Liège... ce sera la quarantième édition... ça a été la quarantaine l'année dernière. Et là, qui axent vraiment leur challenge sur les jeunes parce que ça c'est aussi une politique qu'on défend aussi à Seraing, c'est vraiment essayer d'axer sur... sur la formation des jeunes. On trouve que c'est important donc... un club de football par exemple quand on octroi des subsides, c'est principalement sur

l'école des jeunes qu'on calcule la manière de l'octroyer... et pas donner de l'argent pour rémunérer un joueur de l'équipe première.

S.T : Oui, tout à fait. Si on peut résumer, en quelque sorte, vous cherchez à développer une politique sportive qui cherche à impliquer les jeunes au sein de la commune... qui cherche à développer quelque chose à... de provoquer un... un choc ou un ressenti qui donnerait envie de s'inscrire à un club dans la région etc.

P.G : (Acquiesce).

S.T : D'accord. Bah justement, moi je vais revenir sur le tour de Belgique parce qu'à mon avis vous connaissez peut-être mieux le dossier que les précédents. Euh... je veux dire est-ce que ça a été une demande de votre part de vouloir s'inscrire dans une telle course où ça... où ça a plutôt été une opportunité que vous avez saisie... on vous a proposé et vous êtes... je pense que c'est Golazo qui est euh... organisateur du tour de Belgique... qui est venu vers vous et qui vous a proposé ?

P.G : Donc en fait ..Ben nous c'est vrai qu'on a la demande d'avoir les événements comme je le disais mais dans ce cadre-ci, c'est en fait la Province de Liège qui avait un contrat, je pense pour trois années, euh pour avoir une étape et alors c'est la Province de Liège qui devait négocier avec des partenaires communaux pour eux pour essayer d'avoir euh la ville qui pouvait l'organiser et alors bah voilà la province s'est retourné vers nous et on a tout de suite accepté d'avoir cette course là ... qui était totalement modulable... nous on a décidé de faire au même endroit départ-arrivée, on a souhaité qu'il y a passage sur la ligne au milieu de la course pour que la... la population puisse quand même voir un petit peu les coureurs passé... et pas juste parce que le départ c'est assez bien... ils sont tous là mais après voilà c'est... c'est vite fini donc oui c'est vrai... c'est vraiment une opportunité qui nous a été offerte par la Province de liège qui avait ce contrat là avec les organisateurs.

S.T : Et comment ce qu'on inscrit ça dans une stratégie ou une politique sportive plus globale ? Est-ce que c'est plutôt une espèce de... d'opportunité one-shoot qui permet de... d'avoir une rentrée budgétaire ou d'avoir des impacts sociaux, sur la population, de bien-être... où est-ce que c'est plutôt, justement, ça s'inscrit dans une... dans une stratégie plus globale qui cherche à faire valoriser le territoire, à mettre Seraing sur la carte en quelque sorte ?

P.G : Bah oui l'idée c'est plutôt ça, c'est vraiment essayer d'avoir... de ramener quelque chose pour euh la population notamment pour les commerçants aussi puisque on sait quand il y a un événement comme ça... où il y avait la place évidemment euh les restaurateurs il y avait des cafés qui étaient là et qui ont pu en bénéficier et l'idée bah c'est vraiment dans ce sens-là. Au niveau impact financier pour la ville... C'est une dépense, on n'a pas de recettes par rapport à un... de tels évènements.

S.T : D'accord. En parlant de ça... Est-ce que c'est globalement accepté au sein du collège où est-ce qu'il y a des divergences d'opinion quant à l'accueil d'évènements pareil ?

P.G : Non ici voilà on a vraiment une politique de pouvoir euh développer des événements d'envergure et donc ici le collège a tout de suite... à tout de suite embrayé de manière positive par rapport à ça.

S.T : Est-ce que... donc vous avez un service des sports qui a été dédiée ici donc à la mise en œuvre de de telles politiques... de quelle façon il interagit avec vous dans l'organisation de tels événements et comment... bah comment vous juguler ça ?

P.G : Donc ici au niveau du service, on a une partie administrative et alors on a, depuis peu, on a su mettre ça en place donc il y a des personnes qui s'occupent vraiment des gros événements... et alors c'est un binôme qui travaille moit... autant pour les événements culturels que les événements sportifs... et alors ceux qui sont un petit peu à la gestion du dossier dès le départ même si tous les services interagissent à un moment donné d'une manière ou d'une autre. Mais y a voilà, il y a des personnes qui sont là en contact avec les organisateurs, qui montent les dossiers au collègue... et voilà, à chaque fois avoir de devoir présenter quoi que ce soit, qui reviennent vers moi et on discute de la manière dont on veut le faire.

S.T : D'accord. Donc vous fixer les grandes lignes, vous fixer les grands axes stratégiques et eux s'occupent de la mise en œuvre de ces....

P.G : C'est vraiment voilà, on essaie de travailler en collaboration, une saine collaboration entre le service et le politique pour que voilà... C'est pas juste venir en imposant en disant : « on veut ceci ».. Enfin j'essaie en tout cas d'être relativement attentif, à moins qu'on me dise le contraire, d'être attentif à ce que le service pense... parce que c'est des personnes de terrain qui parfois... c'est dans une réalité beaucoup plus concrète que la mienne parce qu'eux sont vraiment au contact avec les acteurs et les différents organisateurs.

S.T : Donc vous laissez quand même un certain degré de latitude au service des sports afin de pouvoir... pouvoir s'organiser de la meilleure façon possible.

P.G : Ouais. Puis même ici on parle d'un évènement mais au niveau des propositions... généralement... régulièrement les services qui reviennent en disant « on a cette opportunité là » ou « on a pensé à tel ou tel évènement ». Et donc voilà on fait un peu le tri, on regarde le pour et le contre et puis on embraie.

S.T : Donc ça ne vient pas forcément toujours du haut... c'est possible que ça vienne parfois... je ne vais pas dire du bas... mais je veux dire de la structure plus exécutive qui... qui reviennent vers vous...

P.G : C'est comme ça que j'ai souhaité qu'on puisse travailler en tout cas.

S.T : (En s'adressant au collaborateur). Vous êtes membre du service des sports ? Je me permets, excusez-moi...

P.G : Ah oui, je ne vous ai pas présenté, c'est mon collaborateur qui travaille aussi au service... à la cellule des sports.

S.T : Mhmm... d'accord. Enchanté.

Collaborateur : Enchanté.

S.T : Donc, ok. Je vais revenir maintenant... je ne sais pas si vous avez pu avoir un retour... je... vous étiez quand même dans le collège à ce moment-là donc vous avez pu avoir un certain regard... je vais dire sur ce qui s'est passé avec le Tour de France etc... est-ce que vous avez

pu... est-ce que vous avez mis en œuvre... je veux dire d'une part, des évaluations antérieures donc là... la manière dont on peut évaluer euh enfin les... les futurs coûts... les futurs éventuellement... je vais pas dire bénéfice puisqu'il y en a pas mais des futurs bénéfiques sociaux sur la population et d'autre part une évaluation postérieure ou alors vous n'avez rien fait... enfin une évaluation d'impact ?

P.G : Au sein du service je ne sais pas exact... Au sein du collège on n'en a pas spécialement parlé de cet impact là... Maintenant au niveau du service j'imagine qu'il y a quand même eu un moment donné une petite étude pour avoir un retour d'incidence effectivement sur... sur la population et sur les commerçants mais ça je n'ai pas plus d'infos par rapport à ça...

S.T : Et donc... Est-ce que ça peut arriver du coup que vous choisissiez de prendre une étape pour que ça ne soit pas la commune voisine qui en bénéficie et qui donc bénéficie de ce rayonnement là et de cette stratégie là ?

P.G : Non ça ici on n'est pas... on n'est pas là pour essayer de... de prendre ce qu'il pourrait être à côté et je pense que justement, au contraire, on essaie, dans la mesure du possible, de collaborer au maximum avec... avec les voisins. Je parle de la... de la course qu'on aura en septembre avec les jeunes dont je vous parlais. On travaille avec la commune de Flémalle parce que ça part de Jemeppe et donc on est sur leur territoire aussi. Donc on essaie généralement de collaborer, même au niveau du prêt de matériel...

S.T : Bah sans tellement... sans rentrer dans les détails, sans vouloir vous piéger, c'est pas du tout mon but, est-ce que ça ne facilite pas les choses quand on a une même couleur politique au sein d'une commune de travailler en collaboration ?

P.G : Je crois qu'au-delà de la couleur politique je crois que ça dépend surtout de la personne et il y a des personnes d'une autre couleur politique avec qui on s'entend alors que ça va peut-être parfois un peu tendu même au sein du même groupe donc euh je crois que c'est vraiment euh c'est vraiment aléatoire par rapport à ça.

S.T : Est-ce que dans ce cas-là, il y a peut-être certaines personnes qui cherchent à se mettre en avant qui cherche à récolter le fruit du... du bénéfice d'un tel événement, d'un tel accueil ?

P.G : Ici au sein de la ville, chacun reste dans son domaine et donc que les autres membres du collège n'interviennent pas particulièrement dans... dans... dans le projet pour se mettre en avant. Mais vous parliez des couleurs politiques... quand je vous dis, le tour de Belgique, c'est la province qui nous l'a proposé le... la députée est une députée qui n'est pas de la même couleur que la nôtre et voilà on a pu travailler en bonne entente avec eux...

Collaborateur : Et ce n'est pas aussi sur Neupré que la course est passée... ?

P.G : La course... oui mais moi je n'ai plus le tour exact parce que euh... (inaudible).

S.T : Est-ce que justement à l'inverse, est-ce qu'on pourrait estimer que le sport permet justement de... d'apaiser certain... certaines tendances qui seraient plutôt... enfin plus tendance... plus contraignantes qui seraient sur d'autres aspect... que justement le sport permet un peu de... de collaborer de... d'engendrer des rapports plus sains par rapport à d'autres... d'autres portefeuilles qui seraient peut-être plus... plus marqués politiquement. Je veux dire est-ce que la politique sportive, finalement, ce n'est pas une grande politique sportive ? Ou est-ce

qu'on peut considérer qu'il y a une politique sportive de gauche, une politique sportive de droite ?

P.G : (Marque son hésitation) Bah... Je pense que la politique... qu'elle soit de gauche ou de droite... ça va... on va vraiment la ressentir dans la manière dont on va aider les différents acteurs de terrain... nous ici, en tout cas, on est en majorité absolue donc j'ai un petit peu du mal à voir comment pourrait ou comment ça fonctionne ailleurs mais ici c'est vraiment ça... c'est vraiment être à l'écoute... à l'écoute des h... de l'ensemble des acteurs euh. Voilà on essaie d'être au quotidien pour essayer de... de les aider et d'être... d'être là à côté... en général.

S.T : Est-ce que vous avez des préoccupations constantes de... des acteurs de terrain qui reviennent vers vous en vous disant bah « il manque de ça » ou « on a un gros problème avec ceci » ?

P.G : Bah c'est ce que je dis toujours fin depuis que je suis là... moi ma porte est ouverte donc on a des tas de rendez-vous, si pas quotidiennement mais pas loin en tout cas depuis que j'ai pris mes fonctions ici. On essaie toujours trouver des solutions mais au moins en tout cas d'écouter... d'écouter les acteurs parce que je pense qu'il y a eu pas mal d'échos justement de personnes qui disaient qu'il n'y avait pas toujours un retour par rapport à leurs interventions et leurs demandes donc oui... on est là on essaie de trouver les solutions maintenant voilà c'est toujours parfois un peu compliqué en fonction de ce qu'ils demandent... au niveau matériel et des choses comme ça on peut gérer ça en direct de chez nous... quand ce sont des travaux vous savez au niveau des administrations c'est toujours plus compliqué... il y a les marchés publics, il y a le bureau technique qui doit montrer le dossier, il y a le service des travaux qui peut intervenir mais qui est aussi... en sous-effectif par moment et donc on ne sait pas... Donc on ne dépend pas uniquement de nous et c'est ça la plus des grosses contraintes qu'on rencontre pour aider l'ensemble des clubs.

S.T : Bah justement j'essaie chaque fois de rebondir sur ce que vous... vous dites... quand on parle de la compétence du sport, on sait quand même bien que c'est une compétence qui est malheureusement éclatée... je veux dire on parle d'infrastructures sportives au niveau de la région wallonne en face on parle de sport de manière plus culturel je veux dire au niveau de la communauté française. On a également la province qui intervient sur certains subsides de même l'ADEPS, Infraspports. Est-ce que ce n'est pas finalement difficile... enfin est-ce que c'est du coup... est-ce que c'est plutôt une difficulté dans le sens où il y a un grand nombre d'acteurs avec lesquels discuter qui n'ont peut-être pas des avis qui sont semblables ou justement c'est un avantage car ça permet de multiplier les relations, multiplier les subsides. Quel est votre point de vue à propos de ça ?

P.G : Maintenant au niveau des retours et la manière dont on fonctionne ici au sein de la ville, les autres niveaux de pouvoir interviennent peu sur les organisations... sur les organisations qu'on mène alors c'est vrai ici on a effectivement Infraspports quand on a des grosses infrastructures à développer, des gros projets avec la difficulté, je disais, au niveau administrative, mais qui est une réalité, parce qu'on se pose souvent la question quand on a voilà... on doit faire un nouveau centre.. une académie au football à Seraing bah la question s'est posée : « Est-ce qu'on va chez Infraspports pour demander les subsides ? » Sans savoir si un jour on les aura, ni quand parce que ça peut parfois prendre plusieurs années ou est-ce qu'on... que la ville doit faire l'effort de d'investir elle-même pour essayer d'avancer le plus rapidement possible ? Donc oui il y a des aides à d'autres niveaux de pouvoir mais qui ne sont peut-être pas toujours euh... pas toujours celles qu'on souhaiterait avoir euh... non plus.

S.T : C'est-à-dire ? Est-ce que vous pouvez un peu développer ?

P.G : Bah je dis simplement voilà rien que par rapport euh... rien que rapport euh... au... au délai quand on doit rentrer un dossier c'est... on a un club qui a rentré une demande pour faire au niveau du tennis... d'un terrain de tennis couvert... je pense que ça fait six ou sept ans que le dossier a été rentré, on n'a toujours pas de retour et donc on a toujours pas les terrains. Ça veut dire donc à un moment donné euh c'est souvent malheureusement les... les acteurs communaux comme... comme ici on l'est qui doivent faire un choix en se disant bah : « Est-ce qu'on prend ça à nos frais ou pas ? » Et donc faire des choix au niveau du budget.

S.T : Parce que finalement, oui, prioriser quelque chose c'est peut-être renoncer à une autre ailleurs et donc du coup est-ce que vous pensez que l'octroi de subsides est-ce que... est-ce qu'il peut... est-ce que ces choix peuvent être politisés ? Est-ce qu'on va pouvoir, par exemple, vous parliez de tennis, de padel, est-ce que par exemple si une commune, je vais pas dire voisine mais commune dans le voisinage, souhaite construire un tel terrain... Qu'on va peut-être prioriser une commune par rapport à une autre et que ça ne sera pas uniquement un choix qui est purement basée sur la logique ou la rationalité ?

P.G : Bah dans l'octroi des subsides je pense effectivement que quand le Ministre reçoit différentes demandes, il les analyse c'est vrai que si Seraing a déjà obtenu pour un autre projet que ce soit foot ou... bah il va peut-être essayer de... de le mettre justement à côté à Neupré ou... j'ai eu l'occasion de rencontrer le ministre Crucke qui s'occupe des infrastructures sportives qui lui nous disait qu'il défendait vraiment la supracommunalité. Donc, c'est en fait pouvoir faire une infrastructure qui servira à différentes communes. Je l'entends bien pour des petites communes de village et ça à tout son intérêt, tout le monde ne va pas faire une piscine olympique pour 5000 habitants. Maintenant dans des villes comme Seraing, Liège, c'est beaucoup plus compliqué à mettre en œuvre même si on n'est pas fermé parce que... parce que d'autres viennent évidemment et quand je parlais de la piste d'athlétisme tout à l'heure bah c'est aussi pour que les autres communes viennent on parlait de Liège mais il y a aussi de... d'autres services. Le CHU est intéressé pour venir faire des tests sur les athlètes ici en Seraing donc on essaie aussi de pouvoir travailler... de travailler ensemble. Effectivement le ministre travaille aussi avec une enveloppe fermée et il faut faire des choix et pas toujours contenter le même malheureusement.

S.T : Oui, hélas ! Donc du coup, j'aimerais bien juste faire une petite divergence je sais bien que la province de Liège a un projet de rénovation de Naimette-Xhovémont fin (X)Hovémont est-ce que c'est pas un peu... une... une forme de concurrence par rapport à vous qui souhaitez mettre en place des pistes indoor finalement ? Et comment est-ce qu'on réagit par rapport à ça ?

P.G : Oui en fait on refait le centre à Naimette mais en fait il y a deux clubs le club du Football Club liégeois qui... qui est là-bas à Naimette ici on a le club de Seraing avec qui ils sont un peu concurrents parce quand on est voisins et qu'on a tous les deux un bon niveau forcément il y a une concurrence qui se crée. Mais voilà, je vous disais tout à l'heure et les athlètes comme Nafissatou Thiam qui est... qui est chez eux et qui est intéressé à ce qu'on puisse faire un centre ici... ici à Seraing il faut savoir que Hannut en a créé un il y a peu de temps mais qui est... qui est peu exploité par... par ces athlètes là mais pour l'instant ils vont chaque fois jusqu' à Louvain et donc pour eux c'est vraiment problématique et le souhait vraiment qu'on puisse... qu'on puisse travailler ici. Alors voilà, le projet initialement chez nous vient euh du club. C'est le club qui a rentré ce projet-là, qui est venu au niveau de la ville voir si vous pouvez aider, de quelle

manière et donc voilà maintenant est-ce que le club de Liège a un moment donné un projet aussi d'espaces couverts comme ça ? Là je pense qu'effectivement comme... comme par le Ministre parlait de supracommunalité si Liège vient avec un dossier dans... dans deux ans j'ai du mal à imaginer que le Ministre va accepter qu'il y en ait la même infrastructure à Seraing et à Liège pour des moments pareils quoi.

S.T : Donc finalement, la supracommunalité vous n'y voyez aucun avantage pour la commune de Seraing ?

PG : Je dis juste une grosse commune comme ça, je pense que c'est très compliqué, ouais.

S.T : Alors, comment est-ce qu'on pourrait, je me permets de vous demander votre avis. Quel serait la meilleure manière de rationaliser euh le choix entre euh rationaliser le maximum d'infrastructures pour le maximum d'habitants. Enfin je veux dire une infrastructure à l'habitant ? Je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire.

P.G : Chez nous ce qu'on essaie, c'est de travailler par pôle. Donc on a principalement bah le pôle au Bois de l'abbaye. Ou là c'est un site qui renferme d'autres nombreuses activités. Puisque je vous disais tout à l'heure, on a la piscine, on a les terrains de beach volley, on a la piste d'athlétisme outdoor et on espère bientôt indoor, on a le hall omnisports, on a le mur d'escalade, on a le mini-golf donc on essaie vraiment de faire des pôles. On sait que... on dédie plus Ougrée à des sites euh... avec les halls omnisports lié au basket, au mini-foot, etc. A Jemeppe, bah là on est sur le baseball et le handball. On essaie donc d'avoir un peu des sites dédiés à différentes activités.

S.T : Donc il y a vraiment un découpage territorial qui est propre à un peu à chaque sport... Donc en parlant de sport, je me permets de faire une autre digression. Finalement, bon, on sait que durant le confinement, on a appris la montée de Seraing en D1B... Au niveau de l'impact que ça peut avoir sur le nom de la ville, pour le territoire, ... Est-ce que ça peut avoir un impact d'avoir Un club de foot d'une certaine renommée qui monte dans une division supérieure, au niveau professionnel ? Est-ce que ça peut avoir un impact sur la commune ? Sur le nombre de visiteurs ? Je ne sais pas...

P.G : L'impact, c'est une vitrine. Donc ça donne, d'avoir une équipe à ce niveau-là, une équipe professionnelle, ça donne une image... une image au-delà... au delà des frontières sérésiennes. On parlait tout à l'heure des jeunes, je pense que ça c'est vraiment important. Maintenant les jeunes vont pour retrouver un niveau aussi... vont pouvoir s'exprimer au niveau national donc ça va aussi ouvrir des opportunités à ce niveau-là. Moi ce que j'ai demandé, parce qu'on a trois clubs à Seraing donc il y a Ougrée, Jem... Ougrée, Seraing athlétique et le football club sérésien. Donc au niveau des jeunes en tout cas et ça vient d'être mis en place il y a quelques temps, c'était d'avoir une discussion entre les trois et ils ont trouvé un accord avec l'Union belge que les joueurs puissent passer d'une équipe... d'un club à l'autre même en pleine saison. Ce qui permet d'avoir à Seraing non pas seulement les élites et les mauvais, entre guillemets, dans les autres clubs. Mais voilà, au niveau territoire, de se répartir les choses différemment, de s'aider, s'entraider à certains moments car voilà, les petits clubs ont parfois des difficultés à compléter certaines équipes alors qu'à Seraing, il y a peut-être des joueurs qui ne jouent pas non plus. Donc à ce niveau-là, je pense qu'avoir un club qui monte c'est avoir un impact positif par rapport à ça en tout cas, par rapport à l'école des jeunes... Maintenant à côté de ça, il y aussi bah les impacts qui sont un petit peu plus négatif et qui sont les investissements que la ville notamment doit faire car ce sont des infrastructures qui restent communales.

S.T : D'accord. Est-ce que vous pouvez un petit peu développer par rapport à ça ?

P.G : Bah déjà simplement il y a des exigences qui sont faites au niveau de l'Union belge euh au niveau sécurité principalement bah qu'on monte à ce niveau-là, pour citer quelques exemples, on est obligé d'avoir aux entrées un système de tourniquet avec des scans de billet euh... on doit renforcer... rendre le matériel un peu plus mis à la même disposition, on d'avoir plus de personnel sur place... Fin il y a beaucoup beaucoup de choses qui doivent être mises en place. Au niveau de l'éclairage, ça doit être renforcé. Et voilà, ici, on a une période un peu compliquée. On sait maintenant que le championnat va recommencer au mois d'août et l'équipe est déjà en train de s'entraîner. Et à côté de ça bah on sait que... on a su très tard que le club allait monter puisque Seraing n'a pas survolé le championnat et c'est grâce aussi au fait que certains n'aient pas pu obtenir leur licence que Seraing s'est finalement retrouvé appeler à évoluer dans la division supérieure puis voilà, la crise du covid a quand même fait que tous les chantiers ont pris un peu de retard et voilà, on essaie de pallier, de faire le maximum pour être prêts pour la reprise du championnat mais c'est, voilà. Les équipes doivent cravacher à ce niveau-là.

S.T : D'accord.

P.G : Et tout ce qui est niveau sécuritaire finalement coute tout de suite beaucoup plus cher que ce soit des caméras, des portes coupe-feu qu'on doit monter, les plafonds anti-incendie, c'est...

S.T : D'accord. Juste, du coup... Justement est-ce qu'on pourrait croire, je ne dis pas que c'est le cas ici, mais qu'une commune déterminée serait plus orientée, par choix ou de force, sur un sport plutôt qu'un autre et que ça pourrait drainer le financement public par rapport à d'autres sports.

P.G : Chez nous, il y a eu effectivement un choix à un moment donné où on a dit qu'on allait soutenir le football club sérésien pour retrouver comme je le disais, une vitrine... une vitrine... au niveau au moins national dans un premier temps et développer, chaque fois en lien avec les jeunes, j'y attache une certaine importance, où on va développer une académie et alors là bah de nouveau on construit de nouveaux terrains, on va revoir la superficie des terrains puisqu'on va faire des nouveaux terrains synthétiques, un nouveau terrain en herbe, on va refaire tout un complexe avec des nouveaux vestiaires avec tout un bloc dédié à l'école des jeunes donc ça c'est clair que c'est un engagement politique qui avait été pris au départ par l'ancien Bourgmestre de dire qu'on partait sur ça. Maintenant, je ne pense pas que ce soit non plus pour délaissier d'autres clubs mais effectivement les montants qui sont investis à l'heure actuelle sont au niveau du stade sont colossaux par rapport à ce qu'on pourrait faire dans d'autres petits clubs et le stade bah on sait que c'est un... voilà c'est un très vieux stade donc c'est chaque fois mettre des emplâtres sur ce qu'on découvre (rires).

S.T : Oui, je comprends bien. Vous pensez que ce choix il est plus d'ordre personnel... finalement c'est un choix historique, j'ai envie de dire, de vouloir retrouver la renommée qu'avait un club à un moment donné dans son histoire ou c'est vraiment, peut-être, plus un intérêt... je ne vais pas dire un intérêt mais un choix personnel qui est... qui est pris par un Bourgmestre qui aime le football en particulier, je ne sais pas.

P.G : Non. Je crois que c'était vraiment un moment donné l'idée de vraiment de pouvoir ramener euh euh Seraing a eu un glorieux passé à certains moments au niveau footballistique et l'idée de de pouvoir recréer, peut-être pas au même niveau pour l'instant, ce qu'on a connu mais c'est vraiment euh par rapport à ce passé là parce que je pense que le Bourgmestre même s'il aimait le football n'était pas un passionné, accro à ce point-là que... que pour vraiment défendre uniquement le projet du Football club sérésien.

S.T : Est-ce qu'on pourrait considérer alors que justement, à l'inverse, qu'un Bourgmestre très fan de sport, je veux dire un Bourgmestre sportif, pour employer ce terme-là, aurait plus tendance à vouloir investir des gros montants dans le... dans le dans le service des sports plutôt qu'un Bourgmestre qui serait plus euh... je veux dire euh plus un mathématicien ou plus un Bourgmestre culturel euh et qu'il y aurait une typologie des Bourgmestres finalement ?

P.G : Mais il y au départ une réalité de terrain qui est la réalité budgétaire et donc on sait malheureusement ici à l'échevinat sport-culture on sait, malheureusement même si je ne le pense pas, que ce sont des services qui sont relativement facultatifs et donc on pourrait avoir tendance à faire passer à la trappe certains budgets qui nous seraient destinés par rapport à l'enseignement où on ne peut... où on a une obligation ah de maintenir des infrastructures aussi et un moment donné, il y a un choix qui doit être fait au moment de la confection des budgets et il faut arbitrer par rapport à ça. Et oui, le Bourgmestre un moment donné, même s'il écoute ce que chacun... ce que chaque Échevin lui propose, bah un moment donné il peut orienter en faisant certains choix.

S.T : D'accord et, vous pensez pas justement que ça peut... on parle de l'enseignement... est-ce que l'enseignement, le sport, la culture c'est finalement pas un grand ensemble ?

P.G : Ah bah si je pense complètement avec euh bah voilà on parle depuis pas mal de temps au niveau des jeunes forcément on essaie aussi de travailler... de travailler avec les écoles. On organise notamment l'été... il y a des stages sportifs donc c'était aussi pour pouvoir euh promouvoir certains sports. Cette année, on fait avec les difficultés qu'on a, plutôt que de faire des spécificités de stage. On a essayé de... de faire des tournantes sur des stages multisports donc ce qui va permettre aussi à certains de découvrir des sports qui n'ont pas l'habitude de de voir ou peut-être de... de pratiquer et euh oui on a... on travaille régulièrement par rapport à ça avec... avec le service de l'enseignement. Au niveau culturel, c'est pareil, on a le centre culturel où les écoles sont aussi très actives... très actives là-bas. Donc ça fait, même s'ils sont deux services différents, il faut effectivement ne pas travailler de manière cloisonnée mais de manière transversale.

S.T : Ok. Donc je pense qu'on avance bien, j'aurais peut-être un dernier aspect à évoquer. Euh, c'est la question du patrimoine. On sait qu'il y a certaines courses qui, historiquement, ont un patrimoine. Je pense notamment à la Flèche Wallonne, à Liège-Bastogne-Liège. Et ici, je vais plutôt parler du Tour de France. Est-ce que finalement, quand on est une commune qui s'inscrit dans la durée, dans le... dans un cadre sportif par rapport à certains événements... je ne sais pas ce qui fait ici à Seraing de manière régulière au niveau des événements... Est-ce que finalement on n'acquière pas un certain patrimoine par rapport à cet événement ? Est-ce qu'il ne fait pas partie d'un grand ensemble culturel qui est propre à la Commune ?

P.G : (Hésitations) Euh... Oui...

S.T : Je vais essayer de préciser, si vous voulez. Bah finalement on peut reprendre le cadre de Seraing. Est-ce que finalement le club de football, d'une certaine manière, ce n'est pas un peu le patrimoine de la commune ? Est-ce que finalement ce n'est pas une extension culturelle, pratiquement j'ai envie de dire, de la commune ? De se dire, que d'une certaine manière, je ne dis pas que c'est ce qui pourrait se faire ici mais je prends le cas par exemple à Barcelone, ils ont dédié un musée par rapport au football et je veux dire ici, c'est moins prenant mais je veux dire est-ce que finalement le sport, s'il est régularisé, s'il est systématisé, qu'il y a un grand impact... peut faire partie du patrimoine de la commune ?

P.G : Bah je pense effectivement que les grands événements et alors plus des courses cyclistes que du football... avoir des grands tours comme on les a eu puisqu'à part la Vuelta je pense qu'on a pratiquement tout eu ici à Seraing. Et, on voit nous l'impact que ça a puisqu'on est nous-même jumelé avec des villes françaises, il y a Douai et Châtel. Et c'est vrai que quand on parle à Châtel qui cherche à attirer le Tour de France (rire) dans sa commune bah ils sont effectivement jaloux quand ils voient qu'une ville comme Seraing puisse... fin jaloux voilà sans exagération hein... qu'une ville belge et en l'occurrence Seraing puisse avoir aussi souvent le Tour de France qui... qui passe par chez elle et oui un moment donné ça fait partie du patrimoine, Seraing est une ville cycliste puisque pratiquement toutes les grandes courses sont au moins passées par ici à un moment donné ou à un autre.

S.T : D'accord. Je me permets juste de rebondir là-dessus parce que c'est très intéressant ce que vous dites. Qu'est-ce qui justifierait que Seraing soit une « ville cycliste » ? Quelles seraient les raisons qui sont liées à cette association entre Seraing et le cyclisme ? Mais pas d'autres villes hein...

P.G : Bah oui je pense qu'au départ, il y a eu une volonté politique effectivement à un moment donné d'avoir différentes courses. On parlait de l'aide de la province, on avait avant le député André Gilles qui était patron au niveau provincial qui lui aussi était aussi euh très fan au niveau... au niveau cycliste et euh a tout fait aussi un moment donné pour attirer... pour attirer ces grandes courses ici... ici sur le territoire.

S.T : Donc finalement, c'est vraiment la Province qui a joué ce rôle d'intermédiaire et qui se tourne finalement vers les partenaires qu'elle a envie de voir sur le devant de la scène ?

P.G : Bah oui, ça il travaille forcément avec Liège en priorité parce que c'est la grande ville et que c'est le point d'intérêt central mais Seraing est la deuxième ville à côté et est aussi chaque fois parti prenante. Et puis je pense que voilà... quand on a des grandes courses comme ça et qu'elles se passent bien, les organisateurs ont aussi envie de pouvoir se baser sur une organisation dont ils savent qu'il y aura pas de problème et je crois que chaque fois qu'ils sont venus à Seraing, on a chaque fois eu des éloges de la part des organisateurs notamment au Tour de France avec monsieur Prud'homme qui est chaque fois enchanté de la manière dont ça se passe ici à Seraing, au niveau de l'accueil, de l'organisation, des services qui sont mis à disposition. Et voilà le fait... le fait d'avoir un service de qualité bah je pense que dans ce milieu-là, ils discutent entre eux aussi et ils savent que... qu'il n'y a pas de risque en venant chez nous.

S.T : Donc on développe vraiment un savoir-faire, un apprentissage lié à l'organisation des événements... je vais vraiment je... je vais... je vais... je vais aborder encore deux points. Je veux dire par rapport à ça Premièrement, est-ce que vous avez développée, donc on parle d'apprentissage et cetera, est-ce que vous avez à développer des stratégies systématiques de l'accueil est-ce que vous avez un mode de fonctionnement qui est systématisé dans l'événement

ou c'est plus par rapport au sport en général, on essaie un peu de voir comment on peut organiser ça ?

P.G : C'est vraiment fonction... en fonction de l'événement qui se présente voilà il y a parfois des choses un peu plus faciles. Avec le tour de Belgique on l'a fait vraiment parce qu'ils sont venus ils sont venus quelques mois avant que l'événement passe donc on n'a pas l'occasion de travailler de la même manière. Mais là c'était plus un clé sur porte et alors c'est... c'est l'organisation qui vient et qui est... qui et euh voilà qui... qui gère l'espace qu'on lui met à disposition. Nous on voit un petit peu au niveau des locaux, au niveau du personnel parce que ça aussi au niveau des signaleurs, au niveau de la police, sécurité etc. Ça c'est nous évidemment qui... qui travaillons là-dessus mais voilà non chaque événement a vraiment sa... sa propre... sa propre organisation et son mode de fonctionnement.

S.T : Donc la face négative, je vais dire... est-ce que finalement on n'a pas chaque fois un... une réputation à défendre dès qu'on accueille un événement si quelque chose de gra... un incident ou quelque chose se produit finalement ce sera la responsabilité de la commune et peut-être pas celle de l'organisateur ?

P.G : Ah c'est sûr. Je pense que plus l'évènement est gros, moins on peut évidemment se rater. Si le Tour de France vient à Seraing, il ne peut évidemment pas y avoir une catastrophe, une faille dans... Eux sont tellement... millimétrés dans leur organisation qu'on doit se mettre à leur diapason et on a pas le choix. Oui, c'est une contrainte mais qui jusqu'à présent à chaque fois été rencontrée.

S.T : Donc si l'opportunité se représentait, vous accepterez.... Vous accepteriez ?

P.G : Que le Tour de France revienne ?

S.T : Ou n'importe quelle autre course.

P.G : Ah moi, en tout cas, je le souhaiterais. Maintenant voilà, il y a toujours évidemment l'impact budgétaire... On parlait de la Province, des différents autres acteurs qui pourraient intervenir parce que la ville ne saurait supporter l'ensemble des frais à elle tout seul pour un seul évènement d'une journée.

S.T : Bah voilà, je pense qu'on a bien avancé, je vais couper l'enregistrement.

*Annexe 5. Retranscription de l'entretien avec Christophe COLLIGNON, Bourgmestre de la commune de Huy, 1<sup>er</sup> juillet 2020, Huy à 8h30.*

**Entretien réalisé post-confinement à l'Hôtel communal de la Ville de Huy, Grand-Place n° 1, 4500 Huy.**

Samuel Thiebaut : Et bien voilà euh tout simplement j'aimerais d'abord que vous vous présentiez euh rapidement en quelques mots. Savoir ce que vous faites et depuis quand.

Christophe Collignon : Voilà, Christophe Collignon. Je suis le bourgmestre de la ville de Huy depuis 2016. Je suis au Collège depuis 2010 où j'avais notamment euh les sports en charge et par ailleurs je suis député régional.

S.T : D'accord. Alors, vous organisez la Flèche Wallonne ici à Huy depuis maintenant, je pense, une trentaine d'années. Euh à l'époque donc il y avait eu une modification de parcours. Maintenant je veux dire c'est quelque chose qui a été fort institutionnalisé. Comment est-ce qu'on garde euh la main mise finalement sur cette arrivée à Huy ? Est-ce qu'il y a un effet de concurrence avec les autres communes ? Ou euh vous avez gardé un monopole grâce à un savoir-faire, un...

C.C : Alors donc, au départ la Flèche Wallonne comme les classiques wallonnes, de mémoire, étaient organisées par le club euh le Club Mosan euh ça a été repris donc par euh ASO qui euh a confié si vous voulez le fait de pouvoir mettre tout cela en musique à la province de Liège et nous signons une convention euh la dernière est donc en cours et qui a la même durée que la législature. Donc c'est une convention de 6 ans pour accueillir la Flèche Wallonne donc euh à Huy, pour en accueillir l'arrivée et est couplée à cela la course féminine. En réalité donc euh la province de Liège et ASO traitent de manière euh groupée à la fois la Flèche Wallonne et Liège-Bastogne-Liège. Alors, est-ce qu'il y a une garantie absolue que la Flèche Wallonne se déroule à Huy, du moins son arrivée euh la réponse peut-être que très très probablement mais pas de manière euh totalement certaine puisqu'on peut toujours d'un changement euh bah de l'organisateur mais néanmoins, au fil des années, elle s'est institutionnalisée et elle a réellement trouvé sa place dans le calendrier mondial. Par ailleurs euh le Mur a repris en notoriété, en lettres de noblesses lors de la dernière arrivée du Tour de France, lors du dernier passage en Belgique.

S.T : Tout à fait. Alors, comment est-ce qu'on gère cet héritage ? Je veux dire vous êtes arrivé ici à la fonction de mayorat en 2016, si je ne me trompe pas. Euh comment est-ce qu'on gère cet héritage ? C'est quelque chose qui s'impose à nous et on continue à promouvoir cela ? Ou est-ce qu'on peut modifier cela ? On peut changer les règles ? Comment est-ce qu'on évolue dans ce cadre un peu historique ?

C.C : Alors, je ne sais pas ce qu'on entend vraiment par changer les règles euh en réalité nous avons des relations tout au long de l'année avec ASO et les services de la province. Et au fil des années des liens d'amitié se sont d'ailleurs développés entre nos différents services. En réalité euh voilà ils tiennent compte de nos impératifs. On tient compte de la programmation de nos travaux pour permettre un passage correct de la Flèche. Parce qu'il faut quand même savoir que la Flèche est un majeur événement de la ville et que ça nous apporte une notoriété. On n'a pas tous les jours sur son territoire euh une épreuve, qu'elle soit cycliste, sportive ou même culturelle où on a des images qui sont diffusées en mondio-vision. Donc ça c'est assez unique et donc cet aspect « notoriété » qui vend la ville est évidemment inquantifiable. J'ajoute aussi

que cette journée là et bien ça nous apporte... Je dis cette journée parce que euh maintenant le départ de la Flèche féminine se fait également euh à partir de la Grand Place et bah ça apporte évidemment en termes économiques un retour certain pour, notamment, le secteur Horeca.

S.T : D'accord. Est-ce que vous avez mis une politique publique en place pour organiser cet événement ? Est-ce que vous avez, entre guillemets, standardisé la manière de l'organiser chaque année ?

C.C : Bah euh depuis le nombre d'années, les services sont extrêmement rodés à cela donc il y a des réunions préparatoires euh bah vous l'avez évoqué, lorsqu'il y a une difficulté euh on change parfois le tracé, on leur montre d'autres côtes. Évidemment on a la chance de vivre entre 2 vallées donc euh on a la possibilité parfois de modifier un peu le parcours à la marge mais c'est évidemment les derniers passages sur le Mur de Huy qui sont les plus renommés et les plus attendus. C'est assez unique comme site parce que en réalité on a bah ce fameux mur, cette déclivité, cet effort euh des sportifs et euh de par le passage, un endroit qui n'est pas non plus démesurément large et donc dès lors il y a une concentration de population qui donne ces images de ferveur populaire.

S.T : J'aimerais bien m'attarder un peu sur ce Mur de Huy. J'ai vu qu'en... J'ai vu par euh bah par la presse que vous aviez basé votre offre touristique cette année un peu sur ce slogan euh de... enfin je veux dire de mettre le Mur de Huy en avant. Qu'est-ce que ça représente au-delà du sportif, au niveau patrimonial, le Mur de Huy.

C.C : Alors euh premier élément, on est quand même dans une année particulière parce que on a évidemment moins d'échanges internationaux. Les gens vont partir moins à l'étranger en vacances. Nous sommes confrontés au niveau de la gestion de la ville de Huy au fait que la grande industrie, à savoir pour nous le nucléaire [pas compris 6 :09]. Donc nous nous cherchons une nouvelle destinée et en tout cas de nouveaux atouts. Parmi eux bah c'est le patrimoine et le patrimoine au sens large. Le Mur est inscrit au patrimoine sportif mondial du cyclisme. Il est même, pour certains, plus renommé que la ville en elle-même. On connaît parfois plus le Mur de Huy que la ville de Huy. Si vous prenez des Japonais, si vous prenez peut-être des Chinois, et régulièrement il y a des passages cyclo-touristes. Donc nous voulions essayer de le mettre plus en valeur que cet effet naturel et on a décliné un slogan en disant le Mur, « Le Mur is just the beginning » donc pour démontrer que la ville bah évidemment a cette richesse patrimoniale sportive mais c'est aussi notamment une des villes en Wallonie, et probablement la ville en Wallonie qui a le plus de patrimoine historique au mètre carré et il y a euh possibilité de faire bien d'autres choses à Huy et donc se basant... Si vous voulez, sur cet appel, euh je vais dire au niveau marketing et sur la marque déposée Mur de Huy, et bien on essaye de vendre plus largement la ville pour essayer de développer une politique d'offres de détente, d'offres touristiques plus structurées.

S.T : Hum hum. Et justement, si inverse, imaginons la Flèche Wallonne n'arrive plus à Huy, est-ce que ce ne serait pas justement le risque que le... le Mur de Huy perde de sa splendeur parce qu'on ne le verrait plus à la télé ?

C.C : Oui sans doute mais bon... Je pense que les cyclistes euh sont attachés à ce qui fait la saison. On n'imagine pas Paris-Roubaix sans les pavés, on n'imagine pas le Tour des Flandres sans le Mur de Grammont euh on n'imagine pas le Tour de France ne pas arriver sur les Champs Élysées. Même chose, on n'imagine pas la Flèche Wallonne sans le Mur de Huy.

S.T : Et alors euh en 2015, si je ne me trompe pas, vous avez accueilli le Tour de France. Quel impact supplémentaire par rapport à la Flèche Wallonne ça représente ? Et à l'inverse, quel cahier des charges également plus important ça représente ?

C.C : Alors, au niveau euh notoriété et affluence c'est euh fois 2, fois 3, fois 4. Donc c'est... Le Tour de France est l'événement médiatique le plus important hormis les années de Coupes de Monde et les Jeux Olympiques. Donc euh... Ce qui veut donc dire qu'il y a, autour de cela, une effervescence, une médiatisation hors du commun. C'est pour ça que je disais tout à l'heure que la venue du Tour de France en 2015 a fait redécouvrir, non pas aux passionnés de cyclisme, mais à l'ensemble de la planète euh le Mur de Huy. Ce d'autant plus que l'étape avait été tout de même animée. Donc quelque part ça a rendu de la renommée ou voire encore augmenté cette renommée. Alors il y a un cahier des charges plus important, pourquoi ? Parce qu'il y a beaucoup plus d'affluence et que le Tour de France, on doit vraiment fermer le parcours aussi hein. Donc on doit le fermer plus tôt. Et donc ça demande, effectivement, une organisation plus... plus importante. Mais néanmoins, au niveau des services de la ville, nos équipes sont assez habituées à cela. Et puis c'est aussi quelque chose qui met du moral donc ils font euh ils font cela avec plaisir euh c'est plus valorisant pour eux de se dire qu'on met la ville en lumière pour accueillir le Tour de France que ce qu'on fait habituellement, nettoyer les cimetières ou vider des égouts si vous me permettez cette comparaison.

S.T : Je comprends tout à fait. Donc la population hutoise s'identifie très fort au Mur de Huy ?

C.C : Alors, euh la population hutoise s'identifie beaucoup à l'avancée de la ville et est très fière de ses atouts, notamment, effectivement, du Mur. Quelque part, le jour de la Flèche Wallonne c'est un peu la fête de la ville parce que pour tous ceux qui habitent ou en tout cas aux alentours, on va dire dans le pays de Huy, ce serait plus exact. Et bien c'est plutôt une fête populaire où chacun a une anecdote, un souvenir de ce qu'il s'est passé lors d'une xième édition.

S.T : Donc ça participe également à ça ? A la renommée du patrimoine finalement le côté historiquement cycliste avec les... Les, je sais pas, les victoires historiques peuvent participer à contribuer à...

C.C : Oui bah je dirais que voilà, il y a dans des événements qui... auxquels les Hutois, les gens qui sont attachés au pays de Huy s'identifient. Il y a le Rallye du Condroz, il y a la foire du 15 août et il y a évidemment le jour de la Flèche Wallonne. Ce fameux mercredi où tout le monde prend congé et où tout le monde festoye.

S.T : Donc c'est au même niveau, je vais dire, que ces 2 autres événements là ou il y a une hiérarchie entre ceux-là ?

C.C : Non je pense que c'est globalement... C'est, ce sont en tout cas les 3 événements qui rythment euh la vie de notre ville. Et je dirais qu'effectivement le mercredi, je dis le mercredi parce que la Flèche Wallonne se passe toujours un mercredi, au sortir des vacances de Pâques. Et bien effectivement, traditionnellement tout le monde a l'habitude de prendre congé et de pouvoir suivre les coureurs avec attention et aussi, de temps en temps, s'amuser un petit peu.

S.T : D'accord. Et donc tout à l'heure vous parliez de la province de Liège et de ASO, que vous aviez de bonnes relations avec. Quel est votre rapport par rapport à ces 2... cet organisateur et cette institution ?

C.C : Alors, quand on... Je pense que ce que peut-être le grand public ne sait pas c'est qu'ASO n'est pas une société si euh grande que cela. C'est une société internationale mais il y a finalement peu d'acteurs. Comme ils font les choses sérieusement sans se prendre au sérieux, très rapidement des connivences se sont euh créées et donc on a un rapport quasiment affectif avec eux. Et historiquement, la Province de Liège, d'ailleurs je dirais essentiellement grâce au Gouverneur Bolland, a investi beaucoup dans le sport et a essayé d'attirer de grandes manifestations, notamment celles liées au cyclisme et aide financièrement hein. Parce que lorsqu'on a accueilli le Tour de France... vous savez les villes se battent pour accueillir le Tour de France, pour avoir un départ, pour avoir une arrivée, mais ça coûte aussi de l'argent. Et euh une ville ne peut pas se permettre de mettre 500 000 euros pour un one shoot. Donc le dernier... arrivée a été financée en grande partie par le soutien de la province de Liège que je remercie encore.

S.T : D'accord. Et d'ailleurs vous parlez d'organisations etc. Je veux dire, au niveau du collège communal, est-ce qu'il y a des divergences d'opinion par rapport à ce financement ou par rapport à la représentation de cette course ?

C.C : Alors, la course en elle-même, de mémoire, va nous coûter, en sonnante et trébuchant au budget, c'est une quarantaine de milliers d'euros annuels et évidemment la mise en place, la valorisation de tout ce que notre personnel fait. Il y a... vous conviendrez que pour accueillir un événement de cette ampleur, c'est pas trop cher payé. Donc euh au niveau du collège il n'y a pas du tout de divergences. Il y a plutôt, et je dirais que, autant parfois sur le rallye du Condroz, parce que c'est un sport automobile, il y a des opposants mais pas dans le collège, je dirais parfois dans la population, autant pour le cyclisme avec son aspect gratuit, fête populaire, je ne me souviens pas avoir eu la moindre opposition.

S.T : D'accord. Donc en fait le cyclisme a un côté plus grand public qui touche...

C.C : Bah le côté... Bah c'est gratuit d'abord. C'est un sport très accessible, les champions sont accessibles. Euh il y a un effet extrêmement rassembleur sur cet événement.

S.T : D'accord et est-ce qu'au delà du côté rassembleur ça ne fait pas partie également à la mise... à l'agenda de politiques publiques de réfection de la route, d'entretien de...

C.C : Alors euh oui, il faut pas être naïf. Il y a un cahier des charges euh il est évident que on fait le parcours et qu'il faut que les voiries qui soient empruntées ne soient pas cabossées et toutes trouées. Donc oui il y a un entretien régulier des voiries qui sont empruntées.

S.T : D'accord et donc tout à l'heure je parlais un peu de l'aspect historique. Est-ce que vous avez, par exemple par rapport à votre prédécesseur, est-ce que vous avez modifié votre approche par rapport à la course ou est-ce que vous avez été dans la continuité de ce qui se faisait avant ? Par rapport à l'organisation, est-ce que vous avez mis d'autres choses en place ?

C.C : Bah l'organisation elle évolue toujours un petit peu hein. Ne fut-ce que vous évoquiez le parcours euh ne fut-ce que l'accueil des invités euh évidemment on met toujours un peu sa petite touche personnelle mais ça évolue, c'est peut-être pas lié aux personnes, c'est plutôt lié à une certaine évolution donc euh... Je vous exprimais tout à l'heure le fait qu'il y a la Flèche Wallonne féminine, que auparavant on faisait notamment une présentation de ces équipes, toutes ces équipes féminines parce que le sport au féminin c'est important aussi et la Flèche Wallonne a été une des premières épreuves féminines. Et bien, on... depuis mon ère, si je peux

m'exprimer comme ça, on a déplacé l'accès « représentation des équipes » euh sur une même journée. Donc c'est à dire qu'on anime la ville dès le matin alors qu'auparavant les premiers passages de la Flèche se faisaient l'après-midi. Donc on a essayé plutôt de concentrer, plutôt que de faire ça la veille.

S.T : D'accord. Et si on veut être un peu critique, est-ce que on pourrait se demander finalement, et ça vaut pour tous les sports qu'on accueille, à savoir à quels problèmes publics on répond ? Parce que finalement quand on met en place un budget, quand on met en place diverses politiques euh relatives à l'environnement, on peut dire qu'on répond à un problème public. Mais quand on touche au sport, finalement, on pourrait être critique et dire ce n'est que du loisir, il n'y a pas forcément d'intérêt à organiser de telles manifestations.

C.C : Oui, oui mais ce serait un raisonnement qui est à peu de vues et qui ferait en sorte que la Wallonie se recroqueville sur elle-même. C'est tout de même pas un hasard si tous les pays se battent pour organiser des événements d'ampleur internationale mais pourquoi ? Je vous l'expliquais tout à l'heure, il y a cet élément de notoriété. Qu'est-ce que vaut le label de parler en mondio-vision d'une ville ? Combien est-ce que je payerais des images pour vanter euh de belle manière la ville et tout ça. Et quand le Tour de France est arrivé, vous avez des rapports avec France 2 qui vous dit euh est-ce que vous pouvez sélectionner toute une série d'images positives de votre ville, comment est-ce qu'on peut la mettre en valeur ? Qu'est-ce que ça vaut ça ? On ne paie pas ce service-là. C'est inquantifiable sur le plan économique et donc euh je pense que ceux qui pensent que ne pas organiser des événements d'ampleur en regardant ce que ça coûte à court terme bah je crois que c'est une erreur. Il faut une pompe d'amorce euh bon voilà. On peut évidemment se poser la question sur le Grand Prix de Formule 1. C'est autre chose parce que ça coûte beaucoup à la Wallonie. Je vous ai dit, à la ville ça coûte 40 000 euros en sonnant et trébuchant, c'est tout de même pas grand chose pour accueillir un événement de cette nature.

S.T : D'accord. Maintenant, c'est depuis quelques années que le départ de la Flèche Wallonne change de commune toutes les années. Est-ce que ça peut représenter un intérêt politique finalement de... Parce que ici c'est le cas chaque année donc finalement c'est pas remis en question mais quand le départ se fait différemment chaque année, est-ce que ça peut pas représenter un intérêt politique de vouloir accueillir ? Au delà de l'intérêt économique, d'accueillir l'événement chez soi ?

C.C : Je pense qu'il y a des communes qui sont très demanderesses et qui se positionnent aussi sur euh le segment du sport... Vous savez faire parler d'une ville à travers le sport c'est aussi un positionnement. Je pense que par exemple Binche organise des épreuves sportives et euh essaye, en tant que ville moyenne, de pouvoir, au-delà du carnaval, de pouvoir aussi faire parler d'elle positivement. Et donc oui, il y a sur le marché, si je peux m'exprimer comme ça, de nombreux bourgmestres qui sont intéressés à accueillir le départ de la Flèche Wallonne.

S.T : Donc c'est plus une affirmation territoriale que de vouloir affirmer un positionnement ou une personnalité politique ? Je veux dire, un bourgmestre qui met ça en place c'est plus pour mettre en valeur sa commune que mettre en valeur sa personne ?

C.C : Mais je ne suis pas dans la tête de tous les bourgmestres. Il y en a peut-être qui pensent comme ça mais, a priori, je pense qu'il est intéressant pour un bourgmestre d'essayer tout de même d'avoir des événements qui permettent de faire... Et l'un ne va pas sans l'autre, je vais dire qu'est-ce qu'on demande à un bourgmestre ? On lui demande de pouvoir essayer de gérer

la cité du mieux qu'il peut, de répondre aux préoccupations des citoyens mais aussi de développer sa ville. Evidemment c'est pas la même chose si on gère une commune rurale de 3000 habitants que à [pas compris 20 :00] où c'est une ville... Vous savez en réalité en Wallonie euh en Belgique il y a de nombreuses villes amis de combien est-ce qu'on parle régulièrement dans les médias ? Et donc entre Liège, Charleroi et Namur, les villes moyennes comme Huy essayent aussi de trouver une identité, de trouver leur place dans le concert des villes et du redéploiement. Il faut aussi essayer de pouvoir attirer des partenaires, des investisseurs qui vont vous faire un cadre de vie agréable et qui vont vous apporter de l'économie et qui vont aussi aider vos concitoyens aussi à trouver un emploi, un logement correct. Donc ça c'est important que... Voilà un petit peu la philosophie que nous tenons.

S.T : Donc cette politique sportive, cette politique de patrimonialisation je vais dire du Mur de Huy participe à la redynamisation de la vallée de la Meuse pour les villes moyennes ou pour euh...

C.C : Bah je pense en réalité qu'il y a plusieurs ingrédients pour développer une ville. Il faut essayer de faire ne sorte que on ait un cadre de vie agréable hein donc ce cadre de vie agréable fait en sorte bah qu'il attire un regard positif sur la ville, que les différents investisseurs, si la ville a une notoriété positive, y trouvent un intérêt à investir, à vous aider à la redéployer. Et le fait d'avoir des événements et bien font en sorte qu'on fait du marketing autour de cela et euh le meilleur marketing que l'on peut avoir c'est d'avoir un événement international de ce type.

S.T : Tout à fait. Et comment est-ce que... déjà est-ce que, de un, vous collaborez avec les communes voisines, notamment pour le passage, et si oui, comment est-ce que vous vous coordonnés ?

C.C : La collaboration se fait naturellement à travers les zones de police. Euh pour lequel en général... Vous savez au niveau de la police ils sont... Ils préfèrent accueillir le Tour de France, accueillir la Flèche Wallonne plutôt que de contrôler une manifestation d'activistes donc en général euh ça se passe super bien et puis avec les années tout le monde a ses habitudes.

S.T : Donc il y a... en fait le côté plutôt festif ou plutôt positif de la manifestation entraine vraiment une...

C.C : Oui.

S.T : Ah voilà.

C.C : Oui puis bon, voilà. Je pense que la Wallonie est une terre de cyclisme euh même si on n'est pas Hutois, qu'on habite les alentours, on sort quand même de chez soi si la Flèche Wallonne passe euh lorsque à diverses époques le Tour de Wallonie passe aussi par euh par notre région. Bah régulièrement les gens regardent... Je vous l'ai expliqué tout à l'heure parce que c'est un sport... C'est un spectacle qui est gratuit, on voit de vrais champions et qui plus est, ces champions sont assez accessibles. Il y a une vraie performance physique et donc il y a cet attrait naturel pour le cyclisme en tout cas en Wallonie.

S.T : Est-ce que le risque finalement c'est pas que, étant donné l'ampleur de l'événement, donc par exemple avec le Rallye du Condroz et la Flèche Wallonne, que ça ne draine pas les financements par rapport à d'autres sports ? Est-ce qu'on va donc, en quelques sortes, est-ce

qu'une commune va prioriser un, deux, trois sports, plutôt qu'un autre et va orienter sa politique publique, ses stratégies de sport, vers ces sports ?

C.C : Oui. Je ne vois pas les choses comme ça parce que je crois qu'il faut surtout voir la Flèche Wallonne comme un événement donc c'est plutôt dans le secteur événementiel euh c'est un spectacle qu'on nous offre, que quand vous allez au Standard ça coûte même plus cher parce qu'on doit mettre beaucoup plus de policiers mais c'est un spectacle qu'on offre hein. Donc c'est différent du fait de pouvoir essayer d'avoir une palette d'offres de sports variés sur votre commune qui est la politique du sport pour tous. Je crois que c'est un peu différent et euh bon l'un ne va pas dans l'autre, c'est toujours le même débat à savoir, est-ce qu'on aide suffisamment le sport d'élite ? Est-ce qu'on concentre trop de moyens sur le sport d'élite et au préjudice des infrastructures pour monsieur et madame tout le monde ? Mais euh je pense que pour ce qui concerne la Flèche Wallonne, on n'est pas dans ce débat-là. Je pense qu'on est plutôt dans le fait d'avoir une vitrine pour une ville et si c'était un événement culturel, je dirais le Festival de Cannes, ce serait pareil. Ce serait pareil. Donc c'est un événement qui apporte une plus-value à une ville et ça ne doit pas être comparé au fait qu'on donne telle ou telle facilité à tel club sportif de notre entité.

S.T : D'accord, j'ai pu lire hier dans le... au conseil communal que vous alliez mettre en place une régie sportive sur la ville de Huy. Déjà, est-ce que c'est effectivement le cas ? Et si oui, est-ce qu'elle participera également à la mise en œuvre de la Flèche Wallonne et de l'organisation de la course ?

C.C : Euh bah la régie sportive en réalité, pour être très franc avec vous, c'est plutôt un véhicule juridique qu'on a mis en place pourquoi ? Parce qu'on a d'ambitieux travaux qu'on va réaliser vis-à-vis de notre piscine, qui vont la transformer en centre aqua-ludique et donc euh ce n'est pas une opération liée, d'ailleurs ce n'est pas la régie ni l'asbl Sports et Loisirs de la ville qui organisent la Flèche, c'est plutôt une organisation conjointe avec le service Événements et euh surtout en fait ça dépend de l'ordre public, c'est beaucoup de barriérage, c'est beaucoup le Service travaux qui est mis à contribution.

S.T : D'accord. Alors, j'aurais une dernière question vu qu'il est 9 heures moins 5.

C.C : Oui.

S.T : En fait, j'ai... Il y a quelque chose qui m'a un peu interrogé. Donc en fait, ce qu'il y a, c'est que vous avez un échevinat qui est culture, sport et tourisme mais le patrimoine ne fait pas partie du même échevinat.

C.C : J'ai pas compris.

S.T : Vous avez un échevinat culture, sport, tourisme, qui sont dans la même facette et vous avez un échevinat qui est patrimoine mais qui n'est pas dans le même... dans le même portefeuille je vais dire. Est-ce que c'était une volonté ou est-ce que c'est dû à un résultat des élections et qu'on n'a pas su accoler les... les compétences ensemble ?

C.C : Oui. Mais en fait, la compétence du patrimoine c'est effectivement essayer de pouvoir faire en sorte de valoriser le patrimoine remarquable. Mais le patrimoine c'est aussi, purement et simplement, en termes de compétences communales c'est aussi les biens que la ville a. Donc ça ne va pas nécessairement en soi. D'ailleurs c'est plus compatible avec... d'avoir la

compétence du service Travaux qui doit entretenir le patrimoine et euh la compétence relativement à la valorisation du patrimoine. Parfois on se défait d'immeubles, parfois on achète des terrains etc. Donc ce n'est pas dans l'aspect patrimoine immatériel.

S.T : C'est plus au niveau immobilier alors ?

C.C : Voilà. C'est dans la conception immobilière et pas dans la conception patrimoine immatériel comme pourrait être qualifiée la Flèche Wallonne.

S.T : D'accord. Bah merci beaucoup Monsieur le Bourgmestre pour vos réponses, je vous enverrai la retranscription.

C.C : Merci d'être resté dans le timing.

S.T : Et euh je vous remercie encore une fois, vous et votre équipe.

C.C : Il n'y a pas de soucis.

*Annexe 6. Retranscription de l'entretien avec Elvio RIGUTTO, Service des sports de Verviers, 3 juillet 2020, Verviers à 9h.*

**Entretien réalisé post-confinement, bureau de Monsieur Rigutto, Place du Marché 31, 4500 Verviers.**

Samuel Thiebaut : Je fais sciences po. Je suis auprès du professeur Grandjean. Donc en fait il y a quelques années ici on avait... on avait fait un projet pour la rénovation du théâtre de Verviers avec le collège communal de l'époque, donc je vous parle de ça il y a... il y a... avant les élections de 2018 et donc on avait... on avait on devait rencontrer divers acteurs on avait rencontré les notamment les journalistes de chez Lydia et on avait sorti une capsule vidéo et on avait on avait participé à ça maintenant est-ce qu'ils ont eux pris en compte nos nos idées ça je ne sais pas non voilà c'était... c'était un projet assez intéressant et j'avais également travaillé à l'époque euh sur le centre régional d'intégration mais aussi à Verviers avec à l'époque les chiens euh Ben Achour je pense et donc voilà donc on a un trajet on a travaillé plusieurs fois sur verviers ici Ben je reviens une nouvelle fois mais sur un autre sujet

Elvio Rigutto : C'est intéressant Je suis déjà il faut genre du reste ouais ça peut être évolué je veux dire mais j'ai quand même quelques exemples autour de moi dans des chemins très théorique et et vous vous allez sur le terrain ou vous êtes dans les cartons créé je trouve que c'est une excellente manière je veux dire de se rendre compte de bain entre la théorie et la pratique il y a un fossé énorme regarde toutes les attentions que l'on voudrait bien y mettre euh on on espère effectivement que les gens vont eux exprimé leur assentiment un par rapport à vos bonnes idées puis on se rencontre tous les écueils la difficulté les sensibilités les opinions les les les réactions au pire épidermique un et ça pollue énormément je vais dire le le travail de concrétisation Et donc il faut être motivé je pense quand on vit ce genre de choses puisse dire c'est quand même maintenant je vais embarquer quoi euh c'est quoi retourner quand on est trop fan de lui dire bah c'est quand on est sur le terrain qu'on se rencontre mais vous êtes dans vos études et vous avez certainement rencontré des velléités où télé qui s'en serait dur de toute nature je dirais euh c'est principalement je trouve sur des choses qui sont plutôt personnel que professionnel e on voit pour l'instant je ne peux que le débat sur sur l'i VG et bah on pourrait très bien se dire laissons la parole aux femmes IEYA pas on n'est pas rentré e tou lé ka dans un même Calvin il y a toute une série de de situation et qui font que bah c'est peut-être préférable il y a peut-être des gens qui le font par nécessité ou parce qu'ils n'ont pas le choix et puis sur des mecs qui sont en train de dire oui non pour des considérations religieuses et éthiques et C'est alors que c'est des considérations évolue avec une mentalité donc je trouve ça incroyable que les hommes il y a même marqué mais parce que j'sais pas c'est pas c'est pas c'est pas une femme euh mais je trouve ça très très euh on a eu un effet qui était tuteur pour eux une jeune fille qui tombe enceinte mais mais mais qui est parti enfin bref rencontre d'autres ont attiré et donc je voudrais bien apporter alors le tuteur est tout à fait favorable mais les chrétiennes et dit ma foi m'empêche de valider cette chose là euh qu'est-ce que j'ai encore je dis c'est pas ta vie c'est pas ta vie et je pense que dans le cadre professionnel je veux dire si on pouvait mettre le côté je veux dire les opinions personnelles dans le but de de fonctionner en équipe avec un intérêt je veux dire les objectifs à terme des choses il y a quand même d'être m'ennuie moi j'étais scout donc forcément ça ça a peut-être un fonctionnement l'équipe mais je me rends compte des gens qui n'ont pas été dans les mouvements de jeunesse sur le bouton pratiqué au sport collectif savent pas ce que c'est après fonctionne au niveau politique il y a l'aura que l'on veut euh la posée je dirai et l'image que l'on veut donner c'est très compliqué donc voilà ici je vais essayer peut-être mais c'est vraiment dans un cadre neutre hein toute façon c'est donc dans mon travail

je te vois rester neutre mais voilà y aura peut-être des digressions que je je devrais peut-être expliquer pour vous signifier la façon dont je perçois les choses voilà voiture administratif il y a toujours un objectif nous service public mais moi justement je trouve ça très intéressant de vous donner votre opinion et que vous sortez des des schémas euh je veux dire traditionnel parce que c'est un peu aussi pour ça que je suis là c'est aussi avoir la votre réalité personnel au-delà des des cadres légaux et des règles administratives c'est d'avoir votre la façon dont vous évoluez dans votre dans votre travail donc voilà

donc tout d'abord je vais simplement vous demander de de vous présenter un comme ça okay saura qui veut dire savoir qu'il doit kebab mon nom c'est e prix normal view ce

Elvio Rigutto : Mon nom c'est Rigutto, prénom Elvio. J'aurais 53 ans dans quelques jours donc en juillet et je suis entré à l'administration en 1995 comm secrétaire d'Échevin déjà au sport et puis ensuite j'ai... j'ai réussi l'examen de gradué spécifique sport que je pouvais euh passé puisque je suis titulaire d'un graduat en communication que j'ai obtenu à l'ISIS en 92, je pense, ouais 92. Donc voilà j'ai fait toutes mes armes je veux dire au sein du service j'ai... j'ai appris le travail grâce à mon collègue qui a pris sa pension, monsieur Meunier, et qui avait lui bah de la bouteille et l'avantage c'est que lui il faisait du travail à la fois administratif traditionnel donc il connaissait très bien les voies de l'administration avec toutes les étapes et les procédures qui sont nécessaires pour qu'un dossier aboutisse. Euh il faut dire que je le connais aussi depuis longtemps parce que ma mère travaillait à l'administration avec lui et donc j'étais un peu le gamin de l'histoire donc j'ai... j'ai été intégré très facilement dans... dans le travail par une personne plus âgée que moi mais qui m'a un peu pris sous son aile et donc forcément c'est très agréable de travailler dans des conditions pareilles parce que... bah c'est vrai qu'on est limité dans le... l'initiative puisque c'est celui qui était le chef de service mais je pouvais euh débattre avec lui de toute une série de choses, me rendre en compte que, bah c'est lui qui décidait donc il y avait forcément des limites mais euh je... je pouvais m'exprimer facilement et donc j'ai... j'ai appris à fonctionner avec une certaine autonomie et progressivement, dans un grand confort, j'ai vraiment maîtrisé un petit peu tout ce qui concerne la pratique sportive donc que ce soit au niveau des clubs sportifs, que ce soit au niveau des infrastructures, au niveau de leur gestion, au niveau de tout ce qui concerne la comptabilité mais j'ai appris énormément de choses à vrai dire sur le terrain par des contacts professionnels en écoutant énormément des responsables de clubs qui étaient plus âgés avec forcément des... des opinions diamétralement opposées mais... voilà... donc tenir compte de l'engagement du bénévole, tenir compte des contraintes budgétaires euh bah se rendre compte de la nécessité d'évoluer constamment, euh... de faire preuve d'imagination, de... d'initiative je veux dire, de ne pas se s'arrêter je veux dire à une simple pratique... une discipline sportive mais envisager toutes les disciplines, s'intéresser aux nouveautés, s'intéresser aux jeunes, c'est surtout ça le plus important, de faire confiance aux jeunes et donc voilà je suis devenu chef de service euh de façon je dirais euh en circuit alternatif. Donc parfois le service des sports selon les élections étaient autonomes ou dépendait d'un autre service

S.T : D'accord.

E.R : Donc chaque Echevin... on distribuait un peu les cartes après les élections et donc bah le service des sports, qui est une petite cellule, on peut la greffe partout, on peut la greffer avec le service du tourisme, on peut la greffer avec le service des événements, on peut la greffer euh au niveau de l'instruction publique, sport à l'école. On peut greffer pour l'égalité des chances pour les vieux, les jeunes les... les personnes handicapées euh... les femmes puisque c'est aussi un petit peu le... le moteur pour l'instant, c'est favoriser la pratique sportive chez les femmes.

Euh on peut le greffer aussi auprès des services des travaux qui concerne les infrastructures, au niveau socio sportif avec le service de prévention, de cohésion social donc le service des sports c'est vraiment un électron que l'on peut accrocher je veux dire à n'importe quel euh... atome je veux dire pour que il puisse fonctionner. Il y a 1000 opportunités... c'est vraiment un service qui est agréable à ce niveau-là . La seule chose c'est par rapport à la population, la naissance et les inhumation, tout ça... Là on sait pas faire grand chose mais voilà euh et donc chaque fois que le service des sports a été greffé à un autre service, je dépendais d'un chef de service, ok, ce qui était aussi très intéressant parce qu'ils avaient leur façon de travailler, ils avaient pas spécialement envie de s'impliquer dans le sport mais comme ils étaient responsables ils devaient forcément valider les propositions donc moi j'ai... j'ai toujours finalement pu faire preuve de beaucoup de d'initiative et d'autonomie dans mon travail parce que d'abord ça n'intéresse pas tout le monde, deux ils étaient content que quelqu'un le fasse sans demander. Moi j'étais content de pouvoir travailler bah en faisant le travail de A à Z et euh voilà. Donc après j'ai... j'ai après bah j'ai eu un collègue qui... qui a remplacé... parce que la personne qui m'a école est devenu mon employé... je suis devenu chef de service à sa place. Donc voilà les changements ont été radicaux dont ça n'a pas été facile à un moment donné pour lui de dire : « écoute, maintenant c'est toi qui signes les dossiers ». Donc voilà. Mais je n'ai jamais... dans un schéma de scoutisme... j'ai jamais euh le sentiment de vouloir euh greffer, je veux dire, au titre qu'on m'octroyait, une responsabilité et euh un caractère de dominateur. Chacun doit travailler avec une certaine autonomie pour pouvoir s'épanouir dans son travail, faire preuve d'initiative il y a forcément des limites qu'on peut constater chez des agents parce que voilà, parce que l'aspect comptabilité c'est pas leur truc euh par contre ce sont d'excellents personnes de terrain, ce sont des gens qui ont un bon réseau de terrain, ce sont des gens qui sont spécialisés dans une discipline sportive. S'ils viennent au sport, c'est qu'ils aiment déjà faire du sport mais la grosse erreur c'est de penser que, parce qu'on est sportif, on sait travailler au service des sports. En fait, la seule chose qu'on ne fait pas ici, c'est la pratique sportive. On aide les gens à faire du sport, on... on essaie d'améliorer les conditions d'accueil, on essaie de leur octroyer des subsides, on essaie de favoriser la formation, l'encadrement, on essaie de mettre des canevas pour assurer une certaine équité et une éthique dans la façon d'octroyer des subsides pour éviter les copinages mais la seule chose qu'on ne fait pas, c'est courir ou jouer au ballon. Donc les candidats qui s'étaient présentés au poste de gradué au sport je sais pas... ils ont pensé qu'ils allaient devenir arbitre du lundi au vendredi. Non mais c'est vrai, j'ai vu pas mal de gradués en sport et c'est très bien mais si le gradué en sport, en éducation physique n'a pas une formation de gestion, d'organisation d'évènements, de... qu'est-ce que je peux encore dire aussi... bah de... de connaissances en matière de législation bah ça sert à rien voilà. Et donc c'est pour ça que parfois certaines personnes se disent qu'on est pas sur le terrain mais je dis on ira sur le terrain. Donc l'avantage du service des sports, c'est qu'on fait à la fois de l'administratif et du travail de terrain et donc c'est ça qui... qui rend le boulot très agréable par rapport à des gens qui sont la population, qui appuient sur le bouton pour délivrer une carte d'identité. Voilà il y a des démarches administratives, il y a des papiers, il y a il y a toute une série d'autres... mais voilà comme il n'y a pas de cadre légal très vaste en matière de sport... c'est-à-dire que vous avez un décret euh qu'Infrasports... enfin que le ministre qui est en charge de sport a édicté avec un arrêté d'application et pour l'ADEPS, vous avez toute une série de décrets et quelques arrêtés d'application mais c'est... je veux dire, il y a dix quoi. Après, il y a la loi sur les marchés publics si on veut commencer à s'intéresser aux événements... Le travail a changé aussi auparavant il fallait suivre des formations régulières pour maîtriser les lois sur les marchés publics et les évolutions quand même assez importantes... maintenant on dispose d'un logiciel qui s'appelle 3P et on est toujours à jour donc quand on a compris le principe, les grandes lignes l'étude de marché, et qu'on sait définir les critères de sélection qualitative et les critères d'attribution, le reste c'est pré-load, c'est à jour. Donc on ne doit plus s'inquiéter aujourd'hui

d'avoir un cahier des charges au niveau des clauses administratives qui sont incomplètes, il l'est. La seule chose c'est les biscuits qu'on doit intégrer dedans en matière de critères de sélection, de critères d'attribution, de définition du projet hein tous les aspects, je vais dire, techniques et forcément s'il y a un descriptif d'une infrastructure bah il y va avoir des données techniques ou un concept. Donc, ça facilite grandement le travail mais au départ il faut bien suivre une formation de marché public et avoir compris comment ça marche. Qu'est-ce qui a évolué dans le travail... Bah ça déjà (montre l'ordinateur). Quand j'ai commencé il n'y avait pas.

S.T : Il n'y avait pas d'ordinateur !

E.R : Donc... j'ai commencé à la machine électrique, à écrire, électrique... C'était une catastrophe. Et un mois après, on avait notre premier passé et donc il a fallu s'adapter. Depuis 25 ans, j'ai du, par la force des choses, m'intéresser aux nouvelles techniques. Aujourd'hui, le travail évolue fortement car on est dans une ère de réseaux sociaux donc la communication vers l'extérieur est...

S.T : Primordiale.

E.R : Ouais... Le problème pour faire de la communication, il faut des biscuits, faut la pâte.

S.T : Et qu'est-ce que vous proposez alors ?

E.R : Bah c'est-à-dire qu'en fait, c'est très difficile de faire les deux aujourd'hui. Le temps qu'on doit consacrer pour valoriser ce qu'on fait, pour informer par les réseaux sociaux, pour être interactif... on est pas... On avait un site internet, par exemple, qui était assez figé. Donc c'était l'informatif mais du permanent. Mais là on s'est rendu compte qu'il fallait alimenter, alimenter parce que les gens... il faut qu'ils bouffent de l'information quoi. Et quand... ils la bouffent... ils ne la digèrent même pas... ils la gobent et donc qu'est-ce qui en comprene ? Bah peut-être des choses complètement erronés par rapport à la vérité. Donc la difficulté c'est de bien communiquer. Pas comme communiquer comme nous on voudrait mais communiquer de manière à ce que les gens perçoivent le minimum de ce qu'on veut faire passer comme message. Par exemple, ici avec l'épidémie du covid, tous les 15 jours il fallait changer la communication.

S.T : Bah oui, forcément.

E.R : Ce qui est décidé par le CNS, transformé en Arrêté ministériel et l'application au niveau local, c'est trois étapes différentes. Donc on se dit : « chouette, on va pouvoir ré-ouvrir les centres sportifs ». Puis on se rend compte qu'on n'est pas prêt, donc... c'est compliqué. Mon travail, pour terminer la présentation...

S.T : C'est très intéressant, donc continuez. Moi, j'aime beaucoup.

E.R : Au départ, vous aviez un service administratif du service des sports et une A.S.B.L qui s'appelait « Centre communal scolaire et sportif de natation », CCSSN, qui gère la piscine. Donc tous les sites sportifs étaient gérés par un service administratif des sports mais également par le service des travaux pour tout l'aspect technique, donc il y avait une nécessaire collaboration entre deux services, les sports et les services techniques. Les services techniques disposaient de personnel qualifié, des chauffagistes, des peintres, des plombiers et les services

des sports avait des ouvriers de manœuvre pour faire des travaux basiques. Du nettoyage, de l'entretien du style tonte, etc. Donc des petites formations pour qu'ils soient aptes à faire le travail... Un chef d'équipe qui distribue le travail et qui est polyvalent. Et c'est ce personnel là sur lequel on se reposait au niveau du travail pour que l'intention soit accompagnée de l'action et que l'action soit bonne. Une anecdote ?

S.T : Oui, allez y, allez y.

E.R : Allez, une anecdote. Un jour, au stade de Bielmont, le comité provincial vient vérifier l'intensité lumineuse, les dimensions du terrain et des éléments annexes pour voir si on peut organiser un match de troisième division, à cette époque-là. Et, en fait, au niveau de l'intensité lumineuse, ce n'est pas top mais il y a moyen de passer entre les mailles. Par contre, la barre horizontale du goal ne fait pas 2,46m, fin je veux dire elle n'est pas 2m46 du sol. Elle à 2m36. Donc il y a 10 centimètres de terre. Il faut savoir... le rectangle du goal est toujours un peu bombé, de façon à ce que l'écoulement des eaux parce que c'est quand même là qu'on piétine plus et donc il ne faut pas qu'il y ait des poches. Donc on sait que le sol va se tasser et on en profite. Et donc en faisant le bombement, celui qui a fait ça n'a pas pensé à respecter la hauteur du goal, 2m46. Et donc là, le gars nous dit : « Grattez un peu, de toute façon il n'y a plus beaucoup d'herbe, c'est la fin de saison, grattez un petit peu pour faire une sorte de plan incliné jusqu'au point de penalty et ça ira ». Je donne l'information à un ouvrier : « Tu prends une sorte de racloir et tu racles, gentiment hein, mais s'ils manquent 3 ou 4 centimètres ils seront tolérés ». Il y a match le dimanche et vendredi on me dit : « Monte ». Ah. Là je monte et je vois... le gars a effectivement suivi l'instruction mais il n'a pas compris, donc il m'a fait une tranchée de 10 centimètres sur toute la longueur, en dessous de la barre. Ok ? Donc on a une rigole, une tranchée... et c'est un peu catastrophique, donc on a remis de la terre, on tasse mais on voit qu'on a travaillé donc quand l'équipe adverse se présente, elle refuse de jouer, elle demande de vérifier les hauteurs de goal qui, par miracle, est bonne mais ça prend 20 minutes de retard avec un Echevin des sports qui ne comprend pas ce qui se passe au départ, le public qui commence à s'impatienter, on commence à comprendre, on commence à rire. L'Echevin est très mal et le lundi, je prends pour mon grade. Et je lui dis : « Ok, c'est moi qui lui ai demandé parce qu'il y avait une injonction sinon le match était forfait ». On a essayé en trois jours de trouver une solution mais je ne suis pas la main qui a tenu l'outil. Donc c'est le genre de choses qu'on vit une fois et qu'on a plus envie de vivre après parce que ça peut arriver à tout le monde de faire des erreurs mais le fait de travailler en équipe, ce n'est pas seulement donner une instruction et puis... donc c'est important. Autre chose, quand on s'adresse à un responsable de club sportif, lui pense qu'on maîtrise sa pratique. Donc quand vous avez un club qui demande l'autorisation de demander un marteau sur le terrain bah il ne faut pas confondre avec le lancement du poids. Ce n'est pas arrivé hein... mais mon collègue bien. Et donc on s'est demandé comment on allait pouvoir résoudre le problème de l'impact des... poids, des boules sur le terrain pare qu'il y a encore une pratique sportive et donc ça lui a pris une semaine pour résoudre le problème... et je lui ai dit : « Tu confond poids et marteaux ». Et le lancement du marteau se fait à la fin de la saison de foot, avant qu'on refasse le terrain. Donc, le terrain sera abimé mais il sera retravaillé et ça fait 20 ans que c'est comme ça. Et lui a voulu travailler tout seul et est parti dans ses grandes réflexions etc. Il a voulu bien faire mais moins en 5 minutes, c'était réglé. Travailler en autonomie mais ça veut pas dire travailler tout seul, donc les gens confondent souvent autonomie et indépendance. Et ça, voilà. Et puis il y a une hiérarchie donc voilà. Donc ça c'était un petit peu... Ah oui ! Pour revenir aux réseaux sociaux, ce qui pose le plus problème c'est la façon d'utiliser les outils de communication pour bien communiquer donc pour ça on suit des formations, on on on... nous invite à passer sur les réseaux sociaux mais je suis confronté vraiment au problème que si je passe du temps là-dessus, je ne passe pas du temps sur les

dossiers, voilà. Donc, moi j'ai tendance à dire qu'il y en a un qui fait les dossiers et un autre qui communique, au niveau des agents, voilà. Mais pour que l'agent qui communique fasse bien son travail, il faut forcément qu'il connaisse le travail.

S.T : Et que l'information soit bien transmise, aussi.

E.R : Voilà. Donc par exemple on a une cellule communication qui s'occupe d'une partie de la communication extérieure. Donc ça veut dire... on a fait un dossier de presse, par exemple. Bah certains services savent rédiger, d'autres services ne savent pas rédiger. Qui, quoi, où, pourquoi, comment... ils oublient toujours un élément donc ça c'est un peu compliqué et puis il y a la formulation, la maîtrise de l'orthographe, les constructions grammaticales euh faire un texte qui soit quand même informatif et attractif, hein, je veux dire voilà. Donc nous on donne les biscuits et la cellule communication qui fait la mise en page de façon à ce que le... le support soit commun à tous les services donc ça je trouve que c'est une très bonne chose d'homogénéiser au niveau des logos, au niveau des couleurs. il y a une charte couleur par exemple, donc ça c'est bien. C'est eux qui vont chercher les photos pour illustrer un petit peu au niveau du dossier de presse mais à un moment donné on se retrouve confronté au fait que... est-ce qu'on a pensé à tous les paramètres ? Par exemple, il faut inviter les gens. Il y a la presse, il y a le conseil communal, il y a des gens qui sont confrontés par le problème. On vient d'inaugurer un parcours d'orientation dans une plaine à Lambermont, à l'initiative d'un prof de gym... du réseau communal... on invite forcément le concepteur, on invite les (inaudible). Je lui demande si les élèves peuvent venir pour illustrer un petit peu l'inauguration puisque les réseaux... euh les médias seront là : Védia, euh La Meuse, etc. Et donc eux ils veulent les enfants qui jouent qui courent après avec leur petit carton. Donc il me dit j'ai les élèves à l'école, c'est parfait. Donc je dis attention au droit à l'image donc il faut avoir l'accord des parents qu'on va pouvoir les filmer et informe la direction de l'école que mercredi après-midi, donc pas pendant les heures de cours, que des enfants de Lambermont viendront... donc on a prévenu tout le monde. Je fais un dossier au collège pour informer le Collège de cette conférence de presse, présentation et j'invite toute une série de personnes qui sont liées à ce projet donc pour moi tout va bien sauf que l'Échevine de l'instruction publique parce qu'elle n'a pas été prévenue.

S.T : Ah ouais.

E.R : Alors je dis : « Il y a un dossier qui est passé au collège, vous vous voyez entre échevins, il y a une directrice d'école qui prend l'initiative de me dire oui, je peux imaginer qu'elle a déjà pris les contacts avec l'échevine, moi je suis dans mon département sport, il y a un agenda qui est fait par la cellule communication et qui recense l'ensemble des événements qui pourraient intéresser le collège, j'ai demandé qu'il fallait inviter, on m'a dit non mais malgré tout boum il y a une susceptibilité qui est exacerbée et ça c'est le truc qu'on sait pas maîtriser et pourquoi est-ce que sa susceptibilité ? Parce qu'il y a deux personnes qui ne s'entendent pas entre Échevins et là on ne sait pas agir. Et ça, si on ne s'intéresse pas je veux dire, à ce qui se passe en dehors du bureau, c'est foutu. Donc on fait très bien sauf qu'il manque un élément et on est foutu et on retient ça : « Pourquoi est-ce que tu ne m'as pas prévenu ». Dans mon schéma de travail, tu n'es pas dedans, tu n'es pas dedans. On peut t'informer par euh des tierces personnes, tu es la bienvenue puisque de toute façon ce que le collège fait, bah tous les membres du collège peuvent venir. A qui retombe la faute ? Bah c'est l'agent. Quoiqu'on dise, quoiqu'on fasse, quoi qu'on puisse avoir comme arguments, voilà. Donc ça c'est le genre de truc où on se dit, prochaine fois j'informerai plus ou je ferai plus de moi-même. Ici, j'ai eu le malheur de demander à la cellule communication qu'il fallait inviter bah ils m'ont mis un frein. Prochaine fois, je passerai outre, voilà. Mais parce que c'est dans mon caractère. Je sais que d'autres

collègues sont dans des canevas beaucoup plus étriqués et beaucoup plus dociles, donc il y a une partie de l'individu qui agit dans la façon de travailler, voilà. L'autre chose que j'ai dû aussi maîtriser c'est tout ce qui concerne le budget. Je ne sais pas si vous avez déjà vu une comptabilité communale.

S.T : Oui, oui, oui. Fin j'ai un peu étudié les...

E.R : Donc ça va. Bah ça au départ, on a eu une vingtaine d'allocations à gérer avec des dépenses de fonctionnement ou des subsides bah il faut bidouiller dans la légalité pour que tout le monde puisse avoir les sous, pour qu'on puisse répondre aux demandes, etc. Donc c'est une partie qui selon moi est la plus compliquée pour un nouvel agent.

S.T : Est-ce que vous pouvez un peu expliquer, par exemple aux niveaux des subsides, on ne risque pas d'avoir une politisation de ces subsides-là ?

E.R : Alors, il y a un truc.

S.T : Allez-y.

E.R : Il faut, il faut édicter les règles, ça. Et euh... s'y tenir. Donc ici on a privilégie... on n'est pas riches... on a privilégié la formation et l'encadrement des jeunes. Ça, c'est inattaquable.

S.T : C'est normal. C'est un côté légitime...

E.R : Ah oui, oui. Ce n'est pas une invention ou une création de l'esprit et je suis pas le seul sur terre à proposer la formation et l'encadrement des jeunes. Ca, ça induit toute une série de choses puisque ça peut être aussi une bien la valorisation des... des jeunes pour qu'ils suivent des cours de... d'entraîneur ou d'arbitre avec peut-être aussi tout un état d'esprit autour du fair-play. Il faut savoir aussi qu'une discipline n'est pas l'autre, il y a des disciplines individuelles, il y a des disciplines collectives, c'est déjà très différent. Il y a des sports un peu émergents, il y a des sports traditionnels, il y a des sports qui nécessitent beaucoup d'infrastructures hein. Euh il y a des clubs qui sont propriétaires de leurs installations, il y en a qui ne le sont... qui sont locataires chez les privés. Il y en qui sont locataires dans des structures satellites de la ville, ok. Euh...

S.T : Et au niveau des subsides ?

E.R : Ouais, ouais, je vais y venir. J'essaie de savoir dans quelle ordre... Tout à l'heure, j'ai dit qu'on avait une ASBL qui s'occupait de la piscine, un service des sports et un service des travaux. Le service des sports avait des allocations en dépense de fonctionnement pour acheter des fournitures et des allocations pour des prestations de tiers, donc s'il fallait faire venir un plombier... Donc ce sont des choses distinctes, fournitures, prestations. Au service des travaux, c'est pareil, ils avaient des allocations fournitures et des allocations prestation de tiers. Donc fourniture, on va acheter euh (inaudible) pour le terrain. Prestations de tiers, c'est une entreprise qui va venir euh décompacter le sol parce qu'on n'a pas les outils, ok. Et donc il y avait cette collaboration nécessaire entre deux services pour que bah l'argent puisse être utile à l'autre, pallier peut-être un manque dans une allocation et donc ça fonction en interne très bien ! Il y avait une dotation pour l'ASBL pour gérer la piscine qui était chaque année en déficit donc on lui demandait de dépenser le moins possible mais on couvrait son déficit. Euh j'en parlerai après si vous voulez. Et puis après on a créé une ASBL qui s'appelle la « Maison verviétoise des sports » parce que l'ADEPS et les Ministres qui se sont succédé ont créé les « Centres sportifs

locaux » CSL. Alors c'est intéressant au niveau des CSL, question de salaire tout simplement puisque dans un CSL, il y a 90% de subsides, 60% pour un employé et si le CSL devient intégré, il y a 50% pour un ouvrier au niveau des salaires. Contrepartie, x installations sportives et euh, un programme d'animation grosso modo. Donc on a créé une entité distincte, la chance était que la Maison des sports et le Service des sports ça été un petit peu commun puis on a engagé un Directeur pour rencontrer les demandes du Centre sportif et là l'ASBL piscine a été englobé par le Service des sports, elle a disparu et c'est un Directeur qui a commencé à fonctionner, de manière plus ou moins pas bien.

S.T : (Rires)

E.R : D'accord. D'ailleurs, il a été viré mais il a fallu 12 ans pour le virer.

S.T : Pourquoi est-ce qu'il y avait des dysfonctionnements ?

E.R : Alors. Bah c'était quelqu'un qui a tous les diplômes mais qui ne sait pas gérer, qui n'est pas précis... fin qui n'était pas précis dans la rédaction de documents administratifs ou de cahier des charges, qui n'avait aucune compétence en matière de gestion des personnes, je parle même pas de gestion de personnel, je parle de gestion des personnes et donc son comportement était voilà et puis c'était quelqu'un qui ne savait pas faire les budgets et donc au départ on lui a demandé de revoir sa copie et puis forcément, t'es le Directeur, t'es le Directeur et donc tu dois rendre des comptes et ça n'a jamais bien fonctionné à tel point qu'il y a eu vraiment des gros soucis. Les anciens gestionnaires étaient vraiment affolés de voir la façon... dont le Directeur fonctionnait donc ça posait des problèmes et donc ici, il y a eu un gros souci il y a 2 ans et voilà, on lui a donné son C4 et donc il a été évincé.

S.T : Donc au niveau des centres sportifs locaux...

E.R : Alors, ce n'est pas fini. Alors, le centre sportif local « Maison des sports » a été transféré dans une Régie communale autonome qui s'appelle « Synergis » et donc la Ville a été décidé de transférer tous les sites sportifs dans cette Régie communale autonome et que cette Régie communale autonome allait devenir le Centre sportif local. La Maison des sports est restée en tant qu'ASBL pour d'autres missions, on y reviendrait après si vous voulez. Donc on a un service des sports, une maison des sports et des régies communales autonomes « Synergis », ok. Donc Synergis s'occupe de tous les sites sportifs communaux, la Maison des sports c'est des subsides, c'est une Boîte aux lettres pour distribuer des subsides avec des caractères assez... assez strictes parce qu'on a... on était subventionné par la Province et donc on avait des comptes rendre, donc il y avait une rigueur absolue à avoir là-dessus et le service des sports qui, lui, essaie un petit peu de trouver sa place. Donc en 25 ans, mon travail, il a vraiment fluctué, bougé, il y a des choses dont je m'occupais et dont je m'occupe plus, je suis responsable, pas responsable et donc... ça nécessitait vraiment une gymnastique intellectuelle pour retomber sur ses pattes et trouver des créneaux de travail, voilà. Alors le problème de la régie communale autonome c'est que c'est un opérateur économique qui a été institué de façon à ce que tous les investissements en matière de T.V.A puissent être déduits partiellement, selon des mécanismes qui m'échappent (rires), ok. Donc c'est vraiment une entité vraiment autonome et qui... fonctionne toute seule. C'est-à-dire qu'elle reçoit une dotation de la ville, 1,1 millions et elle estime ne plus devoir rendre des comptes à l'autorité qui la subsidie et ça pose beaucoup de soucis, à la fois pour l'utilisateur des installations, on va dire pour le service des sports et donc on est vraiment dans les cas de figure où il vaudrait mieux avoir un homme politique qui soit à la fois le Président de la Régie, Echevin des sports et Président de l'ASBL la Maison des Sports parce que tout le sport serait régie par une même personne, or c'est le pas le cas. Quand on a eu

Monsieur Ben Achour, on a eu cette période d'un an où il avait les trois casquettes et là on s'est dit : « Ouf, ça va être bien » parce qu'on va pouvoir forcément définir une politique constructive, globale, cohérente et avec l'assentiment de tous et après, on est retombé dans les travers dans lesquels on se trouve aujourd'hui.

S.T : C'est vraiment, c'est vraiment la manière dont une personne au niveau politique intègre la politique sportive qui finalement euh a des conséquences sur la manière dont vous travaillez.

E.R : Ouais, ouais.

S.T : Donc ce sont des injonctions au niv...

E.R : Il y a des impératifs ! C'est clair. Euh une piscine, par exemple, ne sera jamais en boni. Parce qu'il y a l'infrastructure, il y a son âge, elle a été construite dans les années soixante ici. Il y a un taux... il y a une vocation de formation de piscine donc ce n'est pas une piscine ludique, c'est une piscine d'apprentissage. Elle marche très bien, il y a... beaucoup de monde qui vient à la piscine, quand je vois le nombre de coups de téléphone que j'ai reçu ici pour savoir si elle allait ré-ouvrir, c'est la folie hein. Donc euh... Malgré son âge, la qualité de l'eau n'a jamais été reproché, les vestiaires ont connu, après quelques vicissitudes, des aménagements corrects hein et ici, je vais dire, il y a donc toute une, une... une démarche visant à isoler le bâtiment pour un petit peu faire des économies d'énergie mais quoiqu'on fasse, ça coutera des sous. Alors, quand la Ville qui donne de l'argent à la régie communale bah elle ne donne pas assez d'argent et c'est elle, la Ville, combler le déficit. Alors, la régie communale elle fonctionne avec le calcul du... comment ils appellent ça... le prix réel... ce n'est pas comme ça qu'ils disent... le coût vérité !

S.T : Le coût vérité.

E.R : Et alors, ils essaient de dire bah il va falloir que quelqu'un paie une partie alors la ville paie une partie mais le client va aussi payer une partie. Alors quand on est dans un schéma euh privé euh comme, je ne sais pas moi, un Sunpark ou voilà bah forcément je vais dire, c'est l'argent des clients qui fait tourner la boutique, il n'y a pas de subventions hein mais il n'y a pas de mission non plus de service public donc on fait une entrée à, je ne sais moi, 10-15 euros à un Sunpark. Une piscine, je ne sais pas à combien on est, 3 euros maximum. Mais la manière dont une personne va utiliser l'installation, la manière de chauffer l'eau, le bâtiment, le fait d'avoir de l'eau qui coule tout le temps, le fait de mettre les produits pour hein... assainir l'eau et renouveler le cubage, je vais dire, quotidien bah ça c'est le même prix pour tout le monde hein mais les rentrées sont différentes et donc forcément en fin d'exercice, il y a un déficit. Alors quand la régie établit son budget, elle estime que le... le déficit, il va être comblé.

S.T : Comment ?

E.R : Bah en imaginant qu'il y aura, je ne sais pas moi, 200.000 entrées alors que dans la réalité il n'y en a que 150.000, voilà ou parce qu'ils vont faire une extrapolation en augmentant les tarifs clients, ok. Il faut de toute façon quand on présente un budget qu'il soit à l'équilibre on peut pas arriver et dire, voilà mon budget il est à -300.000 parce qu'il sera refusé. Donc ils doivent mentir. Alors comment ils vont faire aux comptes pour essayer de réduire le plus possible le déficit bah par exemple ils ont inscrit 20.000 euros pour refaire les châssis en sachant très bien qu'ils vont pas les faire et que les 20.000 euros vont servir à boucher le trou ou essayer de boucher de trou mais de toute façon ils y arriveront pas. Donc au final, on a toujours un trou

mais vos châssis ils sont pas faits mais ils sont pas faits une année, ils sont pas faits l'année suivante, ils sont pas faits la troisième année et puis finalement un jour, il faut pas les repeindre mais les remplacer les châssis et là CRAC, gros budget. Alors, gros budget ça veut dire dotations extraordinaires de la Ville qui va bah essayer. Donc la régie communale, dans son schéma, appauvrie le patrimoine immobilier qu'on lui a confié, ok. Ça c'est le premier aspect. Deuxième aspect c'est qu'en prenant son autonomie, elle prend des initiatives sans forcément se concerter avec une réflexion plus globale. On vient ici d'obtenir un subside pour un aménagement au panorama avec cafétéria et vestiaires, c'était nécessaire parce ce qui existe n'est plus du tout... utile, pratique, enfin bref ça été conçu avec... en ajoutant... comme des légo. On a ajouté, ajouté puis ça ne ressemblait plus rien. Mais ils n'ont pas envisagé la notion de rentabilité. Si ! Ils l'ont envisagé parce qu'ils se disent qu'il y a des clients qui vont rembourser notre emprunt et les intérêts, ok, je reviendrai après pour dire que c'est une ineptie. Mais ils n'ont pas réfléchi à la rentabilité du bâtiment sur 12 mois. Quand le foot s'arrête mi-mai et qu'il reprend... pour le foot c'est peut-être début août, bah vous avez deux mois et demi où les locaux sont vides. On est en train... on est rentré dans une période où l'accueil extrascolaire organise des plaines pour les enfants qui ne partent pas en vacances ou les enfants défavorisés. On a un site avec deux terrains synthétiques, on a une proximité, je vais dire, d'espaces verts, même une école, je vais dire, l'Athénée Verdi et donc ces locaux vont rester vides pendant l'été alors qu'on pourrait très bien proposer des animations sportives ou ludiques pour les enfants. On a un synthétique donc 10 minutes après la fin de la pluie on peut aller jouer dessus, c'est pas comme un terrain herbeux. On peut aller jouer dessus, il va s'user et s'il fait trop mauvais, on réparti les enfants à l'intérieur. Et s'il pleut, on réparti les enfants à l'intérieur et si on a une cafétéria grande comme celle-ci pour 150 enfants bah elle sert à rien. Donc cette notion de rentabilité, ils l'ont perçue sous un certain angle mais ils ne l'ont pas ouvert euh sous 360° et surtout ils ont travaillé tout seul. Donc on a un projet qui est très beau mais est-ce qu'il est vraiment rentable ? Donc c'est un tout nouveau bâtiment donc au niveau énergétique ça ira euh... mais... l'autre aspect des choses, c'est que euh le... le... la façon, je vais dire, dont la... régie, je vais dire, gère son argent est très compliqué euh... quand vous allez dans un musée, vous payez 5 euros. Cet argent-là correspond à une fraction des frais de fonctionnement mais c'est pas lié à l'amortissement des bâtiments, c'est pas lié à l'achat des collections, c'est bah les frais d'entretien, frais de personnels, etc. Mais il y a une dotation, je vais dire, publique là-dessus et puis après forcément il y a un déficit donc on a intérêt à réduire encore. Bah la régie communale autonome, elle estime que quand on construit un nouveau bâtiment, l'amortissement sera pris en charge par le client comme une entreprise privée.

S.T : Sauf que les clients, c'est le citoyen, etc.

E.R : Voilà ! Donc on va pas demander, pour aller à la piscine, 25 euros.

S.T : Non, c'est clair.

E.R : Voilà, on va demander 3 euros. Mais ça veut dire qu'ils augmentent les tarifs et les clubs, je vais dire, qui sont un peu prisonniers puisqu'ils n'ont que ce local pour développer leur activité n'ont pas assez de sous et donc qu'est-ce que la régie dit ? Nous on augmente nos tarifs, le club ne sait pas les payer, la Ville n'a qu'intervenir pour aider les clubs à payer le tarif. Donc, la Ville donne des sous à la régie, la Ville donne des sous aux clubs pour payer la régie.

S.T : Pff.

E.R : Vous comprenez ? Alors je dis, pourquoi est-ce qu'on ne donne pas directement plus d'argent ? Ah non parce qu'il faut beaucoup de clients. Beaucoup de clients, beaucoup de T.V.A.

S.T : D'accord. C'est un peu pernicieux comme raisonnement.

E.R : Voilà ! Ils ont acheté un logiciel de gestion. Jusqu'alors, quand on devait calculer les tarifs des droits d'accès, les 100 premières heures, c'était euh un tarif, je sais pas, disons 15 euros et puis il y avait un caractère régressif de la 101<sup>e</sup> heure à la 200<sup>e</sup> et puis encore un autre tarif régressif de la 201<sup>e</sup> à la 300<sup>e</sup>, il n'y avait pas 1000 clubs qui étaient concernés. Donc il y avait un tarif intéressant. Ici, avec le nouveau logiciel, tarif unique, quel que soit le nombre d'heures et on dit... les clubs vont devoir banquer donc il va falloir que la Ville intervienne plus. Bah je dis pas nécessairement. Si vous faites une ligne club entraînements à 5 euros et que vous faites là une deuxième ligne club pour les matches, vous avez, entre guillemets, deux clients donc vous pratiquez deux tarifs puisque vous pratiquez un tarif par client mais le client si on subdivise son activité en activité match ou entraînement, on peut imaginer la logique, vous pouvez créer... Et là, non... On va euh appliquer le tarif unique et donc les clubs bah vont se retrouver prisonniers. Donc c'est la régie qui en étant... c'est un petit peu le père qui donne l'argent à son gamin mais c'est le gamin qui va dire : « Non, non, pas 25 euros, il m'en faut 50 et je les dépense comme je veux et si je dépense, si j'ai pas assez, tu me rendras la différence ». Donc le parent qui donne les sous, il n'a plus rien dire. Infrasports, par contre, c'est une entité... de la région wallonne, donne un subside, c'est à SES conditions. C'est 75% de subsides, c'est 85 selon les cas ou 60, c'est à SES conditions, c'est elle qui donne le pognon, on lui obéit. Si elle veut un document, un permis d'urbanisme ou des critères revus bah on obéit. La régie communale pas. Elle, elle reçoit l'argent de tous les mondes, elle se considère comme autonome quand elle a l'argent et elle ne rend de compte à personne, voilà.

S.T : D'accord.

E.R : Ça ne va pas. Ça ne va pas.

S.T : Il faut mieux coordonner les services entre eux et en tout cas, avoir une direction commune entre ces trois services là pour pouvoir...

E.R : Donc nous on est tout à fait conscients de la réalité, de la nécessité de... bah de respecter les règles de la T.V.A parce que là de nouveau, c'est si vous voulez déduire la T.V.A, il faudra respecter les règles aussi donc je peux comprendre tout ça mais un moment donné, il y a quand même du pognon donc si c'est pour faire des carrousels, c'est jamais propre et il y a d'autres choses qui ne sont pas propres mais ça c'est peut-être pas... le moment d'en parler. Donc voilà, je vais dire, c'est donc une très longue introduction. Mon travail a évolué au niveau administratif, mon travail a évolué au niveau des techniques, mon travail a évolué de la communication et mon travail a notamment... évolue au niveau de l'effectif.

S.T : D'accord. Bah écoutez, moi je... parce que j'ai peur qu'on n'ait pas le temps après.

E.R : Ah oui oui, d'accord.

S.T : J'aimerais bien... fin moi j'ai tout le temps... j'ai tout le temps qui faut... En fait, c'est au niveau... moi je travaille au niveau des courses cyclistes. Donc j'ai pu voir à la télé mais

également dans la presse que vous avez accueilli notamment l'année passée Tour de Wallonie ou l'année avant.

E.R : Juillet 2019, oui.

S.T : Et vous avez accueilli également le Tour de France, un départ, il y a quelques années, en 2017, c'est ça. Je vais dire, finalement, comment ça s'est présenté à vous. Finalement, est-ce que ça été une opportunité d'accueillir ou est-ce que vous avez mis la pression pour accueillir une course comme ça ? Et comment ça s'est fait ?

E.R : Au niveau du Tour de France, ce n'est pas compliqué. Le directeur d'A.S.O s'entend très bien avec les autorités provinciales à partir du moment où les autorités provinciales mettent des sous. Une Province ne peut pas tout le temps favoriser une commune ou une autre donc il y a une tournante. Le Tour de France est arrivé à Spa en...

S.T : 2010.

E.R : Voilà. Bah Verviers était la suivante, voilà. Donc c'est pour ça euh obtenu le départ. Les négociations ont porté sur l'arrivée ou le départ... Donc c'est la Province qui a payé l'essentiel, donc elle a fait cadeau à la ville de cette organisation pour valoriser son image. Après, forcément, toute l'administration se met à garde à vous d'A.S.O pour répondre au cahier des charges et, bah tout ce... chacun espère c'est que le jour J ça se passe bien, et ça se passe bien. Entre le moment où on vous annonce que vous allez avoir le départ du Tour de France et le jour où ça a lieu, il y a deux ans qui se passe ou un an et demi et ça été, pour moi, le... une très mauvaise expérience.

S.T : C'est-à-dire ? Vous pouvez développer ?

E.R : Ah oui. Bah en fait, on a rien fait.

S.T : Ah.

E.R : On a distribué les sandwiches.

S.T : Oufi, ouais. C'est A.S.O qui organisait tout ?

E.R : Du tout. En fait... il y avait une cellule stratégique qui s'articulait autour du Directeur général et qui avait deux... deux... acolytes. A l'administration, on les appelait couille gauche et couille droite.

S.T : (rires).

E.R : Ok, voilà. Et donc ce sont des gens qui se sont sentis investis d'une mission et qui ont... imaginé, je vais dire, qu'en étant simplement là, ça allait bien se passer. Donc on avait le cahier des charges et jamais on a fait une réunion technique, jamais. Une réunion technique, c'était pas compliqué. On a un cahier des charges, on le traduit en fichier Excel avec une colonne : ce qui est à faire et la colonne suivante : qui le fait. Donc qui fait quoi. C'est tout. Une fois qu'on traduit ça, enfin c'est comme ça que j'ai fait pour le Tour de Wallonie. Une fois qu'on a fait ça bah on vérifie si on a rien oublié, on le fait valider peut-être par A.S.O mais on lui montre une manière de travailler et puis bah A.S.O participe... aurait du participer aux réunions, là on n'a

jamais eu de réunion. L'Échevin... Notre Échevin des sports a essayé... il n'a même pas été inviter à Paris de toute façon donc.... Voilà. Donc c'est... un Bourgmestre et le Directeur général qui se sont rendus là-bas mais l'Échevin des sports, pff, pas du tout. Donc problème, deux partis différents, voilà. Donc en fait, je dis, mon travail a consisté... Ah non, je mens, j'ai dû mettre aussi quelques panneaux sur la route mais j'ai distribué les sandwiches, donc voilà. Les services techniques, eux, bah avaient plus de pression puisque... euh c'est le personnel ouvrier qui devait nettoyer les voiries, qui devait boucher les trous, qui devait placer les barrières NADAR. Ces gens-là en fait, du service technique, sont allés à Liège voir les gens qui organisaient Liège-Bastogne-Liège pour avoir une information de savoir comment est-ce qu'on fait pour euh...

S.T : Il n'y avait pas du tout de... Il n'y avait pas du tout de...

E.R : De coordination, de concentration, de... de... de centralisation, rien. Donc ça a été un succès parce que, à titre individuel, les ouvriers ont voulu faire le maximum. L'Échevin des travaux c'était Monsieur Aydin à ce moment-là et il était avec ses hommes hein donc il leur a dit « faites le maximum » donc à 4h du matin fin bref. Ça été parfait au niveau du travail mais on peut vraiment dire ce sont les petites fourmis qui ont travaillé instinctivement, la tête... plastronnée. Et entre les deux bah... on a distribué les sandwiches donc euh, donc pour moi c'est... c'est... Je suis très content pour Verviers parce que c'était une belle image, les gens sont venus, ça s'est bien passé, je veux dire, voilà. Maintenant une arriv... un départ, c'est tranquillos. C'est tranquille, je veux dire, il y a tout ce qui se passe avant la course dans une zone où personne n'a accès. On signe, on filme, etc. Et puis, le... le peloton s'élançe groupé et le départ officiel se fait 2-3 kilomètres plus loin. C'est parce qu'il faut gérer le... public donc c'est un problème de police hein et le reste c'est des barrières. Il faut de l'eau, de l'électricité donc en fait on... on... on fait le squelette et A.S.O vient mettre l'habillage dessus. Donc c'est relativement simple à partir du moment où on a suffisamment de monde et de matériel, ceux qui vont placer le matériel ont réfléchi au temps qu'il fallait mettre. Donc grosso modo A.S.O, de toute façon, c'est une grosse machine hein. Je pense que si on était en pleine campagne, ce serait plus facile pour eux.

S.T : Ouais.

E.R : Prairies, barrières, groupe électrogène, eau et tout le reste c'est bon quoi, voilà. Donc, voilà. Par contre, le Tour de Wallonie, alors, on a un Monsieur qui s'appelle Christian Gilon qui organise, entre autres, le Tour de la Province de Liège qui est un Monsieur qui est... qui est à, je ne sais pas combien d'évènements il a fait dans sa vie ce Monsieur-là, des dizaines. Il a été aussi dans le tennis de table, responsable de la fédération donc il a vraiment touché à tous les sports. Il s'est intéressé au football aussi et donc il a, par ses contacts, réussi intéresser les organisateurs du... du... Tour de Wallonie, comme pour d'autres épreuves, a envoyé un courrier à la ville pour demander si la ville était intéressée d'accueillir... c'était une arrivée je pense. Précédemment, on a eu une étape du Tour de Belgique, on a eu le Ster Elektrotoer, on a eu l'Eneco Tour donc tout ça ce sont des manifestations qu'on a organisées chez nous. La seule chose qu'il fallait et ça c'est grâce au... bon fonctionnement, je vais dire, de quelqu'un qui comprend l'administration. Si vous faites une demande à la Ville pour qu'elle accueille une course cycliste, il faut le faire suffisamment tôt de façon à pouvoir avoir l'inscription budgétaire. Nous avec la Maison des sports, on peut encore un petit peu chipoter dans la mesure où la Maison peut avancer des sous et la Ville remboursera quand elle aura fait valider son inscription budgétaire donc l'ASBL Maison des sports c'est un bon outil par rapport à la rigidité de l'Administration. Si vous voulez qu'un franc sorte, un euro sorte de l'administration, il faut

qu'il soit prévu. Donc si la demande vient quand le budget est validé bah il y a des (inaudible, MB ?) mais voilà c'est trop tard et parfois c'est des sommes, c'est quand même 10-15.000 euros selon l'importance du truc et donc bah là on reçoit un cahier des charges de l'organisateur, dans ma façon de travailler c'est un Excel qui décortique tout et euh on passe en revue, d'abord en interne, la répartition du travail, on se pose toutes les questions qu'on veut puis après on rencontre les organisateurs pour dire « bah voilà, voilà ce... comment on a traduit votre cahier des charges euh voilà comment on va le répartir, discutons ». Voilà. Ça c'est la méthode, pour moi, la plus simple. Évidemment, ça ne se passe comme ça, ça ne se passe plus comme ça parce que maintenant nous avons un bureau qui s'appelle \* et donc ils veulent prendre la main sur toute une série d'évènements donc tout ce qui est public, tout ce qui est manifestation à caractère public. Vous avez un truc de 25 pages à remplir avant tout autre considération. Point 21, on vous demandera la météo qu'il fera. Mais c'est un truc officiel du Ministère de l'intérieur au départ mais vous devez rentrer ce document 12 semaines à l'avance minimum donc pour une course cycliste, 12 semaines, c'est beaucoup trop peu donc on en est déjà... Et alors la difficulté c'est que comme ils veulent avoir le monopole de la gestion on nous interdit de rencontrer les organisateurs donc au lieu de faire une réunion avec les organisateurs qui soit pratique et technique, bah on en fait deux. Une pour les rencontrer, voir un peu ce qui veulent euh et découvrir ce qu'ils veulent et puis avec toutes les personnes concernées où on pose plein de questions puis on en fait une pour vérifier que bah tout est bon quoi. Donc ça, moi... les TEC, par exemple, sont impactés quand vous faites une course cycliste puisqu'il y a des voiries qui sont inaccessibles et donc Monsieur Lemmens qui est au TEC, qui est très coopérant nous dit : « Plus tôt vous savez nous envoyer le parcours, plus vite je sais trouver une solution ». Si on l'invite à la première réunion et qu'il découvre le parcours, sa présence est inutile. Il sait pas... il a pas eu le temps de travailler donc il dit : « Je sais pas vous dire si c'est possible ou pas ». Voilà. Parce qu'on peut encore imaginer... on fait un itinéraire par rapport à des... je ne sais pas moi, une difficulté que les bus auraient par exemple, voilà. La course passe par un carrefour où tous les bus passent à une heure où c'est catastrophique, il faut pas passer par là bah s'il le sait à l'avance, on peut peut-être changer le parcours. C'était ce qui s'est fait pour une étape du Tour de Liège, je pense, parce que la personne vient d'abord avec une idée, rencontre toutes les personnes concernées et puis, valide. Identique... de façon identique, vous avez les chantiers donc un policier qui fait la liaison avec les services communaux pour bien maîtriser l'impact des projets de chantier de voirie. Cette personne-là doit venir aux réunions et dire « STOP ! » on ne sait pas passer par là parce qu'il y a des travaux si on fait ça à la réunion où tout le monde est présent bah on ne sait pas avancer parce on va devoir se revoir pour valider l'itinéraire modifié donc voilà et on ne peut pas, je ne sais pas pourquoi ils ont pris cette idée, on ne peut plus prendre l'initiative de rencontres préalables. Donc si c'est comme ça, c'est comme ça mais ça fait perdre du temps à tout le monde.

S.T : Donc en fait, on retrouve les mêmes problèmes de coordination qu'on retrouve avec la Régie ?

E.R : Exactement. Alors, il faut savoir qu'à la Ville on nous demande de suivre un PST, on élabore un Programme stratégique transversal. Quand j'ai commencé à travailler, il n'y avait pas de PST, on fonctionnait en transversalité, on s'échangeait les services, on s'organisait, on s'arrangeait. L'Échevin, il avait un job, il venait signer de temps en temps pour son mandat. Maintenant, ils sont là tous les jours, ils nous cassent les pieds.

S.T : Qui ça ? Les Échevins ?

E.R : Bah oui ! ça... Un Échevin quand il arrive, il ne sait rien. Il devient membre du Collège, il doit tout savoir : en matière d'urbanisme, en matière de travaux euh...

S.T : Finances.

E.R : Finances, en matière de euh sociaux puisqu'on présente tous les dossiers et ils doivent euh bah d'abord écouter l'Échevin qui va présenter le point mais ils doivent euh valider en toute connaissance de cause donc il faut que le dossier soit bien fait, il faut que l'Échevin en parle et donc il faut que les autres Échevins s'y intéressent mais du coup c'est une décision collégiale donc ça veut dire que du jour au lendemain, ils deviennent omniscients. Moi je ne saurais pas le faire, vous peut-être, je n'en sais rien mais c'est compliqué, ok. Donc ça veut dire que ces Échevins devraient d'abord se reposer sur l'administration... Leur influence est opportune parce qu'il vienne avec des nouvelles idées. Le fait d'avoir, entre guillemets, du sang frais tous les 6 ans, fin ils ne sont pas tous nouveaux entre tous les 6 ans mais ça apporte de la nouveauté. Monsieur Lukoki, il a 26 ans, il n'a pas fini ses études, il avait pas encore son permis quand il est devenu Echevin, maintenant il l'a euh bah...

S.T : C'est une autre façon de voir les choses.

E.R : Voilà. Il connaît des gens, il a une sensibilité, il a une personnalité tout simplement et donc le but de jeu de l'employé c'est de s'adapter à l'Echevin mais il faut d'abord que l'Echevin lui dise ce qu'il veut. Donc voilà, mon Echevin il veut une politique sportive. Je dis ok.

S.T : Et c'est laquelle, c'est quoi d'ailleurs ?

E.R : Alors moi je lui ai posé la question, moi. C'est quoi ? C'est les jeunes ? C'est les vieux ? C'est les PMR ? C'est les femmes ? C'est le socio-sportif ? C'est le sport à l'école ? C'est la formation, l'encadrement des jeunes ? C'est la compétition ? C'est l'élitisme ? C'est le sport pour tous ? C'est euh des infrastructures ? Bah je pense, 10-12 thèmes comme ça. Bah, entre guillemets, c'est tout mais je dis tout, ça on ne saurait pas le faire.

S.T : C'est impossible. Il faut prioriser.

E.R : Je dis un ou deux, il faut prioriser mais il faut aussi mettre les choses dans l'ordre. Si on pas une infrastructure sportive de qualité, rentable, euh dont tout on maîtrise les couts d'exploitation bah on va dépenser du pognon bêtement et le pognon qu'on dépense là on ne sait pas l'avoir ailleurs. Le stade de Bielmont, pour diverses raisons, c'est 100.000 euros de frais par an. Il y a un club d'athlétisme qui s'y entraîne et qui rapporte... 5-6000 euros, T.V.A à 6% comprise et il y a un club de football qui joue là-bas, c'est l'équipe première donc ça veut dire 14 matchs et... je crois qu'il y a deux équipes de jeunes mais il y a que deux matchs par semaine donc vous avez.... 14, 28, 42 matchs sur l'année dont deux de jeunes qui n'abiment pas le terrain, ok. 42 matchs et ça coute 100.000 euros. Alors moi je leur dis : « mettez un synthétique hein, ça va vous couter 300.000 euros parce qu'il y a un drainage qui est très bon donc il faut d'abord s'assurer si le drainage pour un terrain herbeux est valable pour un terrain synthétique, je n'en sais rien. En tout cas il y a un geo-plexi à mettre puis on met le... le tapis synthétique, après il y a l'entretien hein. Un terrain drainé, en été, il faut l'arroser tout le temps sinon l'herbe brule. Un terrain qui n'est pas drainé, vous l'inondez une bonne fois, pour 5 jours c'est bon. Là, un terrain drainé, vous ouvrez les robinets, elle sort des robinets, elle traverse, elle percole puis elle s'en va dans l'égout. Il n'y a même pas de réservoir pour récupérer cette eau-là. On pourrait imaginer que, à côté, ou plus bas, j'en sais rien moi, il y ait un gros réservoir et que voilà. Ça va couter très cher mais c'est un circuit fermé, on remet un peu de l'eau parce qu'il y a

l'évaporation etc. mais ça été réfléchi et comme on connaît des étés de plus en plus sec, je veux dire, ça tourne. Si on a deux terrains herbeux, ça plombe les finances. Cet argent-là qui part dans les égouts, on ne sait pas le mettre dans la formation. Et donc je leur dis, faites un terrain synthétique. Ça vous coûte un investissement de 200-300.000 peut être 500.000 euros mais il y a des subsides... mais après vous amortissez forcément mais après x années votre terrain il est amorti et il vous coûte rien pendant l'année et cet argent-là vous pouvez le mettre ailleurs pour la formation mais là on paie de l'argent qui va à l'eau.

S.T : Mais est-ce que le problème finalement, ce n'est pas que les temporalités euh au niveau administratif ne sont pas les mêmes que les temporalités électorales ? Je veux dire.

E.R : Les Échevins, ils veulent toujours du neuf.

S.T : Forcément.

E.R : Ils n'inscrivent jamais des sous pour l'entretien. Donc vous avez une nouvelle plaine de jeux et pendant des années, il n'y avait pas un ballon pour réparer donc si la corde de la balançoire casse, on enlève la balançoire. On garde la structure portante mais il n'y a plus de balançoire et il faut attendre un an parce qu'on va inscrire le budget au mois d'octobre et il faudra attendre le mois de mars de l'année suivante pour que l'argent se libère avec une validation par la tutelle et le temps de faire la commande et le marché bah vous avez la balançoire au mois de mai, c'est-à-dire un an après que vous l'ayez décroché. Ici, l'agent technique a réussi à avoir une enveloppe de 100.000 euros, je pense, ce qui lui permet d'être plus réactif. Si vous avez un toit qui perce, budget extraordinaire, pas sûr de passer parce qu'il y a 50 projets donc celui-là il n'est pas essentiel bah il continuera à pleuvoir et puis un jour il faut remplacer toute la toiture parce qu'elle est pourrie et qu'on a attendu 10-15 ans pour le remplacer. Donc on a toujours des sous pour le neuf, on n'a jamais des sous pour l'entretien.

S.T : D'accord.

E.R : Voilà.

S.T : Donc finalement... au niveau de la priorisation dans la stratégie sportive, qu'est-ce que vous avez fait et alors moi, j'aurais une deuxième question, c'est comment est-ce que finalement un événement sportif majeur, que ce soit une course cycliste ou autre chose s'inscrit dans cette politique sportive ou est-ce que c'est quelque chose à part ?

E.R : La priorisation... euh, comme j'ai dit, le sport ça... ça couvre un domaine très vaste. Donc, c'est l'autorité qui doit décider euh... quelle importance elle va lui octroyer. Euh c'est aussi cette capacité à mettre des moyens en commun. Moi j'ai fait beaucoup d'activités avec le service prévention pour que des gamins puissent faire du panard, des trois contre trois au basket euh... des tournois de mini-foot, etc. Ou je rachète du matériel, j'ai acheté du matériel pour les écoles au niveau sportif. Il y a un terrain d'Hodimont, près de l'école du nord, bah j'ai acheté du matériel qui convient aux deux et personne ne me le demande. C'est moi qui à un moment donné me dit on va faire quelque chose, il reste un petit peu de sous fin d'année, voilà. Mon armoire là est remplie de ballons, j'avais une allocation qui n'avait pas été utilisée, j'ai acheté toute une série de ballons, ping-pong, tennis, etc. Et donc bah ça, entre guillemets, c'est... les clubs sollicitent parce que je leur dis d'envoyer un mail à l'Échevin, invitez-le et il viendra offrir le ballon du match ou deux ou trois.

S.T : Mhmm. Et ça fait bien et voilà.

E.R : Mais l'Échevin, il ne sait même pas que j'ai des ballons donc je l'ai fait un petit peu tout seul parce que je me suis dit cet argent là je vais le perdre. Donc priorisation c'est euh une définition qui doit être faite dans la Déclaration de politique générale puis il faut s'y tenir et pour s'y tenir il faut inscrire des sous. Allez, je vous en raconte une. On aimerait bien avoir un Centre sportif, un truc qui va remplacer le Hall de Gerardchamps et qui devrait permettre de relancer le sport mais vraiment il faut une infrastructure. Donc on nous a demandé de définir le Centre sportif qui serait nécessaire après analyse des besoins. Donc moi je voulais avoir une société qui fasse cet audit, voilà c'est 45.000 euros et euh elle a été désignée fin elle a été proposée à la désignation sauf qu'au dernier moment : « STOP, STOP, STOP ! On va plus faire ça, on va désigner un auteur de projet » qui aura comme mission de faire un état des lieux des besoins, voilà. Je passe beaucoup de considérations personnelles parce que ça ne concerne pas...

S.T : Ça ne regarde pas...

E.R : Bah ça devrait se savoir mais ça ne se sait pas, donc tant pis. Et on a un auteur de projets qui a été désigné par un centre sportif. On nous avait demandé quel était l'endroit idéal pour implanter un centre sportif alors il y avait deux sites potentiels et euh... avec... une grosse faveur pour un des deux, forcément l'autorité a choisi l'autre.

S.T : (Rires).

E.R : Mais c'est vrai, savez-vous.

S.T : Mais alors ce n'était pas que des conditions rationnelles, il y avait aussi...

E.R : Il y avait le fait que la SPI, au départ, voulait bien nous céder les terrains mais il fallait que la Ville euh démolisse l'atelier qui se trouvait en bordure du site et la Ville a dit : « Bah non ça devait être inscrit dans votre projet de démolition, nous on va pas en plus mettre les sous au budget pour démolir un bâtiment qui aurait du être assaini par vos soins ». Donc la SPI : « Ok, ça va, on va faire des logements ». Voilà, donc ça n'a rien à voir avec des considérations personnelles, tout était intéressant. Alors, c'est pas grave, on a trouvé un site pas loin Rue Victor Besme euh bah Boulevard de Gerardchamps.

S.T : Moi je suis pas d'ici donc je ne connais pas.

E.R : Ah ! Le long de l'autoroute !

S.T : Ah d'accord.

E.R : Vous avez la longue descente qui vient d'Heusy, un virage affreux bah dans le virage, à l'intérieur, vous avez un bâtiment en ruines, à moitié démoli et c'est là qu'on devait le faire. Alors on ne l'avait pas choisi parce qu'il était un peu trop petit au niveau de la surface disponible, le bâtiment... il y avait des éléments de construction à démolir, que de l'autre côté tout était assaini et le terrain... le sol était à assainir aussi, c'est une ancienne friche industrielle, ok. Donc, on a désigné l'auteur de projet qui nous a remis un projet... un plan d'architecte et son sous-traitant nous avait déjà fait le calcul de rentabilité et de cout des locaux donc je sais que la salle machin chose, elle allait 20 ou 25 euros de l'heure mais on était pas propriétaires

du terrain. Alors, je dis, vous allez quand même pas nous demander de valider des couts locatifs d'une salle de sport alors qu'on n'est pas propriétaire du terrain, il faut d'abord acheter le terrain. Vous avez engagé un architecte qui a tout prévu... alors finalement, la société qui était la propriétaire a fait failli et le projet bah il est abandonné là. Pendant 6 ans à travailler pour rien, d'accord ? 6 ans pour rien. Alors dans le cahier des charges, rentabilité donc attribuer aux salles une polyvalence. Quand il n'y a pas d'activités sportives on doit pouvoir faire autre chose. Il y avait un plateau de 50 sur 50, 2500 mètres carré. Je veux dire une ville comme celle-ci il y a moyen de trouver des événements ou des manifestations ou des expositions pour remplir pendant trois mois une surface... Mais il faut évidemment que le sol soit adapté, il faut que l'éclairage le soit aussi, il faut que l'acoustique soit bonne, il faut peut-être certaines techniques audio-visuelles pour je ne sais pas, on a pas de salle à Verviers, à part le théâtre qui est fermé mais on a pas de salle, c'est le Spirit, 200 places mais c'est tout. L'espace Jusberg, 200-220 places aussi. Donc Verviers, 50.000 habitants mais pas de salle. Donc on ne sait rien accueillir ! On veut faire un congrès, on veut faire un événement... on veut faire une réception pour le personnel on doit aller à l'Hôtel Verviers, ça coûte une blinde à louer parce que forcément... ça coûte très cher, on n'est pas chez nous, on doit chaque fois louer, bref. Donc en disant un centre sportif bah pendant trois mois on pourra en faire un petit peu autre chose que du sport. La rentabilité c'était aussi une fonction qui pouvait rapporter des sous en se disant que des particuliers, par exemple, pourraient faire du paddle, payer cher et avec un système de location à distance bah on met même pas de personnel. Bref. Puis tout ce temps on a mis de côté, des économies d'énergie auraient pu être faites et on nous propose de chauffer les trucs au gaz mais je dis que c'est peut-être pas la meilleure source d'énergie... Il y a des pompes à chaleur non pas...

S.T : Des pompes au sol là.

E.R : Des pompes au sol puis photovoltaïque tout ce qu'on veut même le recyclage fin bref mais l'auteur de projet... donc l'auteur de projet qui... pour diverses raisons... qui fait qu'à sa tête et donc euh on a la chance d'avoir une cellule projet qui travaille aussi sur ce projet sportif et qui n'a pas validé cette idée donc on travaillé à l'envers et donc on a dépensé beaucoup de temps, beaucoup de d'énergie, on a déjà payé une partie des frais d'honoraire mais on a toujours rien, vous voyez ? Donc quand je vous dis qu'un Échevin devient membre du collège qu'il doit décider de toute une politique, il faut bien qu'un moment donné... Ou bien ils savent ou bien ils se reposent sur des gens qui savent et l'idéal c'est de travailler avec les deux mais un moment donné il faut former une équipe, il faut être cohérent, il faut avancer... il ne faut qu'il y ait des intérêts particuliers, il ne faut pas qu'il y ait des copinages, il ne faut pas privilégier tel choix parce qu'on pas envisagé tel cas de figure, c'est comme ça qu'on perd beaucoup de sous. On a démolit le bâtiment là-bas en dessous, on avait les subsides pour le rénover. Maintenant qu'il est démolit, on n'a pas de subsides pour le construire.

S.T : Ce n'est pas toujours de la bonne gouvernance alors.

E.R : Bah non. Le problème c'est que quand je dis ça, on me dit : « Bah vas y, fais le ». Mais je n'ai pas d'ambitions politiques, je n'ai pas... Mais je suis né... Je suis Verviétoise depuis que je suis né, je vois, je m'intéresse à beaucoup de choses... l'architecture, l'art, le sport fin... et je visite beaucoup donc je vois aussi ce qui se passe à l'extérieur donc quand quelqu'un me parle d'un projet sportif je dis : « Ouais, j'ai déjà vu ». Skate-park, un truc de rollers fin moi je suis allé à Milan voir des skate-parks pour voir comment on les faisait et ici on n'en a pas mais on en a trois en gestation mais on aura UNE subvention et il faut travailler les jeunes, il faut voir peut-être quelque chose qui sera évolutif, il faudra aller chercher les subventions.

S.T : Et comment ça se fait qu'il y ait trois projets ? Il y a trois... ?

E.R : Ah parce que quand l'Échevin est arrivé il a dit : « Je veux un skate-park ! » et il n'a pas demandé s'il y avait déjà un projet de skate-park.

S.T : Mais qui propose ces projets-là ? Fin qui les fait ? Parce que si l'Échevin en fait un, il y en a quand même trois autres à côté ?

E.R : Alors, il y en a un qui est dans le projet du centre sportif et donc je lui ai dit : « Vas voir le projet du centre sportif parce que tu verras qu'il y a un projet de skate-park » et alors il me dit : « oui mais il ne sera pas là avant dix ans ». Je dis : « Oui mais on peut très bien imaginer, si on le site pour le centre sportif, on peut commencer par le skate-park ».

S.T : Par le skate-park puis faire le hall omnisports.

E.R : Voilà, tant que c'est conçu de façon homogène avec des opportunités d'évolution parce que voilà dans 10 ans il y a peut-être des choses qui vont changer mais voilà un skate-park ça nécessite quoi une dalle, une couverture parce qu'il ne fait quand même pas très beau et une certaine hauteur suffisante pour que les gars aient... puissent aller sur half-pipe sans heurter... c'est tout, vous n'avez besoin de rien de spécial, c'est pas... alors si vous voulez un point d'eau, vous mettez un point d'eau... si vous voulez des WC, vous mettez des WC chimiques etc. Mais voilà. Donc il y a vraiment un problème de management, de... de... d'organisation, de projection à long terme... Je vous ai dit que la RCA fonctionne toute seule, elle fait ses projets, la Ville ne sait pas ce qu'elle fait. La Ville, les Échevins ont découvert qu'il y avait ces vestiaires et ces cafétérias parce qu'on octroyait des subsides mais ils ne le savaient pas. Pourtant c'est la Ville qui va permettre à la RCA de faire l'emprunt bancaire. Donc quand on veut définir... moi je l'ai fait... je vous le donnerai si vous le voulez... la politique sportive que l'Échevin m'a demandé... sur laquelle l'Échevin m'a demandé de plancher bah à la fin quand on lit, on se dit : « Ouais ok ». On peut tout faire mais il va falloir décider et l'ordre. Je vous parlais d'infrastructures après il y a du personnel. On a externalisé l'entretien des locaux bah avec le covid on a pas rouvert parce qu'on pas réengager du personnel extérieur donc Laurenty en l'occurrence. On ne saurait pas rouvrir parce qu'on pas de personnel pour entretenir. Euh... voilà et donc par contre, ce qui est très intéressant c'est que les gens puissent faire du sport donc nous on est favorable à ce que les gens reprennent la pratique sportive parce que le CNS l'a suggéré, l'a approuvé, qu'il y a un arrêté ministériel mais nous, au niveau local, on a pas de personnel d'entretien donc on n'ouvre pas et les gens téléphonent au service des sports : « Oh pourquoi vous n'ouvrez pas ? » Bah je n'y peux rien là-dessus. Ce n'est pas mon domaine, je partage votre opinion et c'est bien dommage. Je suis trésorier d'un club de rugby, on a fait une petite capsule avec VEDIA où on expliquait qu'on reprenait les entraînements avec la distanciation, etc. On a pris nos précautions et j'ai dit à mon collègue : « Anticipe ! Anticipe ! Parce que quand vous allez vous réunir avec le bureau exécutif, vous allez vous réunir après que le CNS ait pris ses dispositions donc vous vous réunissiez une semaine après mais les mesures que vous allez prendre, elles ne vont pas s'exercer le lendemain mais une semaine après donc vous avez 15 jours de retard et après 15 jours les mesures bah elles s'élargissent donc ce que vous allez décider là, ce ne sera plus opérationnel... et donc vous êtes toujours en retard ». Donc finalement, on n'a jamais réouvert les sites sportifs. Mais ça c'est pas gestion service des sports, c'est gestion réseau communal.

S.T : C'est encore un problème avec...

E.R : Tous les espaces multisports qui ont été réalisés à Verviers, c'est au départ de ce bureau ci. Le dernier c'était en Prés-Javais, on a reçu un don d'un... d'un joueur de foot, là Monsieur Mpoku, il a donné 25.000 euros et on a une plaine de jeu avec un espace multisport 40/20, d'habitude c'est 24/12 et là c'est 40/20. On a pu le faire grâce au mécène. Bah on va inscrire la somme en dépense au budget initial et donc il y avait 85% de subsides donc imaginons que la ville mettait 15.000 et le projet était 100.000, c'est pas les bons chiffres mais... ok. Alors Monsieur Mpoku il dit : « Voilà, je viens donner 25.000 euros ». La Ville se dit : « Ah, ça va nous coûter 0 alors parce que notre inscription de 15.000 va être amortie par le projet fin par les sous de Monsieur Mpoku ». Et je dis : « Bah non. Ajoutez-les ! 25.000 plus 15 ça fait 40.000 et si vous avez une subvention d'un projet de 85% bah la partie non subsidiée, ce n'est plus les 15.000 que vous mettiez au départ mais c'est 40.000 ». Donc 15x6, 100.000 de projets, 40x6, 240.000 ! Avec 25.000, on a un projet qui passe de 100.000 euros à 240.000 euros. Et ça ne coûte pas un bal de plus à la ville ! Et je dis : « Faites ce que vous voulez, vous gagnez 15.000 euros comme des malheureux ou bien vous gardez les 15.000 parce qu'ils sont déjà approuvés par le budget donc c'est déjà inscrit, rajoutez 25 et vous avez une plaine de jeux qui est complètement refaite. Vous avez un truc nickel ». Bah voilà, ils l'ont accepté.

S.T : C'est normal.

E.R : Oui mais au départ c'est (en se frottant les mains) « Ouais, 25.000, voilà les sous ».

S.T : Ils n'ont pas une réflexion qui est plus longue, plus ...

E.R : Non. Et donc ce projet, je ne sais pas pourquoi, il est sorti de la cellule sport et il est allé se mettre à cellule projet. On a rencontré des jeunes, on a discuté, on a imaginé ce qu'il fallait mettre comme modules, la plaine de jeux, le site work-out, le terrain et il fallait expliquer à Monsieur Mpoku comme on ne pouvait pas avoir un demi-terrain de foot parce que pour avoir les subventions, il faut un boarding et donc c'est obligatoire et il ne faut pas non plus un... une vraie pelouse foot avec les billes parce on ne va pas aller les entretenir et les billes on va les retrouver dans la Vesdre, ça ne va pas. Donc voilà, donc cette discussion-là elle a été faite avant et la cellule projet bah ils ont eu quelque chose et ils n'avaient plus qu'à faire le marché, voilà, sauf qu'on a pas été associé pour l'analyse des offres par exemple et donc cette transversalité, à un moment donné, elle n'existe plus. Pourquoi ? A la limite parce que l'Échevin de l'époque dit : « Mets le sport de côté, j'ai pas envie de travailler avec cet Échevin là ». Pas le service hein, l'Échevin donc on a cette chape politique qui est omniprésente mais c'est partout pareil.

S.T : Mais il y a vraiment des considérations personnelles ?

E.R : Des velléités, des oppositions, il ne faut pas que l'un ait plus d'image que l'autre, etc. Moi je pense que s'ils étaient assez malins en se disant : « On se met à huit et on se bat, on... on travaille pour la Ville ». Tous les huit, ils auraient une aura positive et là qu'est-ce qu'on constate ? Bah c'est qu'ils s'entretuent et il n'y a rien qui avance, j'ai toujours pas de projet sportif, j'ai toujours pas d'inscription pour mon skate-park, j'ai toujours pas d'inscription pour... on voudrait bien faire un centre de formation de football. On a présenté hier le projet à l'Échevin des finances et je dis : « Voilà, c'est autant ». Ça correspond à la somme qu'on dépense pour l'eau fin... le Stade Bielmont, c'est 100.000. La piscine, c'est 300.000 hein. Donc on est déjà à 400.000 et toutes les autres infrastructures sont déficitaires.

S.T : Et du coup, comment est-ce ça se fait, j'en reviens là, comment ça se fait qu'on arrive à trouver des consensus pour accueillir des événements sportifs alors ? On n'arrive pas à sortir des infrastructures, des projets...

E.R : Alors, l'évènement sportif, pour moi, c'est aussi une question d'affinités pour ne pas dire de copinage.

S.T : Allez y.

E.R : C'est la même chose. Ici, on a accueilli des courses cyclistes parce que on avait Monsieur Gilon qui est verviétois, qui dit : « J'ai une opportunité, on cherche une ville candidate pour accueillir la course, il faut 10.000 euros à inscrire au budget » parce qu'il y a toute une série de frais etc. Euh... je passe au... On prévient forcément l'Échevin mais ça ne vient pas de lui, c'est une opportunité donc on la saisit ou on ne la saisit pas, c'est tout. Quand c'était le Ster Elektrotoer, là il y avait un partenariat avec le Vélo Club Ardennes et l'Hotel Verviers et donc, il y avait une étape qui partait chaque fois de Verviers et qui arrivait au barrage de la Gileppe et tournait plusieurs fois... donc c'était assez sympa et ça ne nous coûtait rien du tout quatre barrières nadar, je veux dire, pour le départ euh un petit souvenir et payer un petit peu pour le VIP là-bas.

S.T : C'est quoi l'intérêt alors ?

E.R : L'intérêt c'est que l'activité continue à exister. Si vous avez des courses cyclistes au niveau local, ça peut peut-être motiver un jeune à s'inscrire dans un club de cyclistes. Si vous avez un club de football phare, il y a des jeunes qui vont faire du foot. Si vous avez un club de basket phare, voilà. Donc pour moi c'est essentiel qu'il y ait dans l'arrondissement, je vais dire, par discipline, des clubs qui euh tirent ou... attirent. En hockey, on a un très bon club de hockey qui marche super voilà bien hein mais il faut... ils disposent d'installations correctes, ils sont gourmands mais ils... on ferait bien un deuxième terrain voilà, c'est toujours plus, toujours mieux, ça c'est vrai mais la Ville, elle peut pas donner partout hein mais il faut quand même qu'à un moment donné, on a un hall à Gérardchamps qui a quarante ans, c'est une bulle euh on est gêné, on est gêné hein. On a un autre hall qui est correct, c'est un petit hall mais il est... il est polyvalent mais le problème c'est qu'il y a un club qui monopolise toute la salle, c'est le club d'Ensival, du lundi au dimanche, on ne sait rien faire. Il faut attendre que le le.. la saison terminée pour éventuellement faire un tournoi de badminton ou une compétition de tennis de table mais on a un hall omnisport qui ne sert qu'au basket mais on ne fait pas même pas un petit peu de mini-foot dedans. Le reste, le hall de Gérardchamps lui on pousse pour qu'on puisse mettre maximum de personnes dedans voilà. Euh vous avez un club qui voudrait bien avoir dix équipes de jeunes mais l'infrastructure ne peut en accueillir que huit mais le club qu'est-ce qui fait, il dit : « Je veux dix équipes ! » - « Ah je dis on a la place que pour huit ». Donc ça veut dire qu'on va emmerder un autre club qui va devoir peut-être faire de la place parce qu'il y en a un qui a des ambitions très très grandes donc là non plus il n'y a pas de politique. On aimerait bien rassembler tous les jeunes pour faire un centre de formation de football, les dirigeants de club de football se haïssent. Hors de question que euh tel jeune, je veux dire ou tel responsable s'asseye à ma table.

S.T : Ce sont des guerres de clocher en fait.

E.R : Oui ! Mais au niveau politique, au niveau sportif, on voudrait bien... alors ici on avait une subvention de la Province qui disparaît donc on doit venir avec autre... c'est légitime. La

Province donnait des sous à une ASBL, des sous provinciaux et c'est une ASBL communale qui les distribue, il y a quelque chose qui ne va pas, il y a une visibilité qui manque, voilà. Donc je suis revenu vers Madame Firquet, je lui ai dit : « On peut faire des capsules ». C'est-à-dire qu'on rassemble les clubs par discipline et on fait un évènement et selon la discipline, c'est l'évènement a tel ou tel particularité, on tient compte des spécificités du sport pour trouver quelque chose qui soit... on va dire original quoi et à ce moment-là, je veux dire, vous financez une activité et c'est la Province qui finance. Moi j'ai besoin avec la Maison des sports d'argent pour organiser la logistique et le catering, la promotion mais il faut des subsides pour les clubs qui vont participer et donc ils auront les recettes des entrées, du bar et ils auront une subvention de la Province donc l'affaire est bonne et on va surtout essayer de trouver des choses qu'ils font déjà pour ne pas rajouter encore une activité, voilà. Donc par exemple, arts martiaux, ils organisent chacun leur tournoi dans leur petit coin mais ils sont dix, ils sont vingts, je veux dire, on va occuper un hall de sport, on va mettre des tatami partout et on va faire le week-end des arts martiaux et tous les clubs sont là donc tous les clubs vont se voir, les parents vont pouvoir choisir du judo, de l'aïkido, du jiu-jitsu, du kaérobic, du krav maga, du karaté forcément parce que tout sera là et on a plusieurs clubs de karaté aussi donc il peut y avoir des interactions fin alors ils ne s'entendent pas parce que le nouveau club c'est l'émanation d'un ancien élève qui s'est disputé avec le maître, ok.

S.T : Donc, c'est toujours des considérations personnelles.

E.R : TOUT LE TEMPS ! Ce n'est que ça et la difficulté c'est qu'il faut le savoir avant de mettre les gens ensemble. Ah non non, on ne met pas machin avec lui, ça ne va pas aller.

S.T : Il faut connaître la réalité du terrain...

E.R : J'ai travaillé au service du protocole pendant un an. On organisait le Te Deum donc il y a un ordre protocolaire donc c'est vraiment figé. Il n'y a pas de digression possible, s'il y a un Procureur général, l'avocat doit... ou le bâtonnier du tribunal de première instance, c'est dans l'ordre, on ne chipote pas. Sauf que... la femme du bâtonnier couche avec l'avocat général et ils le savent donc on ne peut pas les mettre à côté de l'autre sur la même chaise sinon ils vont se taper dessus. Bah l'astuce c'est, il y a un couloir central dans l'Eglise fin, l'avocat général sera à l'extrémité gauche des sièges de gauche et l'autre il sera le premier mais il y a cinq mètres d'écart voilà. Si on ne le sait pas qu'il y a des coucheries euh c'est la guerre, voilà, on fait un scandale. Ça ce sont des petites astuces et ça se passe très bien. Eux, forcément, ils ne vont pas faire de scandale, ils font... ils s'évitent euh et tout se passe bien mais s'il on le sait pas crac boum donc il faut maîtriser ces conneries, c'est Paris-Match, c'est Nous deux, c'est Gala mais c'est ça et dans le sport c'est pareil voilà et donc... ce sont des choses qu'il faut savoir donc celui qui vient avec : « J'ai ma bonne idée ! Je vais organiser un tournoi de tennis table et on va le faire là avec... ». il va se casser la gueule, il va se casser la gueule et mon idée c'est de dire que je ne serais pas toujours là et que celui qui arrive par la suite connaisse ça. Alors le problème aussi bah, on parlait de priorité, c'est que... il y a des choses qui tournent bien puis à un moment donné puis le responsable du club s'en va... ou il meurt hein ou bien il y a trente-cinq ans qu'il est président et il dit : « Stop j'ai quatre-vingts... nonante ans ». Et il arrête. Donc s'il n'y a personne pour reprendre le club, le club il est mort ou c'est la Ville qui fait quelque chose pour reprendre l'histoire. Donc si on n'a pas anticipé la formation, la création de cadres de... d'inclure dans la vie du club des jeunes qui vont devenir des responsables de demain... C'est foutu. En vingt-cinq ans, on a perdu 50 clubs sur 150. Il en reste 100. Donc on a perdu 1/3 en 25 ans et le processus s'accélère, c'est... c'est terrible comme une épidémie. Les responsables de club que j'ai connus quand je suis entré sont toujours là. S'ils sont plus là c'est qu'ils sont partis mais ils

n'ont pas été remplacés. Il y avait deux clubs de handball, il en reste un qui vivote parce qu'il y a deux anciens joueurs issus de l'ancienne structure qui ont décidé de le reprendre avec des jeunes mais ça prend du temps. Personne ne s'intéresse à eux. Fin moi si parce que voilà... on doit donner une subvention et voilà euh mais... mon autre collègue ne verrait pas l'utilité d'inscrire aux sous au budget par exemple on a toute une série d'allocations suite à des conventions. Le club de foot a 10.000 euros, le club de basket en a 16, l'autre club de basket en a aussi 16.000 et euh l'Échevin des finances décide urbi et orbi, -10%. Alors je lui dis : « C'est con parce qu'on est passé au conseil communal pour une convention, c'est plus ou moins figé. Si vous modifiez le contenu, il faut que je repasse au conseil communal ». C'est chiant mais... euh il va falloir modifier et justifier pourquoi on diminue de 10% sauf que les clubs, eux, ils s'attendent à avoir des sous là parce que c'est une convention et que, pour eux, c'est un peu figé dans les rails, c'est un truc stable. Donc euh voilà. Ou alors on les prévient en leur disant : « L'année prochaine les gars vous aurez moins hein ». Mais là c'est quelqu'un qui arrive comme ça qui décide de -10.000 euh... -10%. J'ai des allocations qui permettent des connections entre les écoles et des clubs de façon à ce que les clubs deviennent les viviers de recrutement de clubs, faut une proximité donc, je ne sais pas moi, euh... Il y a un club de tennis communal à Lambermont, il y a une école communale à Lambermont. Le club de tennis est subsidié pendant 3 ans pour donner l'initiation aux élèves de l'école, ok. C'est 3.000 euros par, 3 ans, donc 9.000 euros. Après 3 ans, je prends ces sous là et j'affecte à une autre collaboration parce que j'estime qu'en 3 ans il y a moyen de mettre en place des connections et c'est pas de l'argent que je leur donne pour toujours, c'est provisoire mais ils le savent au départ. Il y a un programme qui est relayé par la direction, par le club. Ils peuvent choisir d'y aller pendant la journée, à midi, à 15h25, à 17h, le mercredi, le week-end, pendant les congés scolaires, comme ils veulent sauf qu'ils leur feront un programme qui soit validé par le club et par euh l'école et que l'école accepte de... de faire participer les enfants. Mais tout ça est diminué de 10% donc moi je dis : « J'ai un programme sur 3 ans moi. Le club il va arrêter sa collaboration parce que 10% de moins, ça ne l'intéresse plus parce qu'il y a un salaire à payer à un moniteur donc on ne peut pas décider comme ça ». Ok. C'est parce que j'avais laissé trainer une allocation en disant : « On ne sait jamais ». J'ai proposé de remettre tous les montants en 2020 comme ceux de 2019 et on me dit aux finances : « Mais tu ne peux pas puisque on les a diminués de 10% ». Mais je dis : « Votre rêve c'est pas un balle de plus par rapport à l'enveloppe générale ». J'ai pas un balle de plus, j'ai changé les montants, j'ai bidouillé, etc. mais au final mon addition, c'est la même, je sais pas moi, 100.000. J'ai... j'ai 100.000 zéro zéro, pas 100.001 donc où est le problème ? Je ne lèse personne par contre moi ça m'évite de repasser 10 conventions au Conseil communal, ça m'évite 10 disputes avec les responsables, ça m'évite, ça évite à l'Échevin des sorties à la presse de scandale etc. « Maintenant vous faites ce que vous voulez, si vous voulez maintenir les 10% de réduction, c'est pour vous maintenant voilà ce à quoi vous devez vous attendre ». Donc voilà on m'a laissé les 10%

S.T : D'accord.

E.R : Donc voilà. Si je prends le cas d'autres collègues euh... ils sont tenus à des législations qui empêchent ces interventions particulières. Nous on est victime de trop libertés.

S.T : C'est peut-être un avantage aussi ? D'évoluer dans un cadre plus... ?

E.R : Si on est dans une ville riche ! A Mouscron, par exemple, l'ancien Bourgmestre Detremmerie, qu'est-ce qu'il a fait ? Il a amélioré les infrastructures de toutes les disciplines et puis un jour euh : « Est-ce que quelqu'un a encore besoin de quelque chose ? » - « Non, non, non Monsieur Detremmerie, merci pour le volley, merci pour le badminton, merci pour basket,

etc. » - « Ok, maintenant je m'occupe du club de foot ». Et en deux ans, Mouscron est monté en première division. Nouveau stade, public, etc. Après il y a eu des magouilles, il faisait travailler le personnel communal dans le stade mais il a d'abord développé... bah à Mouscron depuis 20 ans ils ont des infrastructures correctes pour tous les clubs voilà. Ici euh... On est trop dans l'individualisme, on est trop dans l'intérêt particulier, les clubs de sport ne répondent pas. J'ai fait... Je ne sais pas si je vous l'envoyer, j'ai fait un petit peu un PowerPoint avec tout ce qu'on fait, donc tout ce que j'ai expliqué, la Régie, la Maison des sports, les subsides, les politiques sportives, les... les différentes manières d'aider les clubs, les différentes allocations que j'ai, je pense que c'est toujours à etc. et toutes les opportunités et bah tout ça, c'est créé à partir du bureau. Il y a pas un truc qui a été proposé par l'Échevin. Si. Quand on me dit : « Voilà. Maintenant faut mettre 50.000 pour le foot ». Ça effectivement... C'est une décision de l'Échevin. Mais les grosses subventions pour le foot et le basket ça c'est... c'est au-dessus, c'est voilà parce que c'est deux sports phare, tout le reste.... Voilà.

S.T : Donc en fait les subsides, les budgets sont drainés par un succès sportif des clubs ? Donc on pourrait croire qu'une Commune avec un gros club de foot, par exemple, aurait toutes ses finances, tous ses subsides drainés par le club de foot ?

E.R : Si... Si le Président s'entend bien avec l'autorité politique....

S.T : En effet, ouais.

E.R : C'est vraiment... je vais dire... Si on était aux Pays-Bas, cette ville-ci, en 10 ans, on ne la reconnaît plus. Les façades sont propres, les façades sont fleuries, il n'y a plus de trous dans les routes, il y a du civisme, il n'y a plus de sentiment d'impunité, il fait propre hein, on valorise tout ce qui peut être valorisé, le moindre truc parce qu'ils ont cette capacité d'utiliser correctement l'argent et ce qui ne va pas on arrête ou on corrige. Ils n'ont pas beaucoup d'espace aux Pays-Bas donc maintenant ils font des structures où vous avez.... la construction se fait en atelier au lieu de le faire dehors... Sur place donc gain de temps par rapport aux intempéries et vous avez la salle de sport et le bassin au-dessus. C'est juste ce que je dis ? Non. Vous avez la salle de sport au-dessus et le débordement, le toit c'est la salle de sport donc ça veut dire que l'occupation au sol est réduite par rapport à la dimension du hall de sport donc il construit comme une sorte de champignon, ça marche très bien et ça coûte très bon marché. Ils peuvent même faire des piscines, ils peuvent en construire 10 là où on va en faire une parce qu'ils ont un sens du commerce et un sens pratique. Donc ce sont des gens qui avec la même somme vous rencontrez les besoins d'infrastructures et les besoins de... de.... d'encadrement et nous on ne sait pas résoudre les problèmes d'infrastructure et on ne sait de toute façon pas résoudre les problèmes d'encadrement.

S.T : C'est peut-être un plus culturel...

E.R : C'est simplement... C'est l'histoire de Monsieur Mpoku. On voit 25.000.... Ici... on a un projet de parcours urbain, street parcours hein et la maison des jeunes des Récollets vient d'avoir 50.000 euros de la BNP via un projet de la fondation. Je lui dis : « Si on parvient à convaincre Infrasports... la formation de la salle c'est un truc gymnique bah on peut avoir 75% donc tes 50.000 x 4 on est à 200.000 ». Alors quand j'explique ça aux Échevins : « Ah ouais ! Tu sais... Tu sors l'argent de ton chapeau ! » Je dis : « Non, non, non ça existe ». Et ça, il y a des communes qui ont tout à fait compris. La seule chose c'est que vous devez vous inscrire 200.000 euros en dépense parce que vous allez en récupérer 150.000 et même mieux le solde vient déjà d'un solde financé donc ça ne vous coûte rien, ça vous coûte zéro euro !

S.T : Et si on n'obtient pas...

E.R : Zéro euro !

S.T : Et si on n'obtient pas les subsides ?

E.R : Bah on ne fait rien de toute façon... Bah à ce moment-là il faut que le projet soit vu et... ou bien il tombe ou bien on le fait ailleurs. Mais on va d'abord rencontrer les gens d'Infrasports en leur demandant si techniquement on peut... je veux dire... imaginer que l'aménagement rende dans le cadre des budgets parce que c'est une administration... Après, on ne sait pas quand on va recevoir les subsides, ça c'est vrai mais... ils nous disent au départ que c'est eux qui donnent les sous donc c'est oui ou c'est non. Voilà, moi je voudrais avoir un hall de sport avec un grand espace vitré on m'a dit tut, tut, tut. On ne veut pas d'espace vitré dans la salle de sport. C'est nous qui donnons les sous, t'auras pas ton espace vitré mais si mon idée était bonne ou que techniquement c'était possible ou que d'un point de vue architectural c'était beau, c'est eux qui décident et donc là ok, on est déjà content d'avoir les subsides donc voilà. Mais si on faisait... on le... on faisait le projet sans subsides bah on a 50.000 euros pour rénover un ancien bâtiment industriel où il y a de l'eau, où il y a des fougères qui poussent où il n'y a pas d'isolation, il n'y a pas de sanitaire. Qu'est-ce qu'on fait avec 50.000 euros ? La rampe là (montre un élément de décor extérieur) qui permet d'accéder à... C'est 50.000 euros. Il y a 20 ans, ça c'est vrai. C'est le prix de ma baraque. J'ai acheté le moment où on a fait ce truc-là. Ma baraque et ce truc là c'est 50.000 euros. Ok. Donc voilà. Donc, il faut discuter avec les gens de terrain, il faut connaître tout, à la fois les gens, les sites, des notions d'architecture, des notions techniques, des notions d'ingénieur, il faut s'entourer de gens qui connaissent, c'est vrai que je vous donne mon avis, le gars à côté, disons que nous sommes deux architectes, il va avoir une autre vision. C'est pas grave. C'est normal d'avoir deux visions bah lui il va préférer le bois et moi la pierre, etc. Il n'y a pas forcément une bonne raison mais à un moment donné il faut une raison et celle-là elle doit être légitime parce que le bois et la pierre, les deux sont bons mais à un moment donné il y a un choix esthétique ou de priorité mais il faut s'entourer de gens qui connaissent, de gens qui savent. Il faut aller chercher les subsides là où ça peut exister. La Fondation Roi Baudouin existe. Moi je suis pas un expert en subsides mais je sais que je peux contacter des gens pour demander s'il y a des subsides dans ces domaines-là. Moi je reçois souvent des mails disant : « Faut le faire ! ». Je dis ok, ça va, vous avez des sous ? Bah non mais alors comment vous voulez que je le fasse. On doit refaire ça et je dis... On a souvent un projet qui est intéressant, un incontournable, un obligatoire, il faut absolument le faire puis on va faire plaisir à Pierre, c'est un de nos anciens clients puis finalement on se retrouve avec 10 projets pour lesquels on a pas un balles pour aucun et celui qui était intéressant, sur lequel on aurait pu focaliser bah il est perdu dans la masse parce que c'est le 5<sup>e</sup> ou le 6<sup>e</sup> dans les priorités. L'Échevin, il rencontre des gens et il dit : « Ouais, pas de problème ». Et je dis : « Bah, non ». Si je dois faire plaisir à Monsieur, je dois faire plaisir à tous les autres clubs de la même discipline, hors j'ai pas de l'argent pour tous. Donc, si ce Monsieur-là veut des sous, on va l'aider à aller chercher les subsides pour son club à l'ADEPS donc on aura 75% donc moi au lieu de sortir 100%, je sors UNE partie des 25%, c'est-à-dire 15%, on laisse 10% au club, le club paie 10%. Le club paie 10%, nous 15% et l'ADEPS 75%. C'est un bon deal hein. Le marquoir de l'athlétisme, 5.000 euros, ça a coûté 500 euros au club, voilà et tout le monde est content. Moi j'ai gardé 4.500 euros que j'ai pu donner à la gym, à... au club de volley enfin etc. Donc un moment donné, il faut que la personne qui travaille à l'administration... ça s'apprend pas en un jour... aie cette ouverture de 360° parce qu'en plus, nous, on est pas dans un schéma avec des notions légales existantes. Je vous dis, on a les mesures pour les marchés publics, les

mesures pour les subventions, les stages, etc. C'est un peu près tout, le reste on fait ce qu'on veut.

S.T : D'accord. Bah écoutez, je trouve qu'on a bien avancé, on a bien...

E.R : Ouais. Je vais peut-être vous envoyer ou sortir les documents qui peuvent être intéressants.

S.T : Est-ce que vous voulez rajouter quelque chose, une dernière chose ?

E.R : Je crève de soif, j'ai parlé de trop. (rires)

S.T : Bah d'accord je vais couper l'enregistrement, en vous remerciant.

*Annexe 7. Retranscription de l'entretien avec Philippe REMMO, Directeur de la Régie AnsSports, 7 juillet 2020, Ans à 10h.*

**Entretien réalisé post-confinement, bureau de Monsieur Philippe REMMO, administration communale de Ans, Esplanade de l'hôtel communal n°1, 4432 Ans.**

Samuel Thiebaut : Voilà. Alors, tout d'abord, est-ce que je peux vous demander de vous présenter en quelques mots ? Dire ce que vous faites ici ?

Philippe Remmo : Alors Philippe Remmo, directeur de la Régie des sports de la commune d'ans. Alors on est gestionnaire des infrastructures sportives de la Commune, il y en a... il y a 4 sites différents avec une piscine, euh un hall sportif multisports, des terrains de tennis, un vélodrome, des terrains de football et j'oublie certainement d'autres choses et... des aires de jeu extérieures aussi, des agora space comme on les appelle.

S.T : D'accord. Quelle est votre position dans l'administration et comment se passe la relation que vous avez avec, par exemple, le Collège communal, l'Échevin des sports ?

P.R : Alors la Régie elle est autonome, c'est-à-dire qu'on a notre propre conseil d'administration, notre propre bureau exécutif et donc on est euh autonome de façon générale bien que lié à la commune parce que le conseil communal reste l'assemblée générale de la Régie donc d'abord il y a les élections avec 29 conseillers communaux et des 29 conseillers communaux, il y en 12 qui sont nommés comme administrateurs à la Régie. Ensuite, en son sein, ils élisent le Président, le Vice-président et l'Administrateur qui constitue le bureau exécutif, c'est pas nécessaire 3 membres mais bon c'est repris le décret mais ici c'est 3 membres et donc ma position moi je suis Directeur euh... Directeur donc je ne suis pas politique quoi, je suis pas élu, je suis pas fonctionnaire non plus parce que fonctionnaire c'est quelqu'un de nommé et ici on est pas nommé, donc on reste contractuel et voilà ma position moi je suis... une grosse indépendance et puis tout ce qui est dans la gestion quotidienne je gère... je gère de façon indépendante et puis forcément il y a des décisions politiques et là le bureau exécutif intervient et l'Échevin des sports, qui n'est pas dans le bureau exécutif, euh mais qui est au Conseil d'administration et qui est impliqué dans toutes les décisions que l'on prend.

S.T : Alors, quel a été le but de la création de la Régie à l'époque ?

P.R : Alors à l'époque, c'était une idée de récupération de T.V.A. Euh parce que quand on a des gros projets euh... ce qui est le cas ici et donc ça été fait en... fin 2007 pour récupérer la T.V.A d'un bâtiment qui coutait plus de 2 millions, ensuite il y a eu la piscine ensuite il y a eu d'autres gros investissements et ça c'était bah la raison financière parce qu'avant c'étaient des ASBL.

S.T : Et qu'est-ce que ça peut changer par rapport à d'autres communes où il n'y a pas de service des sports ou des régies des sports ?

P.R : Bah ici on a une vraie politique sportive. C'est... indéniable, il y a... il y a... une vraie politique avec des vrais investissements avec un budget conséquent pour le sport sur la Commune mais voilà tout ça c'est une volonté politique. Chacun... Chaque Bourgmestre, chaque collège et conseil communal euh décide de l'impulsion qu'ils veulent donner via au sport l'investi... fin via les moyens qu'ils leur donnent.

S.T : Tiens en parlant de politique sportive, comment est-ce qu'elle incarne dans votre commune, quelles sont les priorités et les axes que vous mettez en avant dans cette politique ?

P.R : Alors la politique sportive ici, ça d'abord été enfin ça l'est quand même principalement le sport pour tous d'une façon générale ensuite l'aide aux clubs via des subsides ponctuels, des subsides de fonctionnement, des subsides pour des manifestations plus importantes et puis il y a l'aide aux clubs via les infrastructures et c'est là que la Régie intervient bah ici il y a eu... le... fin l'un des plus grands investissements ça été la piscine il y a maintenant 6 ans et c'était un chantier qui vaut plus de 7 millions et de mi avec une intervention de la Région wallonne à hauteur de 2,5 millions donc c'est un investissement très très important et puis il y a eu une rénovation et un entretien continu de toutes les infrastructures pour permettre aux clubs de pouvoir dispenser leurs cours de façon optimale et tu as maintenant l'axe... C'est la volonté c'est... fin c'est lié... fin on a plusieurs dossiers qui pendent chez Infrasports bah c'est le terrain de football synthétique qu'on a introduit il y a 10 ans déjà et qu'on déjà demander de changer 10-12 fois.

S.T : Et tiens c'est quoi la... l'idée derrière le fait de bâtir de nouvelles infrastructures et d'avoir une offre très diversifiée sur le territoire ansois ?

P.R : Bah parce que... chaque année le... bon si tu veux on doit renoncer le nombre de clubs et d'affiliés qu'on a donc on essaie d'établir... fin pas essayer, on a établi un cadastre du sport et on a 80 plus de 80 clubs différents euh 30 ou 40 activités, disciplines sportives différentes et donc le but c'est d'augmenter toujours la... l'offre parce qu'on a une forte demande quand même au niveau ansois au niveau sport. On sait que si on construit un deuxième hall, une deuxième piscine il serait déjà plein aussi.

S.T : Cette demande elle vient de la population ou des clubs ?

P.R : Des deux. Des deux bah forcément t'as la population qui demande puis sans les clubs c'est impossible de faire quoi que ce soit puis le club sans les infrastructures bah c'est difficile aussi et on l'a vu avec la crise du covid quand on a pu rouvrir les infrastructures de façon limitée bah j'ai jamais eu autant de demandes de personnes que je ne connaissais même pas, de privés, parce que l'activité sportive pouvait se faire uniquement dans des endroits encadrés euh et donc dans un centre sportif parce qu'on est reconnu centre sportif local et donc j'ai tous des privés qui voulaient s'entraîner des infrastructures que je ne connaissais pas spécialement donc il y a une dynamique public et privé mais le public reste quand même assez... prédominant

S.T : Vous parlez de centre sportif local, c'est quoi l'idée derrière ?

P.R : Ah ça c'est quand on est reconnu par l'ADEPS. Donc en fait pour être reconnu centre sportif local il faut soit être en ASBL soit en régie communale autonome euh donc ce sont de mode de gestion différents mais ce qui permet aussi euh de recevoir des subsides. Pour être centre sportif local, il faut un gestionnaire qui est euh reconnu, qui a passé... qui a passé la... le... les tests donc qui ont un diplôme de gestionnaire d'infrastructures sportives. Moi j'ai du... fin je suis diplômé universitaire j'ai quand même du repasser ce diplôme... euh (Pause dans l'enregistrement).

S.T : (Reprise dans l'enregistrement). Donc j'en étais au centre sportif local, donc tu disais que tu avais un brevet de gestionnaire...

P.R : Oui de gestionnaire d'infra... donc t'es obligé si tu veux pour pouvoir reconnu et pour pouvoir fin... pour obtenir les subsides c'est... principalement ça maintenant c'est une formation qui est très utile. Moi je l'ai suivi quand j'étais déjà directeur mais c'est très utile mais c'est très utile. Ça te permet de voir si ce que tu fais est bien fait ou mal fait, voir si tu es sur la bonne... puis ça te donne des idées, ça te donne des ressources c'est-à-dire là où il faut pouvoir chercher quand tu en as besoin euh... et puis effectivement tu as cet aspect subside parce que ton poste est subsidié à hauteur de 75% je pense et euh t'as ma collègue aussi.

S.T : Et ça est-ce que ça ne peut pas justement euh entraver l'autonomie d'un directeur d'avoir un subside de la part de la Région Wallonne sur le euh le traitement ?

P.R : Ah non rien à voir.

S.T : Un pouvoir d'injonction ?

P.R : Ah non aucun, aucun, aucun. La politique de la Région et de la Fédération Wallonie-Bruxelles parce que t'as les deux. T'as Fédération Wallonie-Bruxelles ou c'est l'ADEPS et t'as la Région Wallonne qui subsidie les infrastructures donc Infrasports. Euh non il n'y a pas d'injonction maintenant c'est vrai qu'on reçoit plein de documents pour avoir une lignée de politique sportive où effectivement au début t'avais cette idée de sport pour tous puis t'as eu tentative... une tentative... fin une tentative, ils le font vraiment c'est-à-dire essayer d'avoir un sport qui se perfectionne de plus en plus comme ils ont eu des résultats au niveau hockey, au niveau athlétisme, au niveau football fin voilà la politique sportive en Belgique a quand même ses résultats et forcément t'as quand même une impulsion qui vient du dessus et on essaie de... de la suivre tant qu'on peut maintenant ce n'est pas toujours possible. Le meilleur exemple c'est la réouverture des piscines, il y a semaine voilà on te donne des instructions, c'est très compliqué bah tu fais pas... tu as une autonomie dans la gestion et dans la... dans la décision de réouverture ou pas.

S.T : D'accord. Alors moi j'aurais une question un peu plus politique, je veux dire ici à Ans, on a toujours eu fin l'échevinat des sports a toujours été socialiste, si je me trompe pas...

P.R : Alors, tu ne trompes pas par rapport à l'échevinat. Le Président de la Régie c'est Thomas Cialone qui est MR.

S.T : Alors justement la question que je voulais poser c'était finalement, comment est-ce qu'on pourrait, je vais dire, changer la politique en fonction qui est impulsion plutôt socialiste ou une impulsion plutôt MR ? Déjà est-ce qu'elle peut être orientée ? Et deuxièmement, de quelle manière si elle l'est ?

P.R : Alors bien que la politique ait un rôle hyper important dans chaque commune, ici à Ans, ils ont toujours eu... et c'est vraiment euh l'intelligence de placer des gens qui connaissent le sport au sport. Ici, tu viens de rencontrer l'Échevin des sports qui est Philippe Saive bon on va pas le représenter euh... et tu as... on a eu comme Président mais il est toujours Vice-président, Raphael Quaranta qui est un ancien joueur de Division 1. Il y a Jean-François Bourlet, qui est administrateur mais qui a été Vice-président et qui est le Président du Hall Club Hockey de Liège et Thomas Cialone, lui, a été Échevin des sports a un moment donné et puis Grégory Philippin qui est Bourgmestre maintenant, ça été un joueur de tennis d'un certain niveau, qui connaît très bien le sport donc le sport a toujours été confié à des sportifs donc on a cette chance là et indépendamment de la couleur politique, euh sincèrement moi je le ressens pas du tout. Ça

fait plus de 10 ans maintenant que je suis directeur ici euh il y a plus du tout ce canevas-là. Ça l'a été, allez à un moment donné dans les anciennes ASBL, c'était pas vraiment la même chose mais depuis que la Régie a été créée donc depuis qu'il n'y a plus 3 ASBL mais une seule Régie communale autonome puisqu'avant c'étaient 3 ASBL qui géraient chaque site en fonction des anciennes communes donc là c'était vraiment plus politique...

S.T : Est-ce que tu peux un peu...

P.R : Préciser ? Bah en fait avant, tu as bien... tu connais bien avant les fusions des communes, donc je te parle de ça il y a plus de 30 ans.

S.T : Oui, dans les années 70.

P.R : Oui, voilà. L'idée c'était d'avoir une infrastructure dans chaque entité donc ici Ans est divisée en Ans, Alleur, Loncin et tu avais une entité sportive dans chaque euh ancienne commune. A Ans, tu avais la piscine d'Ans dans la côte hein rue Walter Jamar, tu avais le hall de Loncin et tu avais le complexe sportif d'Alleur.

S.T : Une division territoriale.

P.R : Une division territoriale. Maintenant avec la création de la régie, on a pas changé tout de place mais quand on a créé la piscine...

S.T : Une espèce de centralisation ?

P.R : Bah on essayé voilà de regrouper et puis parce que le terrain convenait et puis voilà il y a aussi des raisons géographiques et donc cet aspect politique sincèrement... à pas totalement disparu parce que ça reste quand même... mais a pratiquement disparu. Et moi une chose qu'on m'a dit qu'on m'a nommé au tout début c'est : « On t'a mis en place parce que tu n'avais pas d'attache politique ».

S.T : D'accord.

P.R : « Et donc parce que tu n'avais pas un historique avec l'une ou l'autre A.S.B.L »

S.T : Donc une vision plus indépendante.

P.R : Voilà. C'était vraiment repartir de zéro et reconstruire une nouvelle structure et une régie c'est comme une PME. On a deux millions de budget, on a douze millions de chiffre d'affaires fin pas chiffres fin si chiffre d'affaires de douze millions avec les bâtiments, tout ce qui est dedans avec la valeur des bâtiments et tout donc oui c'est douze millions et demi de budget, de gestion quotidienne, etc.

S.T : D'accord. Alors j'aimerais vraiment bien qu'on se concentre sur un deuxième aspect. Tu as précisé qu'un peu que tout le monde qui gravitait autour de la régie était fan de sport. Est-ce que justement à l'inverse quelqu'un qui est très fan de sport, qui a un attachement pourrait justement avoir une plus grande impulsion et donc consacrer par exemple au niveau du Bourgmestre, consacrer une part plus importante au budget au sport que dans une autre commune ?

P.R : Oui hein. Oui clairement c'est de la volonté politique... C'est un peu une sensibilité que l'on a. Il y a beaucoup de communes où le sport a toujours été le parent pauvre enfin c'est ce que j'entends mais c'est vrai que les investissements dans le sport, les infrastructures sportives ça dépend vraiment de la sensibilité politique du collège qui est en place. Il y en a qui préfèrent la culture, il y en a qui préfère les écoles. Ici je crois qu'on a juste mix de tout. Et puis il y a les moyens quand même, Ans est une commune qui quand même les moyens, qui se donne les moyens d'agir euh mais bon euh... c'est difficile de parler d'autres communes. Moi j'ai vécu, toi aussi, à Saint-Nicolas maintenant j'ai déménagé mais voilà c'est une politique d'une commune, par exemple, vue que j'ai été habitant, je peux quand même la critiquer... où il n'y a pas de dynamisme et pourtant il y a des finances aussi parce que ça... je le sais aussi mais il n'y a pas cette volonté d'investir...

S.T : Et c'est du à quoi ?

P.R : Bah je ne sais pas. L'immobilisme de l'administration. C'est très compliqué, c'est... moi je le vis ici. Il faut bien dire que dans une régie communale autonome, t'es autonome si tu te donnes la force d'être autonome.

S.T : Et ça consiste en quoi ?

P.R : C'est-à-dire que tu dois prendre des décisions et être le moteur de la décision. Il n'y a rien à faire si tu es dans une administration sclérosée, tu n'avances pas. Philippe Saive, que tu as vu, n'a pas toujours été Échevin, il a été conseiller, administrateur délégué, quand ça s'appelait comme ça, de la régie et puis ce poste a disparu mais il est devenu Échevin. Lui, il vient du privé. C'est quelqu'un qui a, après sa carrière de sportif, qui a géré des événements, etc. et il s'est rendu compte que... il y a une double... une double vitesse. Si un moment donné, tu as l'administration, les fonctionnaires, on va les appeler comme ça, qui restent dans leur rôle de fonctionnaire, tu peux faire ce que tu veux, tu peux avoir le dynamisme que tu veux, ce sera figé. Après, je me jette pas des fleurs mais je me connais... moi je gère comme dans le privé avec toutes les contraintes du public hein : marchés publics euh respect des procédures etc. Mais on rend possible les choses. Je te donne un bête exemple. On avait le complexe François Heine donc c'est celui où il y a le tennis de table euh tennis pardon, tennis, terrains de foot, etc. Il y avait une vieille salle... fin pas une vieille parce que le bâtiment est récent mais il y avait une salle qui était dédiée à la pétanque. Cette salle accueillait dix personnes par semaine. Un moment donné on s'était tous dit et lui en premier : « Écoute, est-ce qu'on ne réaffecterait pas la salle à quelque chose d'autre » ? On a eu plusieurs idées sports de combat, multisports, etc. Et puis, le fait qu'il soit pongiste il a été... il a été interpellé le club historique d'Ans où les frères Saive ont grandi etc. qui était derrière l'église à Ans où le bâtiment est insalubre etc. et il dit ah ce serait bien si on pouvait créer une nouvelle salle de... de tennis de table et tout. Bah voilà, on a réfléchi moi, j'ai fait moi-même, j'ai fait l'auteur de projet, j'ai fait tous les métrés etc. J'ai introduit le dossier chez Infraspports, on a eu le subside, on a fait les travaux et on a changé de salle qui est devenue maintenant une salle de tennis de table où, par jour, tu as une centaine de gosses et par semaine tu as des milliers d'enfants qui vont fin... de passage, de personnes, d'enfants, d'adultes, de de séniors qui vont dans cette salle. Donc de 10, on est passé à 1.000 mais ce dynamisme de recréer, de refaire toi-même.

S.T : Il faut se remettre en question.

P.R : Oui, il faut reprendre voilà tu sais moi je suis... je suis juriste, je suis criminologue et maintenant je suis gestionnaire donc ça n'a rien à voir, ma formation de base n'a rien à voir

mais voilà tu t'intéresses à tout. Je pense que c'est ce qu'on nous apprend à l'Unif, c'est aussi de se diversifier, d'être polyvalent puis après t'as l'envie de mais... si t'as pas de moteur, si t'as pas de locomotive, et je l'ai dit à un stagiaire que j'ai eu, tu peux faire ce que tu veux, il n'y aura rien.

S.T : D'accord donc ça vient des personnes finalement ?

P.R : Bah moi je crois beaucoup en ça. C'est-à-dire qu'un moment donné euh... tu sais quand je suis pas ici, ça tourne, ça tourne je vais dire les infra continuent de tourner mais je vois très bien quand je prends trois semaines de vacances... La première semaine, je suis bombardé de mail comme en temps normal et puis au fur et à mesure que les gens reçoivent bah : « Je suis absent », etc. Le nombre de mail diminue. Donc l'intensité, l'activité, c'est toi qui la crée comme pour tout. Si t'as pas... mais voilà, je pourrais... on pourrait très bien se contenter de gérer mais ça m'intéresse moins... la gestion quotidienne. Moi ce qui m'intéresse, c'est les projets mais voilà ça et ça, ça peut être une politique communale. Soit c'est dans la continuité, dans la gestion quotidienne soit t'es dans les projets et alors bah là effectivement le lien entre le gestionnaire et le politique est très important parce que toi même gestionnaire si tu as cette volonté mais que derrière t'as le politique qui suit pas, ça sert à rien non plus. Tu dois avoir cette dynamique globale, l'un sans l'autre on ne sait rien faire. Il faut un équilibre donc pour en revenir deux minutes à Saint-Nicolas, moi je sais que les gens de terrain sont quand même des gens compétents maintenant est-ce que la volonté communale est d'investir dans le sport ou pas, je ne sais pas. Tout ce que je sais, c'est que toi t'as grandi là-bas et moi j'y ai vécu plus de dix ans pff on ne voit rien bouger, voilà que ici on voit au moins que ça bouge.

S.T : Alors voilà, vous vous... toi tu... fin la Régie s'occupe de tout ce qui est infrastructures, est-ce que vous vous occupez aussi de la partie événementielle au niveau sportif ?

P.R : Alors oui parce que par la force des choses c'est revenu ici.

S.T : D'accord.

P.R : Alors tu as l'Echevinat des sports où je dis toujours, je caricature mais c'est un peu ça l'Echevinat a un budget de 100.000 euros, la régie a deux millions et demi. L'Echevinat donne aux clubs, la régie demande aux clubs (rires). Bah oui si tu veux moi je facture aux clubs mais on les aide pour tout c'est-à-dire que sans nous il n'y a pas d'infra mise à jour qui qui... sont entretenues, on a plus de trente personnes qui travaillent à la régie mais euh le club va venir et il va nous dire, bah forcément on veut le faire où l'évènement sportif bah sur un site sportif. Donc par la force des choses, tu as la régie qui intervient et l'Echevinat, en fonction de qui est en place, parce que ça a bougé quand même beaucoup. Quand je dis la personne en place, c'est la personne administrative euh... est là normalement pour coordonner, aider et chapeauter mais ça n'a pas toujours été le cas.

S.T : Bah justement moi je vais prendre un cas un peu particulier, j'étudie un peu de manière de plus particulière les courses cyclistes. Les courses cyclistes elles ne demandent pas de site sportif particulier...

P.R : Non.

S.T : Si ce n'est la route...

P.R : Oui.

S.T : Alors à ce niveau là comment est-ce que ça se passe ? Moi voilà je vais prendre l'exemple évidemment de...

P.R : Liège-Bastogne-Liège. Bien sûr.

S.T : De Liège-Bastogne-Liège qui est retourné en 2019 à Liège. Est-ce que tu peux un peu m'en parler euh de ce retour à Liège ?

P.R : Alors, Liège-Bastogne-Liège c'est encore plus particulier. C'est-à-dire que Liège-Bastogne-Liège naît entre les affinités de différentes personnes qui sont dans l'organisation. Donc tu as eu euh...

S.T : Paul Bolland.

P.R : Oui, t'as Paul Bolland pour le euh

S.T : Pour la Province.

P.R : Oui non euh pour euh le club...

S.T : Le Mosan euh non le Pesant.

P.R : Oui voilà le Pesant ! Voilà merci. Et ici sur Ans, historiquement, tu as eu... il y a une stèle justement, roh j'ai un trou de mémoire... Arsène Vanhaeren est en fait la personne qui avec Paul Bolland au début... je risque peut-être de dire des bêtises mais lui étant Ansois de Xhendremael, Paul Bolland bah à la Province puis ils ont rencontré quelqu'un de chez A.S.O et je pense que c'était Blanc euh... Leblanc au début et ils lui ont dit : « Tiens pourquoi est-ce tu ne ferais pas passer une course ou faire arriver une course à Ans » ? C'est né comme ça au début donc ramener à Liège, etc, etc. Donc de fil en aiguilles, je te parle de ça il y a vraiment très longtemps mais ça a vraiment été l'initiative, l'initiation de tout ça et contrairement à ce qui aurait pu se passer à savoir qu'on mettait le service des sports en charge de cet événement, c'est le service des travaux qui euh a pris un peu ça sous son aile... qui a pris ça et qui a noué les liens et les contacts et comme un peu en fait Liège-Bastogne-Liège, A.S.O, c'est une machine de guerre, c'est un clé sur porte, ils viennent, ils te mettent en place. La mise en place de Liège-Bastogne-Liège, c'est surtout de l'occupation de voiries et de la mise à disposition d'ouvriers parce qu'en fait tu dois baliser le parcours, tu dois donner les autorisations du Bourgmestre et les interdictions de police etc. Et puis les hommes doivent mettre les barrières nadar, mettre des coffrets électriques, etc. Donc c'est vraiment une occupation, ce n'est pas une occupation d'un site sportif bien que moi j'ai été impliqué bah comme directeur on m'a dit : « Bah viens un peu pour checker etc ». Donc moi ce dont je m'occupais, c'est parce qu'à un moment donné ils avaient leur salle de presse au hall donc on leur mettait tout à disposition puis à un moment donné c'est passé chez VOO, rue Jean Jaurès en face de la pompe à essence quand... quand le site a changé d'arrivée. Parce qu'avant c'était en face du petit GB en face de la rue des Fr... euh rue de l'Yser puis c'est passé rue Jean Jaurès au carrefour des Français et euh donc après je m'occupais un petit peu... fin on se répartissait des tâches, c'était du car VIP. Mais voilà, la course en tant que telle... on... les travaux faisaient beaucoup. Au niveau des sports, je me suis jamais dit : « ouais super on a pris ça sur nos épaules ». Non parce que c'est A.S.O qui gère. Par contre quand on a eu la Flèche Wallonne l'année dernière, j'ai été plus

impliqué, parce que ça se passait en face de l'administration, parce qu'on a coordonné en mettant les écoles, on a voulu que les écoles, les tous petits puissent assister à un départ de course euh et donc beaucoup de choses se sont passées au hall et là j'étais beaucoup plus impliqué parce qu'il y a eu la réception, le petit déjeuner au hall et donc il fallait coordonner.

S.T : Et donc finalement, c'est quoi l'intérêt pour une commune d'accueillir un évènement ?

P.R : La visibilité. Tu sais quand tu penses de Ans dans le monde entier, tu dis « Liège-Bastogne-Liège » là au dessus de la dernière côte, les gens savent de quoi tu parles. C'est fou mais les gens savent de quoi tu parles. Tel évènement qui est vu par, je crois qu'on m'a dit, un milliard de personnes parce qu'il suffit que ce soit diffusé en Chine pour que forcément ça ait de l'impact mais euh mais oui c'est... c'est vraiment la renommée, la visibilité.

S.T : Et alors, pour les plus petites courses, parce que vous avez aussi accueilli le Tour de Wallonie, si je ne me trompe pas...

P.R : Ici Ans, ça vraiment été un territoire fertile pour les courses : Tour de Wallonie, Tour de la Province de Liège, ...

S.T : Et c'est quoi la différence finalement ? Parce que bon les moyens sont réduits pour l'accueil de tels courses...

P.R : Et bah figure toi que euh Tour de Wallonie, la Baloise, on a accueilli parce que ça faisait partie... et ça c'est hyper contraignant. C'est-à-dire que A.S.O, comme je t'ai dit, ils ont un clé sur porte. Ils sont tellement gros, ils ont tellement l'habitude parce que quand tu vois le Tour de France à côté de Liège-Bastogne-Liège, ça a encore rien à voir, c'est encore... c'est tellement énorme le Tour de France où tout est monté, démonté le jour même pour aller dans une autre ville, pour faire le village départ, le village arrivée, tout ça c'est tellement bien orchestré, ils ont tellement l'habitude que finalement ça roule que quand tu prends un organisateur qui est plus petit bah il pense pas à tout et on doit... on doit intervenir pour suppléer et encore une fois avec le service des travaux et là je viens en support aussi et c'est vraiment contraignant, très difficile... ouais c'est très lourd. Donc parce que la Province vient... Mais la Province... Si tu veux met à disposition des moyens mais pas vraiment des hommes donc si tu veux, ils te disent : « Voilà, nous on a acheté la course » enfin c'est pas vraiment acheter la course, c'est on donne, on subsidie et bah par contre est-ce que ça vous dirait d'accueillir mais si tu veux le cout que ça engendre par rapport au retour, c'est nul. Par contre, Liège-Bastogne-Liège, ça a un cout, une visibilité, une renommée mondiale qu'une petite course... C'est comme Liège-Bastogne-Liège espoirs. Quand ça terminait sur le vélodrome ouais c'était c... c'était sympa mais t'avais quoi 25 spectateurs.

S.T : C'est quoi l'intérêt alors ?

P.R : Bah rien. C'était qu'un moment donné, on avait Liège-Bastogne-Liège pro donc forcément on devait accueillir Liège-Bastogne-Liège espoirs mais après le Bourgmeister a dit : « Bah voilà, Liège a récupéré la course, nous on ne prend pas les contraintes liées à la petite course ». Donc c'est le package ou c'est rien.

S.T : Oui. Pour tout ce qui est Tour de la Province, Tour de Wallonie tout ça ?

P.R : Pour l'instant on a... Enfin pour l'instant, cette année est un peu particulière puisque en 2019, on a quand même on a quand même accueilli la Flèche Wallonne. Cette année, tout est arrêté mais tout va reprendre mais enfin on en parle pas dans la commune. Bah des fois on est surpris, on a des fois un mois où on nous dit ouais finalement on va accueillir une étape ou quoi mais si tu veux l'intérêt du sport, c'est comme la culture, t'as pas de retour financier, c'est vraiment une mission communale dans l'absolu. Tu fais du sport parce que les gens ont besoin de sport, parce que les gens ont besoin de culture, il ne faut pas voir sur un retour sur investissement sauf l'image. L'image que Ans a, c'est quand tu as, et je le vois avec Philippe Saive qui a une renommée qui dépasse largement la commune. Lui on l'interpelle tout le temps parce qu'on voit qu'à Ans ça bouge. Moi d'ailleurs, depuis qu'il est Échevin, j'ai encore plus de travail.

S.T : Est-ce qu'il y a un retour également sur l'image des personnalités politiques ?

P.R : Surement mais ça je te le dirai, on pourra le dire aux prochaines élections communales.

S.T : Donc il y a quand même un intérêt à ce niveau-là ?

P.R : Indéniablement. Indéniablement, il y a un retour mais ça fait partie des missions... Mais lui en étant sportif de haut niveau comme les autres que je t'ai cités Raphael Quaranta, Jean-François Bourlet, Grégory Philippin... savent ce que le sport donne aux gens et indéniablement il y a un retour mais ça fait partie du jeu politique. Si t'as pas de retour, si toi t'es motivé à fond mais que t'as pas de retour bah c'est fini, tu seras pas élu, tu pourras continuer ta politique communale sportive. Maintenant si dans six ans enfin dans moins de six ans, si aux prochaines élections on a un Bourgmestre, un collègue qui dit : « ouais non le sport c'est trop ». Bah ils arrêtent de mettre l'argent dans le sport bah c'est fini, on ne sait plus rien faire. On sait maintenir les activités, enfin j'espère qu'on saura maintenir ce qu'on a mais on ne saura plus investir, on ne saura plus créer et tout ça effectivement ce sont des décisions politiques donc il y a un intérêt qui es réciproque, inévitablement.

S.T : Alors finalement, comment l'évènement en général, sportif et plus particulièrement cycliste participent au développement de la Commune ? Au-delà de la visibilité ?

P.R : Bah si on prend l'exemple de euh, si on prend l'exemple de course, de la Flèche Wallonne de l'année dernière, je te dis cette interaction que tu crées avec des enfants où tu leur permets de voir un départ de course cycliste euh permet à l'enfant de découvrir, de peut-être avoir un engouement pour le cyclisme ou pour tout autre sport parce qu'on a créé des initiations à plein de sport parce que ça fait partie des missions communales, publiques. Tu fais découvrir la culture, tu fais découvrir le sport, les gens sont là et assistent à l'évènement au bord de route et quand tu vois LBL, le monde qu'il y a, c'est impressionnant et oui ça fait partie, ça fait vivre les commerces qui sont autour... C'est limité mais c'est un évènement franchement... bon c'est un évènement qui a un cout mais qui a coté du quel c'est dommage de passer parce que tu n'as pas cette opportunité là... C'est clair que Liège a voulu la récupérer pour toutes ces raisons là aussi et on peut comprendre ça aussi.

S.T : Est-ce que ça été sain cette récupération ?

P.R : Ecoute, politiquement parlant tu vas vite comprendre ce que je vais te dire. A Ans, tu as eu Michel Daerden qui a voulu la course, t'as eu Stéphane Moreau qui a gardé la course et puis bah Grégory Philippin est une étoile montante si tu veux mais n'avait pas le poids euh de Michel

Daerden, ni de Stéphane Moreau et tout ça... tout ça est un enjeu politique. Willy Demeyer bah a voulu la récupérer, il l'a récupérée, c'est comme ça.

S.T : Parce qu'il avait plus de poids politiquement ?

P.R : Bah oui, inévitablement. Liège c'est 200.000, fin 220.000 quand tu prends le Liège Liège. Fin voilà, c'est la ville qui décide si elle décide de reprendre la course bah tout ça se joue en coulisses. Et puis on dit est-ce qu'on reprend la course, tout le monde dit bah oui ce serait une belle opportunité, on a refait tous les quais, c'est magnifique, Liège a bien changé, Liège se modernise, Liège se modifie comme Ans s'est modernisé et comme Herstal est en train de le faire avec Frédéric Daerden. Tu as besoin de figures politiques fortes et une étape cycliste internationale comme ça renforce ta position. Ce sont des tous des événements qui renforcent ta position donc oui c'est important mais tout ça se joue ... fin ça n'a rien à voir, c'est un niveau...

S.T : C'est un autre niveau !

P.R : C'est un autre niveau. Tout ça se joue avec des intérêts communs et voilà.

S.T : J'aimerais bien aborder la capacité d'une commune à accueillir un tel événement, je veux dire... Ans a accueilli Liège-Bastogne-Liège, est-ce qu'elle serait intéressée et capable d'accueillir une course comme le Tour de France par exemple ?

P.R : Elle l'a déjà fait.

S.T : Je veux dire en tant qu'arrivée.

P.R : Alors, on a déjà un accueilli un passage pas une arrivée parce que... Alors oui capable sans problème parce que... pour y avoir assister, pour y avoir euh fin donc franchement... Bah on irai sûrement à Liège-Bastogne-Liège à Liège parce qu'elle est programmée en octobre après c'est une histoire de parcours et d'opportunités de s'arrêter ou pas à tel ou tel endroit, ça aussi c'est politique. A.S.O est une société privée mais A.S.O va demander... c'est très cher d'accueillir une course donc tout le monde ne va pas avoir la volonté ni l'envie d'accueillir la course alors capable oui, est-ce que maintenant il y aurait de nouveau cette volonté... je pense que malgré tous ces inconvénients-là, oui. Je dirais oui. Mais bon c'est pas moi qui décide de euh je pense que ça reste un événement, t'as très peu d'événements sportifs...

S.T : Cette aura-là.

P.R : Cette aura-là et cette renommée et qui euh...

S.T : Ça ne demande pas tellement non plus d'infrastructures.

P.R : Voilà, voilà c'est ça qui ne demande... C'est pas un stade de foot, c'est pas... Donc oui tu pourrais faire ton village arrivée n'importe où, ils s'adaptent à tous les endroits après faut voir si sportivement A.S.O a un intérêt à ce que arrivé ici mais peut-être que oui, oui.

S.T : Vous avez des bonnes relations avec A.S.O et la Province ?

P.R : Oui. Oui. Oui inévitablement au sein des communes, il y a des liens.

S.T : Et la relation avec la Province ne s'est pas entravée à cause de la... l'arrivée à Liège ?

P.R : Ouais, il y a des discussions, il y a des états d'ame mais tout passe... Tu sais la politique... Tout passe. Michel Daerden disait ça, on me l'a répété parce que je ne l'ai pas côtoyé beaucoup mais que euh il faut jamais se disputer en politique c'est comme ça. Tu dis les choses, les autres se disputent pour toi. Nous dans l'administration, on va peut-être se disputer entre agents enfin se disputer c'est un grand mot mais en tout cas un moment donné quand il faut... Tu sais quand tu coordonnes des évènements bah il faut que chacun fasse sa partie et qu'immanquablement quand il y en a eu qui l'a fait pas soit tu l'assumes, tu prends la charge de travail pour que l'objectif soit atteint, soit tu te dis : « Ah non hein c'était pas à moi de le faire mais à lui » et alors tu te plantes, tout le monde se plante et personne n'est content mais l'un et l'autre crée des tensions parce que si l'un fait son travail tout le monde est content et atteint son objectif et si l'autre ne fait pas son travail et voilà... après c'est une histoire humaine quoi. Tout est une question de relation humaine mais en politique, non te tracasse pas, quand il faut s'asseoir autour de la table.

S.T : D'accord. J'aurais encore deux dernières questions.

P.R : Ouais, dis-moi.

S.T : Tout d'abord, est-ce que vous une évaluation sur euh Liège-Bastogne-Liège au fil des années sur l'arrivée à Ans ? Est-ce que... ?

P.R : Quel type d'évaluation ?

S.T : Une évaluation d'impact euh...

P.R : Financière ?

S.T : Une évaluation financière, euh

P.R : Écoute, honnêtement je ne sais pas te le dire. Moi je ne l'ai pas réalisée parce qu'on ne nous l'a jamais demandé maintenant l'impact pff alors tu peux... ce qu'on sait, comment dire, calculer c'est l'impact financier. C'est-à-dire le nombre de personnes qui ont été impliquées dans la mise en œuvre tant qu niveau police qu'administratif euh... ensuite tu as le retour c'est clair que oui que les commerces mais qu'on parle de commerces, tu sais dans le côté d'Ans et tout, t'as quelques cafés qui faisaient barbuc etc. Oui ils sont enchantés évidemment, ils réalisent leur chiffre d'affaire de l'année... maintenant ce n'est pas... C'est difficile parce que tu ne peux pas dire oui on a eu tel, autant de nuits réservées à l'hôtel parce que des hôtels sur Ans il y en a pas donc les hôtels sont réservés sur Liège avec le petit déjeuner le matin, ils partaient de la place Saint-Lambert et ils arrivaient... donc tous ces calculs là... l'impact c'est plus au niveau de Liège que ça du être calculé mais sur Ans pas spécialement.

S.T : D'accord. Alors j'aurais une dernière question plus générale je sais bien qu'on est en pleine réforme avec le Ministre Crucke au niveau des infrastructures sportives.

P.R : Oui.

S.T : Alors j'aurais voulu avoir ton avis sur d'une part l'intercommunalité et d'autre sur la supracommunalité et donc forcément la transcommunalité ?

P.R : Alors l'intercommunalité quand on a décidé euh quand ils ont, parce que je n'étais pas encore autour de la table, décidé de créer la nouvelle piscine. Une réflexion avait été émise par rapport à l'intercommunalité de la réalisation de la piscine donc des communes voisines type Awans, Grâce-Hollogne, à l'époque Saint-Nicolas aussi avaient été sondées pour voir tiens est-ce qu'on ne ferait pas une piscine en commun avec une mutualisation des couts mais les premières questions qui ont surgi mais on me l'a raconté : « Oui mais où est-ce qu'on va la faire ? Oui mais pourquoi chez vous et pas chez nous ? Qui sera à la tête de ça ? Donc pourquoi quelqu'un de chez vous et pas quelqu'un de chez nous » ? Ca ça été les problèmes qui ont surgi des le début et la le Bourgmestre, Stéphane Moreau a dit : « Bon on voit bien que euh c'est pas possible euh on va la faire tous seuls » et euh Michel Daerden aussi parce que c'était encore Michel Daerden. Donc voilà l'intercommunalité c'est beau sur papier mais c'est déjà compliqué dans une commune alors gérer avec d'autres communes, c'est tout le monde est de bonne composition mais un moment donné chacun y voit son intérêt, donc compliqué. Alors la supracommunalité par rapport à sa volonté au Ministre Crucke de... que la Province soit une coordinatrice... c'est une bonne idée sur papier (sourires). Je pense qu'il a raison. Sincèrement je l'ai rencontré et il m'a fait une bonne impression. Tu vois que c'est quelqu'un qui gère, qui sait gérer, qui a des idées claires euh mais malheureusement on en revient ce que je t'ai dit. T'as le dynamisme du dessus parce que lui forcément c'est le Ministre et puis t'as la pratique des de tous les intervenants et je ne sais pas bien que... voilà j'ai l'e-mail ici, la Province joue le jeu de refaire un cadastre mais cadastre qui existe déjà à la Région wallonne... Donc un moment donné ce qui est difficile si tu veux, et ça passe par tous les niveaux du Gouvernement, on te parle de simplification administrative mais ils n'en ont aucun lien entre chaque service. Je te prends un exemple qui n'est pas sportif. Si tu veux il y a... rappelle-toi... le décret sur la transparence est sorti hein bah suite à l'histoire des comités de secteur, etc. Euh et donc tu dois déclarer les mandats de... Moi en tant que gestionnaire-directeur, je dois déclarer les mandats de mes administrateurs mais si tu veux tu dois le faire sur trois portails différents pour trois niveaux de pouvoir différents mais c'est la même chose ! Et une fois je me rappelle très bien, j'ai téléphoné à la Région et j'ai dit : « Ecoutez, ça fait trois fois que je remplis pour la Cour des Comptes, pour la Région Wallonne et pour la déclaration des mandats, qui est elle-même pour la Fédération Wallonie-Bruxelles mais un moment donné on parle pas de simplification administrative ? On ne sait pas avoir un portail unique où toutes ces informations se trouvent et chacun prend celle qui ? » Parce que nous, agents, on doit le faire trois fois ! Avec des délais, avec des rappels en te disant : « Attention, si vous ne faites pas, amendes etc ». Et tu te dis mais attendez on parle chaque fois de la même chose avec évidemment, ce serait trop simple, trois fois le même fichier ah mais non des fichiers différents avec un détail à chaque fois différent et donc, c'est pour te dire que euh sur papier c'étaient des bonnes idées mais pareil pour la supracommunalité. Regarde on te demande encore une fois le cadastre des infra sportives alors que c'est une condition sine qua non à l'obtention d'un subside à la Région wallonne et on a passé des mois et des mois à le refaire avec la Région qui perdu... qui a mis ses agents d'Infrasports sur le terrain pour pouvoir le faire et puis la Province reprend, au lieu de se mettre en contact avec la Région et d'utiliser leur fichier, et te redemande un cadastre plus précis de tout mais que t'as déjà donné quinze fois quoi alors bon... oui je pense qu'ils ont raison, c'est une bonne idée qui chapeaute les projets parce qu'effectivement t'as une meilleure vue quand t'es au-dessus que tu dis que t'as pas besoin d'avoir quatre piscines sur cinq kilomètre carré mais encore une fois si... chaque niveau de pouvoir est autonome donc à un moment donné comment est-ce tu vas décider que la Commune x va avoir sa piscine donc nous on l'a, eux ils ont fait Jonfosse à Liège et puis ils vont rénover Outremeuse donc voilà donc sur x kilomètre

carré maintenant tu as Grâce-Hollogne, la piscine est vieille mais elle existe, Crisnée, la piscine est vieille mais elle existe, Ans qui a une nouvelle piscine, Jonfosse qui a une nouvelle piscine et Outremeuse qui doit le faire... mais quand tu vois la densité de population tu te dis c'est logique parce que nous on a vraiment beaucoup de fréquentation hors Ans euh mais bon je ne sais pas comment ils vont l'imposer si tu veux. C'est une réflexion utile, vraiment utile parce que bon parce que moi je pense que c'est comme ça je réfléchis. Est-ce que c'est utile de faire ça là comme ça ? Alors oui c'est utilisé mais je ne sais pas comment dans la pratique ça va se mettre en place alors ils ont sûrement des réponses mais moi je ne sais pas parce que sincèrement tout est une question de relations humaines. On a fait des événements avec la Province alors oui à la fin ça se passe bien mais je te pourrais t'en raconter mais je ne peux pas le faire comme ça... Alors oui c'est compliqué, c'est compliqué parce que tout est question de relations humaines et tant que tu as des hommes politiques et des femmes politiques qui de temps en temps font fit de l'intérêt commun bah c'est compliqué.

S.T : D'accord. Merci. Est-ce que t'as quelque chose à rajouter éventuellement ?

P.R : Oh tu as remarqué que je pourrai te raconter cinquante choses pendant....

S.T : Bah ça va, un tout un grand merci.

*Annexe 8. Retranscription de l'entretien avec Alain JACQUES, Coordinateur auprès de Liège Sport, 7 juillet 2020, Liège à 14h.*

**Entretien réalisé post-confinement au bureau de Monsieur Alain JACQUES, Liège Sport, rue des Mineurs n°17, 4000 Liège.**

Samuel Thiebaut : Voilà. Est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots s'il vous plaît ?

Alain Jacques : Oui bien sûr. Bah donc moi je suis Alain Jacques et je coordonne l'ASBL Liège Sport qui est une émanation de la Ville de Liège et qui, comme dans de nombreuses communes, euh... A Liège on a trouvé intéressant de gérer le sport, ou en tout les cas une partie du sport, via une ASBL et donc elle fait un peu office d'échevinat des sports avec la différence notamment que tout ce qui est infrastructures sportives nous échappe.

S.T : D'accord.

A.J : Et donc euh à Liège la gestion du sport est un petit peu plus compliquée qu'ailleurs probablement parce que, d'une part nous avons un voisin qui occupe une grande partie du terrain, au niveau des sports de prestige en tout cas, qui est la province de Liège.

S.T : Hum hum.

A.J : Les gens confondent d'ailleurs, la population ne sait pas toujours ce qui est de la ville et ce qui est de la province. Et au niveau de la ville même donc, nous avons quand même trois pôles prioritaires de... de gestion du sport. D'une part, et ça ça date ça vous intéresse évidemment du point de vue de la structuration politique, c'est un reliquat de la fusion des communes qui fait que nous avons trois centres sportifs qui sont gérés par des ASBL distinctes qui correspondent à d'anciennes entités communales. Donc vous avez, par exemple, le complexe sportif de Grivegnée qui comporte une piscine qui était une propriété de l'ancienne commune de Grivegnée avant la fusion des communes et c'est pour ces raisons que cette structure n'a pas intégré la gestion communale, elle est restée en gestion ASBL. Idem pour le centre sportif d'Angleur, qui ne comporte pas de piscine. Et idem pour le centre sportif de Bressoux qui ne comporte pas de piscine non plus mais donc ce sont d'anciens halls communaux euh de communes qui ont adhéré *manu militari* à la Ville de Liège actuelle et qui ont gardé cette gestion relativement autonome avec un conseil d'administration composé, dans la plupart des cas, de conseillers communaux qui sont quand même proches du quartier. Donc la ges... donc à la Ville de Liège il y a des infrastructures qui sont gérées par des ASBL historiques et d'autres infrastructures qui sont gérées de manière communale, par le service communal. Donc c'est... c'est très particulier. Euh et... et donc la gestion communale elle intègre un département qu'on appelle le département de la proximité.

S.T : Hum hum.

A.J : Qui ne comporte donc pas le mot « sport ». Et la gestion du sport euh on va dire quotidien avec les relations avec le monde sportif, avec les clubs, la politique sportive a été attribuée, non pas au début de cette mandature ci mais au début de la mandature précédente au bourgmestre. Donc à Liège nous n'avons plus d'échevin des sports, c'est le bourgmestre qui a la politique sportive et qui la délègue en partie à l'ASBL Liège Sport.

S.T : Et quelles difficultés ça apporte ça justement ? Qu'il n'y ait pas d'échevinat des sports et donc que ce soit directement le bourgmestre qui ait la compétence du sport dans ses attributions ?

A.J : Euh je ne pense pas qu'il faille voir ça sous le jour d'une difficulté parce que ça a été un acte délibéré et donc il faut y voir la volonté du bourgmestre de euh s'intéresser directement à la politique sportive dont il était convaincu qu'elle était importante en termes d'intégration sociale, de population, de jeunes et notamment de... de jeunes de quartiers défavorisés.

S.T : C'est un peu... donc finalement la politique sportive à Liège, quel est son axe de priorité ? C'est l'intégration sociale ?

A.J : Probablement oui. Probablement.

S.T : D'accord. Et comment est-ce qu'on incarne ça ? Qu'est-ce qu'on met en place pour euh... pour euh... renforcer...

A.J : Bah, nos moyens sont limités hein. Ce n'est pas nouveau. La Ville de Liège est une ville qui a connu une crise importante. Ce n'est pas uniquement la crise d'une ville, c'est la crise de toute une région et de tout un bassin sidérurgique. Donc elle a perdu euh si je ne me trompe, 40 000 habitants en très peu de temps il y a 40 ans. Donc il y a eu vraiment un exode, et notamment un exode de personnes qui avaient des revenus.

S.T : Hum hum.

A.J : Donc la ville s'est paupérisée. La ville a joué aussi un rôle de tampon en matière d'emplois au moment de la crise des années 70 et donc elle a... elle s'est retrouvée à engager énormément de gens puis elle a dû se désengager assez rapidement donc c'était des... c'était une période quand même extrêmement difficile et extrêmement critique. Euh la ville se relève par à-coups hein donc ça fait plusieurs dizaines d'années qu'on consolide les effets de la crise et que, progressivement, la ville ressort la tête de l'eau, réinvestit etc. Mais évidemment la ville n'a pas des moyens colossaux à consacrer, ni à ses investissements, ni à tout ce qui dépasse la gestion de ses problèmes les plus directs. Donc évidemment, nos moyens étant limités, on doit cibler sinon on saupoudrerait hein, si on devait répartir nos moyens, c'est ce qu'on dit souvent entre nous quand on a des réunions, bah c'est sûr que si on devait répartir les quelques centaines de milliers d'euros que nous avons à disposition entre les 200 000 habitants de la ville, on enverrait un chèque de 2 ou 3 euros à chacun et on ne pourrait pas parler d'une politique sportive.

S.T : Hum hum.

A.J : Donc évidemment on choisit d'essayer d'aider les jeunes à faire du sport via la distribution de chèques sport. Donc nous, ici à l'ASBL, nous gérons euh probablement maintenant un nombre croissant, probablement 1200 dossiers de jeunes qui... qui font du sport et que nous aidons à concurrence de 80 euros par jeune en fonction des revenus du ménage. On attribue aussi, et ce n'est pas ça qui va faire vivre les clubs, mais on établit aussi un contact positif avec les clubs sportifs en leur versant un subside depuis maintenant quelques années, depuis que Monsieur Faway a repris la présidence de l'ASBL Liège Sport et donc euh on répartit ce subside entre tous les clubs de Liège en fonction du nombre de jeunes et à la condition principale qu'ils soient en ASBL donc on ne subventionne pas les associations de faits. On veut privilégier, promouvoir la sécurité... La sécurité juridique.

[Sonnerie de téléphone]

S.T : Vous pouvez répondre, allez-y... On parlait du... de l'échevin...

A.J : Donc c'est quand même toujours l'axe des jeunes euh... Et parallèlement à ça, donc avant le service des sports gérait les animateurs socio-sportifs qui ne sont plus vraiment des animateurs socio-sportifs maintenant. Ca a été un combat pendant toute une époque d'avoir un animateur dans les quartiers. Maintenant leurs missions sont un petit peu plus large mais eux aussi ont pour objectif de permettre à des jeunes dans les quartiers de faire du sport avec un accompagnement socio-sportif de la ville directement sans que ça leur coûte quoi que ce soit.

S.T : D'accord. Euh j'aimerais bien parler du lien que vous avez avec le monde politique. De quelle manière le service ici de Liège Sport interagit avec le bourgmestre, de quelle manière euh... Comment est-ce qu'il fixe ses priorités... ?

A.J : Bah le conseil d'administration est constitué de manière paritaire de euh conseillers communaux selon la clé d'Hondt. Euh et de... d'intervenants du monde sportif qui sont finalement cooptés par les conseillers communaux. Donc l'initiative, la primo initiative, évidemment, émane du monde politique et euh la présidence de l'association et donc la moitié des administrateurs étant des conseillers communaux bah forcément on est en phase quand même directe avec les préoccupations qui sont euh débattues au sein du conseil communal. Et donc euh le président, ici, est relativement proche donc il n'a pas de rôle au sein du collège. Il n'est ni bourgmestre, ni échevin, ni président du CPAS mais d'une part évidemment sa personnalité fait que euh il a une expérience importante du monde du sport qu'il a exercé pendant 30 ans les fonctions de directeur... enfin directeur général à l'époque on dit secrétaire général du CPAS euh... il est conseiller communal et donc il a une proximité par rapport au bourgmestre qui lui permet quand même de, à la fois d'être à l'écoute du bourgmestre lorsqu'il a une préoccupation ou la volonté de mener un projet. Et à l'inverse, bah il peut effectivement faire part de nos projets et de nos préoccupations au bourgmestre pour essayer de trouver des solutions. Donc ce sont des choses qui, pour le moment dans le contexte covid sont en cours puisqu'on essaye aussi de relancer, de participer modestement à la relance du monde sportif.

S.T : Vous avez souligné tout à l'heure que vous n'aviez pas les infrastructures dans vos compétences. Quelles euh difficultés cela peut créer et qui a cette compétence là finalement ?

A.J : Donc la compétence politique c'est le bourgmestre, ça fait partie de sa politique sportive mais euh c'est la proximité qui gère les infrastructures.

S.T : D'accord. Et la difficulté...

A.J : Et... je vais pas m'étendre sur les difficultés que cela représente euh simplement bah il est clair que c'est plus difficile d'assurer une homogénéité de l'action quand les infrastructures sont gérées distinctement du reste de l'action sportive. Donc si à un moment donné des gens veulent organiser un événement sportif... de toute façon il faut toujours des infrastructures qu'il s'agisse d'événementiel ou de pratique quotidienne, on n'évite pas les infrastructures. Et donc effectivement bah ce sont... ça augmente le nombre d'interlocuteurs possible et ça enlève peut-être un peu de cohérence. Maintenant l'ASBL ici c'était un projet euh... à... comment dirais-je, à ambition mesurée et euh le fait qu'on y fait des infrastructures avec des moyens, par

exemple, dans le cadre d'une régie autonome, peut demeurer intéressant mais nécessite un... des bouleversements beaucoup plus importants.

S.T : C'est un projet de faire une régie autonome sur Liège ?

A.J : C'était envisagé au début de la création de Liège Sport et puis euh je pense que ça... ça nécessitait des refondements tellement importants que ça a été quand même mis sur le côté pendant un certain temps.

S.T : Qu'est-ce que vous entendez par « refondement » ?

A.J : Bah ça veut dire qu'il faut déterminer, il faut donner une... donc nous on ne peut pas dire qu'on a une capacité d'investissement hein. On a un budget de fonctionnement et du personnel qui est mis à disposition de l'ASBL par la ville, dont moi. Euh donc c'est relativement soft, on nous prête des locaux, en fait on les loue donc euh... On ne peut pas dire que ce soit un loyer exorbitant mais enfin, là où on se trouve nous louons, la ville nous verse un subside et hors du subside, on loue notamment un bâtiment. On met le personnel gracieusement à disposition de l'ASBL, donc ça c'est quelque chose de positif sans contre partie. Euh mais s'il avait fallu gérer les infrastructures sportives ça aurait nécessité un déplacement beaucoup plus important de personnel, une structuration différente et une réflexion, si on veut aller vers la régie, bah il aurait fallu dégager, du service des travaux, du personnel d'entretien, des véhicules, tout un parc et une capacité d'investissement. Et donc je pense que la ville n'a pas voulu faire ce pas là et n'a pas voulu déforcer. Donc on vient à la fois après une période de recentralisation du personnel notamment en travaux hein. Donc on a racheté les bâtiments de la rue de Namur, on a ramené tout le personnel qui était dans différentes antennes, différents services, ateliers, qui se trouvaient un peu partout, disséminés sur la ville de Liège. On a tout ramené rue Namur, donc il y a un mouvement jacobin, je vais dire, centralisateur euh au niveau de la ville et je pense que euh dans le même temps on a pas voulu ressortir des gens pour recréer des choses annexes. Et donc c'est ça qui fait que ça s'est limité. Maintenant, en termes de gestion du sport, c'est vrai que ça donnait... ça donnait évidemment une cohérence euh et une force beaucoup plus importante évidemment.

S.T : Mais alors comment ça se fait qu'il y ait des plus petites communes qui mettent en place des régies communales, qui développent beaucoup de moyens pour la politique sportive et que dans une grosse ville comme Liège, justement, on ait pas euh mis une priorité là dessus ou qu'on ne cherche pas, au moyen, à mettre les mêmes moyens ?

A.J : Mais euh je pense que euh... Je ne vais plus m'étendre sur les problèmes spécifiques qu'a rencontré... donc toute la région a subi des problèmes. Mais, si je prends la commune de Neupré par exemple, elle ne rencontre pas les mêmes problèmes. Je ne vais pas stigmatiser Neupré mais... ou Embourg, ils ne rencontrent pas les mêmes problèmes qu'à Liège.

S.T : Non c'est sûr.

A.J : Donc évidemment la ville a perdu des habitants. Elle se bat pour refranchir, elle est à deux doigts, mais c'est presque vexant, mais elle est même à cheveux mais il manque toujours le 200 000ème habitant pour se retrouver dans la même catégorie que nos amis de Charleroi. Donc on a perdu ça. On a eu euh une dette quand même assez conséquente qu'on de la peine à résorber malgré les aides successives des... des... notamment maintenant de la Région Wallonne. On a des charges d'emplois, on a des charges de pensions qui restent toujours... comme des

enclumes au dessus de la porte hein. Et donc ces problèmes là, on ne peut pas les comparer avec les... les... avec toute une série de petites communes. Euh on rencontre évidemment les grandes villes, euh c'est pour ça que Liège a quand même développé toute une série de réseaux... en tout les cas qu'elle participe à une série de réseaux de... de supra... supracommunales et internationaux de villes qui rencontrent toute une série de problématiques, qu'il s'agisse d'immobilier, qu'il s'agisse de paupérisation, de sécurité urbaine, etc. et donc c'est vrai que la ville bah ça vit intensément, ça a beaucoup de qualités, il s'y passe beaucoup de choses du point de vue culturel, du point de vue sportif. Les grands événements bah tout le monde veut venir faire des choses place Saint Lambert. Mais c'est aussi un aimant à problèmes. Et donc je pense qu'il y a probablement moins de... de pauvreté visible dans un grand nombre de communes aux alentours euh la ville par exemple, elle a une charge en matière de sécurité incendie hein qui... sans communes mesures avec les communes avoisinantes. Donc les services incendies bah c'est un service communal qu'on a intercommunalisé avec une charge quand même très très importante pour la ville. Euh elle a une police qui doit être beaucoup plus présente euh dans les quartiers ou sur les événements parce que chaque fois que quelqu'un veut faire des événements, les gens veulent organiser des joggings et il y a 40 ou 45 joggings à Liège tous les ans mais c'est chaque fois des policiers. Les organisateurs parfois disent « Bah moi j'ai pas besoin de policiers » mais s'il est de la responsabilité aussi du bourgmestre de veiller à ce que les choses se passent bien et donc on va pas déléguer et laisser les gens faire n'importe quoi. C'est pas parce que les gens disent « Moi j'ai pas besoin de policiers » qu'on ne va pas en mettre donc... Le Standard bah c'est bien mais il n'y a pas de Standard de Liège dans les autres communes donc on attire des hooligans qui viennent de la Belgique entière euh et tous ces problèmes là qu'on doit gérer bah ce sont des problèmes... On a un bâti qui est très important. On a des immeubles qui sont magnifiques à Liège. On a l'Académie des Beaux-Arts, par exemple, c'est un bâtiment splendide bah je pense pas qu'à Ans il y ait l'équivalent de l'Académie des Beaux-Arts mais il faut l'entretenir. On a euh combien, 75 ou 80 écoles qui sont des bâtiments anciens à entretenir, avec des toitures anciennes, des murs anciens, des chauffages anciens. Et donc ça veut que notre programme d'investissement euh est parfois vraiment à la limite suffisant ou moins que suffisant pour entretenir ou simplement veiller à maintenir en bon état ce que l'on a. Dans une commune évidemment comme Crisnée, qui euh un jour par distraction probablement a décidé de construire une piscine dans les années 70 puis ils se sont rendus comptes que ça coûtait fort cher bah entre temps elle a grossi, elle a pris de l'ambition. Il y a toute une série de gens qui travaillent soit à Bruxelles soit à Liège qui vont habiter à Crisnée et qui ont une belle maison, qui ont des revenus et donc qui participent à l'impôt communal etc. donc la population a prospéré en quantité et en qualité financière en tout les cas et donc bah cette commune là, non seulement maintenant elle arrive à gérer sa piscine mais elle commence à se construire une belle administration communale, elle commence à faire des minis golfs et a des projets un peu à vocation... hein euh et donc évidemment on part là de rien et on a une population qui grossi et on se donne des moyens et à un moment donné bah on peut être ambitieux. Si on prend Verlaine bah Verlaine vient de se construire un nouveau hall sportif. A Liège évidemment on ne sait pas se construire à la même échelle euh je sais pas, je ne sais plus combien d'habitants il y a à Verlaine mais s'il y a 15 000 habitants bah Liège ne sait pas se construire 12 ou 13 halls sportifs comme Verlaine sur le temps que Verlaine s'en construit un. Ca, c'est une vue de l'esprit, faut vraiment l'oublier. Et donc euh à l'inverse, on a décidé quand même de construire une patinoire qui est un outil à vocation régionale, que l'on ne trouve pas ailleurs dans la province et très peu en Région Wallonne. Et donc c'est un outil ça qui a une certaine ambition mais voilà. A un moment donné la question c'était ou la patinoire ou la piscine puis on a dit bah d'abord la patinoire puis la piscine. Maintenant la piscine bah elle est ouverte et voilà. On arrive petit à petit à... pouvoir étoffer l'offre. Ici on va avoir un nouveau hall sportif qui est en préparation, en gestation, qui va remplacer la Constitution, qui

n'était pas très heureux en termes architectural, urbanistique, mais qui avait une capacité. Bah le nouveau risque d'avoir... évidemment il sera séduisant parce qu'il sera plus nouveau, il sera probablement plus beau, plus fonctionnel que la... la Constitution mais à la Constitution on avait un double plateau, je ne pense pas que le nouveau aura un double plateau donc ça veut dire qu'à un moment donné, même quand on rénove, petit à petit, on perd des infrastructures. Quand on a fermé la Sauvenière, la Sauvenière c'était un bassin de 33 mètres, un petit bassin de 25, c'était plusieurs salles d'arts martiaux ou de boxes et donc il y a des clubs de boxes qui n'étaient pas nécessairement non plus des clubs qui étaient fréquentés ou gérés par des Liégeois parce que la ville attire les gens donc il y a beaucoup de gens qui disent « Oh mais Liège devrait, Liège devrait » mais qui n'habitent pas Liège. Et donc euh quand on a fermé la Sauvenière, il y a des gens qui se sont repliés sur Herstal et sur d'autres communes.

S.T : Est-ce que finalement la faiblesse c'est que vu qu'on a... enfin c'est une grande population, qu'on doit développer une grande offre. Finalement on ne sait se spécialiser en rien tandis que certaines communes se spécialisent dans certaines infrastructures, dans certains pôles sportifs. Que à Liège, si on veut développer l'offre on est obligé de le développer partout et que...

A.J : Certainement, certainement. Tout le monde veut qu'il y ait des piscines à Liège hein euh... donc ça on les a. On s'est spécialisé quand même dans le patinage parce que, historiquement, on avait des clubs de patinage euh c'était quand même un peu dommage... un appauvrissement, je vais dire, culturel dans le sens euh ça fait partie de la vie... ça fait partie de la vie sociale et culturelle de Liège d'avoir un club de hockey. Donc là, la ville a choisi effectivement de se spécialiser. A la place on aurait pu, oui, faire des halls sportifs où on allait faire du mini foot hein. Mais euh mais c'est sûr que... on ne peut pas se comparer en tout les cas, on ne peut pas comparer les investissements de Liège par habitants à ce que certaines communes peuvent se permettre.

S.T : D'accord. Donc on a parlé des infrastructures sportives maintenant j'aimerais bien qu'on se concentre sur les événements sportifs, notamment internationaux. Euh quel rôle jouez-vous dans la mise en place de tels événements ou du moins dans sa mise en œuvre ?

A.J : Euh je dirais principalement un rôle de catalyseur.

S.T : C'est-à-dire ?

A.J : Bah c'est-à-dire qu'on est... on n'a pas les moyens, nous, en tout les cas, d'acheter des événements ou de les euh de les faire vivre financièrement. Et donc le rôle d'un catalyseur c'est d'être présent et de permettre à la réaction de se faire. Et donc... mais... mais je ne dis pas qu'on n'y participe pas, on met en présence les forces, on essaye de résoudre les problèmes, on essaye de mettre autour de la table des interlocuteurs qui sont susceptibles de résoudre les problèmes qui se posent. Donc notamment la logistique hein, vous parliez d'interactions avec le bourgmestre mais évidemment le bourgmestre il a la police, la sécurité, l'échevin des travaux évidemment, il a aussi une capacité d'intervention. Et donc notre rôle c'est d'être un réceptacle euh un interface avec les demandeurs mais les grands événements, je vais dire, globalement, doivent être auto-porteur financièrement ou trouver des sponsors là où ils peuvent les trouver mais c'est clair que c'est très peu nous. Quand on interagit avec la province, par exemple, qui elle a, à la fois, une disposition générale à participer à des grands événements, une vocation, elle a un service des grands événements etc. et elle a les moyens. A un moment donné elle peut mobiliser des moyens financiers fort importants et donc elle a choisi depuis des années, vous

parliez de cyclisme tout à l'heure, elle a choisi depuis des années d'investir, de s'investir dans le cyclisme et de... de faire du lobbying auprès de ASO et donc ils sont devenus très proches, la province de Liège est un partenaire privilégié de ASO. Et donc c'est vrai que la province bah elle allonge pour acheter l'épreuve euh la Flèche Wallonne, Liège-Bastogne-Liège, des départs, des grands départs, des étapes de Tour de France. Régulièrement bah elle casse sa tirelire et elle se paye ce type d'épreuves. Nous on participe un peu. Donc la province négocie dans ce cas là et puis elle renégocie avec les villes concernées et donc on participe un petit peu financièrement mais certainement pas dans les mêmes proportions. Par contre, on assume vraiment un travail important parce que le travail de la police, le travail de réflexion préalable, le travail quotidien, vraiment le travail de terrain, le travail des équipes techniques etc. pour la venue du tour de Liège-Bastogne-Liège que l'on évoquait tout à l'heure, bah ça représente un travail important.

S.T : D'accord.

A.J : Et là évidemment la ville le met moins facilement en évidence que euh ce que fait la province qui elle, évidemment, est aux premières loges pour négocier des conventions. Mais voilà, les gens ne doivent pas... les gens doivent savoir que ça représente un certain travail et que la ville, ici, elle a perdu Liège-Bastogne-Liège à une certaine époque euh où Ans a pu... a eu l'opportunité de bénéficier de cette arrivée, qui a déçu les cyclistes, je pense, au fil du temps parce que les promesses de la côte d'Ans se sont avérées un peu piégeuses dans la mesure où euh... on a eu chaque année un peu plus le sentiment que les concurrents en gardaient sous la pédale pour franchir ce dernier obstacle alors que ce qu'on espérait, ce qu'on avait l'année dernière, c'est un déclenchement beaucoup plus... beaucoup plus tôt de l'épreuve pare qu'il n'y avait plus cette côte pour terminer. Et donc la ville a, politiquement, en bonne entente avec Ans et sans vouloir du tout lui arracher quelque chose, donc je vais dire, ça a été diplomatique mais la ville a quand même montré depuis quelques années qu'elle était vraiment désireuse de récupérer l'arrivée de Liège-Bastogne-Liège. On était content d'être arrivé à ça l'année dernière et évidemment des problèmes se sont annoncés de suite d'une part parce qu'on allait se retrouver avec les travaux du tram et donc ça on savait bien que ça allait vite euh être des éditions un peu provisoires mais avec la perspective de s'installer quand même par après. Et puis bon, il y a eu le covid qui... Mais, mais dans... l'épreuve est toujours là et elle aura lieu le 4 octobre et donc on aura une édition particulière évidemment. Liège-Bastogne-Liège qui se terminera sur le Quai des Ardennes.

S.T : Oui donc vous avez souligné beaucoup d'éléments importants donc je vais revenir un peu dessus euh... euh petit à petit. Tout d'abord, je... la première question qui m'interroge c'est par rapport à la... vous parliez du covid, comment ça se fait qu'un événement comme Liège-Bastogne-Liège finalement soit maintenu dans un calendrier, je veux dire dans une période assez courte finalement parce qu'il faut encore renégocier toutes les autorisations etc. Comment ça se fait qu'un événement comme Liège-Bastogne-Liège ait toujours lieu alors que certaines autres manifestations elles sont tout simplement annulées ?

A.J : Comme lesquelles par exemple ?

S.T : Oh je ne sais, par exemple euh... Je ne sais pas du tout le jogging de Liège par exemple, il est reporté ou s'il a été annulé, celui de Liège.

A.J : Non il n'aura pas lieu, oui.

S.T : Voilà, par exemple.

A.J : Bah... déjà il y a une différence assez importante. Donc hein... je n'ai vraiment ni autorité ni compétence pour parler de tout ce qui est covid parce que en tant que citoyen c'est un problème qui me dépasse. J'ai écouté, on entend moins maintenant, j'ai écouté des virologues, des... des... et toute une série de gens euh apparemment les avis ne convergent jamais donc en tant que citoyen je ne suis pas certain qu'il y ait des gens qui maîtrisent bien la problématique et donc j'ai le sentiment qu'on va vers quelque chose d'évolutif de jour en jour, de semaine en semaine. Est-ce qu'on part en vacances, est-ce qu'on ne part pas ? Est-ce que le feu est vert ? Est-ce qu'il est rouge ? Etc. etc. Qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui n'est pas bien ? Donc vraiment je n'ai ni compétence ni autorité pour parler de ça. Et donc certainement pas comparer les éléments. Simplement, moi, à titre personnel, donc je ne vais certainement pas justifier que l'on autorise ou que l'on autorise pas telle ou telle manifestation euh je dois juste compara... mettre en évidence, et ça ne justifie rien, je dis juste que Liège-Bastogne-Liège est une épreuve à caractère mondial et donc à un moment hein on a bien vu qu'il y avait des tensions entre l'intérêt sanitaire et l'intérêt économique. L'intérêt des personnes et l'intérêt économique. Et une rivalité bah on peut en débattre évidemment mais euh le gouvernement a choisi sous le label du comité de sécurité euh ils ont choisi à un moment donné, ils ont pris des options alors... qui ont été contestées parce qu'on trouvait qu'on permettait trop vite la réouverture des commerces, voilà. On se rend bien compte que les gens doivent vivre et... qu'ils doivent manger et que pour ça ils doivent pouvoir travailler, ou en tout cas avoir un salaire et qu'à un moment donné c'est pas tellement ou les commerces ou les gens mais que les commerces ça faisait aussi partie de la vie des gens donc euh il y a ce genre de choses. Donc j'imagine qu'à un moment donné le fait qu'il y ait un événement à caractère mondial euh avec des organisateurs extrêmement professionnels doit pouvoir participer à la réflexion quand on se demande si on va l'organiser ou si on ne va pas l'organiser. D'autre part, ce n'est pas un événement de masse, c'est un événement qui attire du public mais qui attire quand même avant tout un nombre considérable de millions de téléspectateurs qui sont chez eux devant leur écran et qui évidemment, la quantité de téléspectateurs par rapport à la quantité de spectateurs bah évidemment la balance n'est pas du tout proportionnée, euh et les participants bah ils seront 200 point barre. Ils sont 200 professionnels qui font partie d'un cirque comme l'ont été les 20 privilégiés qui font de la Formule1 et qui ont pu s'amuser ce week-end. Donc on a 200 professionnels qui doivent mesurer évidemment le risque de participer à des épreuves et de concourir, qui seront eux-mêmes encadrés évidemment par des staffs professionnels et donc c'est pas du tout la même chose que de faire courir 4 ou 5 milles quidams ensemble et déambuler dans les rues de Liège. Donc ça je pense que ce sont des... en faisant ça je ne justifie rien, je dis juste que ce sont des éléments qui permettent de dissocier très fort les événements. En dehors de ça bah il y a une option qui a été prise par les... la conférence des bourgmestres de l'arrondissement qui ont choisi de systématiquement, ou en tout cas d'adopter une règle générale euh de ne pas reporter les événements du premier semestre ou par les trimestres, je crois, à l'époque, mais enfin on ne savait pas combien de temps ça allait durer mais enfin ils ont décidé de ne pas reporter au deuxième et donc c'est le cas, par exemple, des 15km de Liège euh qui normalement ne seront pas reportés. Et donc voilà. Maintenant, voilà c'est pas à moi de justifier l'exception de Liège-Bastogne-Liège et de la Flèche Wallonne mais je pense que c'est... ce sont des réflexions très particulières pour des événements très particuliers.

S.T : D'accord. J'aimerais bien revenir sur le fait que Liège-Bastogne-Liège soit revenu en 2019 à Liège. Selon vous, quel est le... pourquoi est-ce que ça a été possible en 2019 et pas avant ?

A.J : Bah, sauf si je suis distrait, je pense qu'il y avait une convention qui liait... qui a été reconduite probablement plusieurs fois. Je ne me souviens plus vraiment des détails mais donc il y avait une convention entre les organisateurs ASO et la vil... la commune de Ans et je pense qu'on est arrivé au terme... enfin ou en tout les cas avec la Province de Liège incluant la commune d'Ans, plus exactement. Et je pense qu'on était au terme de cette convention, que la Province a renégocié une convention et que la Ville de Liège a posé sa candidature pour participer à l'opération durant un nombre d'années qui est relativement limité aussi donc on est reparti pour une convention de, je crois que c'est 6 ans mais je ne suis plus... c'est 5 ou 6 ans. On est reparti pour quelques années euh et puis ce sera renégocié donc si ça se fait c'est Embourg qui va avoir l'arrivée par après hein.

S.T : C'est... mais quel est l'intérêt alors pour une euh pour une commune finalement qui financièrement a des problèmes euh on va dire d'argent... Oui forcément euh quel est l'intérêt pour elle de recevoir une course comme ça qui demande un cahier des charges, qui demande une participation financière, c'est quoi l'intérêt alors ?

A.J : Bah c'est-à-dire que soit on... soit quand on a des problèmes on ne fait plus rien et donc euh dans un ménage on ne va plus en vacances et on s'asphyxie et on rentre dans une spirale euh rentrante. Euh soit on essaye de résoudre ses problèmes. C'est un peu le même type de réflexion stupide que de savoir si euh si il faut s'occuper du mal-être animal tant qu'il y a des enfants qui sont en difficulté. Donc euh effectivement il y a des priorités hein... je pense que incontestablement une société doit donner plus de moyens à l'éducation et au bien-être de ces enfants que des chiens et des chats perdus mais ce n'est pas... mais on ne peut pas organiser une société sous la forme d'exclusive. Et donc à la fois les Liégeois ont le droit de respirer, ils ont le droit d'exister. La ville a des aspirations, c'est une ville qui a une culture, c'est une ville qui a un passé, c'est une qui a une place sur la carte de la Belgique et sur la carte européenne. C'est une ville que les Français connaissent, qu'ils apprécient, qui euh si on était une ville française comme on l'a été relativement peu de temps bah on serait dans le top 10 des plus grandes villes de France, en termes d'habitants. Euh et donc quand on est une ville de ce type, on peut sans grandiloquence avoir tout de même des aspirations à accueillir des événements et à intéresser les gens parce qu'on doit encore exister demain. Soit on fait ça et à la fois on bah on retrousse ses manches et on essaye de résoudre les problèmes actuels mais on se donne une capacité d'exister dans l'avenir euh et de conserver une place sur le plan européen soit on se referme complètement sur soi-même comme euh comme une huitre et on ne sait plus ce qu'il se passe ailleurs, les gens ont oublié qu'on existe et je ne pense pas que c'est comme ça qu'on va résoudre le problème non plus.

S.T : Hum hum. Oui, non vous avez raison. Et euh...

A.J : Mais ça ce sont les options politiques.

S.T : Oui bien sûr.

A.J : Il y a des communes qui choisissent de se replier sur elles-mêmes. Bah voilà. Je pense que les habitants de Liège attendent autre chose et sont quand même fiers à un moment donné quand... évidemment il y a un effet de halo hein euh ici on parle de gestion communal bah c'est sûr que quand par exemple j'ai l'organisateur de l'événement de badminton, [Aero Badminton ?] qui s'est déroulé ce week-end, le contact qui demande si on sait l'aider bah c'est valorisant de recevoir ce type de demande. A la fois on se dit bah ça se passe à Spa, Spa ce n'est pas Liège mais le fait que les gens n'aient pas oublié que Liège existe et qu'ils puissent imaginer

que Liège puisse intervenir là dessus... si vous allez en vacances à l'étranger et que... on n'utilise pas tellement le terme de Liège, on parle du circuit de Spa-Francorchamps mais enfin quelque part on peut discuter hein des investissements, de l'écologie, des intérêts de continuer à faire des sports moteur etc. Enfin je veux dire ça... on peut ouvrir les portes...

S.T : C'est une autre réflexion.

A.J : Indépendamment de ça, donc qu'on aime qu'on n'aime pas etc. bah je veux dire voilà, on peut aimer le football, ne pas l'aimer, trouver qu'on y consacre trop de moyen, trouver que euh les gens peuvent se comporter comme des sauvages, que c'est un monde corruption enfin tout ça. Mais à la fois bah c'est quand même valorisant d'être ailleurs et de vous retrouver à 3000 km d'ici et que les gens disent « Ah oui le Standard de Liège, je connais ! » et que voilà. On n'a rien de plus avec ça hein mais je veux dire on existe sur la carte et donc à un moment donné bah on peut dire bah voilà on ne met plus d'argent dans le Standard, on ne met plus de policiers, on interdit les matchs et on fait comme Détroit, on se ferme complètement, on vend les maisons pour 1 dollar et puis voilà.

S.T : Ah non c'est clair. Vous avez raison. Vous pensez que la population elle s'identifie à la course ? Elle s'identifie d'une certaine manière à cette euh je sais pas à cette difficulté, au fait que ça appartienne un peu à la... enfin au territoire, je veux dire. Est-ce qu'il y a une espèce de...

A.J : Bah pff il y a... Oui je pense que... La question c'est « est-ce qu'il y a un sentiment liégeois » ?

S.T : Oui par rapport à cette course là en particulier.

A.J : Liège-Bastogne-Liège ?

S.T : Oui.

A.J : Oh oui. Oui je pense. C'est... Quand on voit le... Quand le samedi qui précède la course euh on organise toute la petite présentation des coureurs etc. Ici évidemment je ne suis pas objectif parce que j'aime beaucoup le monde cycliste mais c'est vrai que quand on voit la... la bienveillance et la disponibilité des coureurs cyclistes, qui sont quand même des stars mondiales, qui sont des gens qui font des... là aussi, tout ce qui est sport c'est controversé donc on peut parler de dopage etc. Mais euh mettons-ça de côté, ce sont quand même des gens qui font des choses hors normes hein. Donc quand on a un gars comme Valverde, quelqu'un comme Philippe Gilbert hein euh quelqu'un comme Peter Sagan euh qui... qui sont ici à Liège et qui déambulent dans des couloirs, qui se font arrêter par les gens et qui avec beaucoup de gentillesse la plupart du temps, peut-être moins Valverde, mais...

S.T : [Rires].

A.J : Sont accessibles aux gens, font des photos de famille et tout ça. Alors que dans le domaine du football on a des joueurs qui jouent en 4<sup>ème</sup> provinciale qui se prennent pour euh pour Ronaldo euh qui sont parfois relativement inaccessibles. C'est un sport très populaire et quand on voit le... il y a quand même beaucoup de gens qui font le déplacement et on voit, ce sont des jugements de valeurs hein donc c'est subjectif, mais on voit beaucoup de gens de milieux vraiment populaires qui sortent de chez eux et qui viennent pour voir les coureurs, pour voir la

présentation. Ca n'a plus le même caractère populaire que ça avait probablement au début du 20<sup>ème</sup> siècle hein euh les folles années du cyclisme. Mais je pense que les gens viennent quand même beaucoup. Maintenant, le problème du cyclisme c'est qu'il... est plus télégénique puisque c'est un sport de passage donc il est plus télégénique que le football. Enfin je ne dis pas que le football n'est pas télégénique mais proportionnellement...

S.T : Oui, non je vois ce que vous voulez dire.

A.J : Et quand on vient voir les coureurs, c'est gai de les voir dans l'effort mais on se prive de... d'avoir... de participer à toute la technique, toute la tactique de la course. Donc les gens ne sortent pas nécessairement de chez eux mais je pense que c'est quand même un événement fortement représentatif et l'épreuve que l'on a à Liège est quand même une épreuve qui, historiquement, est quand même... on voit que c'est un sport qui s'internationalise beaucoup et ça reste, que ce soit le Tour des Flandres qui lui a une histoire peut-être plus controversée parce que plus régionaliste, plus politique. C'est une course politique. Liège-Bastogne-Liège n'est pas une course politique. Donc euh ou Milan San Remo bah évidemment ça garde euh on voit de jeunes coureurs qui viennent de Colombie et qui rêvent quand même de ces épreuves là. Donc je reviens sur la question précédente, oui ça a une importance dans le monde parce qu'il y a des gens qui rêvent de venir lever les bras à Liège et d'autre part je pense que les Liégeois ne sont pas... Il n'y a pas eu de manifestations de masse hein, on n'est pas venus faire la grève de la faim place Saint Lambert parce qu'on a perdu Liège-Bastogne-Liège mais je pense que les Liégeois sont quand même... s'identifient quand même à leur épreuve qui est quand même aussi la mise en valeur de tout un relief, de toute une nature qui est propre aux versant ardennais de la vallée.

S.T : Hum hum. Est-ce que justement le fait que ce soit cette ferveur populaire qui s'installe chez les gens qui regardent l'épreuve, est-ce que finalement elle ne se transmet pas aussi au niveau politique ? Dans le sens où c'est un sport qui est bien vu parce qu'il y a un accès de gratuité, il n'y a pas d'exclusion par rapport aux gens et donc on serait peut-être plus favorable à mettre en place, je vais dire, des directives ou essayer d'installer la course à Liège que par rapport à d'autres sports ?

A.J : Ah bah c'est sûr que du point de vue politique ce n'est pas anodin. Euh c'est une épreuve populaire et je pense que les politiques qui ont... qui font le nécessaire pour défendre l'épreuve sont conscients de cet aspect là. Euh c'est quelque chose qui n'est pas anodin évidemment, ce n'est pas le Grand Prix de Formule1 de Monaco hein donc on n'est pas obligé de casser sa tire... enfin je pense que les gens qui assistent au Grand Prix de Formule1 de Monaco ne cassent pas leur tirelire et que ceux qui devraient la casser bah la casseraient inutilement parce que c'est quand même hors de prix donc on est dans un... si on prend les deux, si on les compare, il y a un événement qui est infiniment mondain et... et spéculatif et l'autre qui est vraiment un événement populaire sous lequel ASO, dont c'est le métier, eux évidemment se font quand même du blé sur l'événement, ça sûr. Et il y a tout un monde de sponsors donc il y a de l'argent qui circule mais ce ne sont pas les gens qui le mettent. Et la ville ne se ruine pas pour la... pour Liège-Bastogne-Liège. Elle... je veux dire, elle participe notamment du point de vue logistique mais voilà, ce n'est pas une ruine, un sacrifice que la ville impose, que les dirigeants de la ville imposent aux habitants pour se payer une course cycliste. Je veux dire, voilà, on fait ce qu'il faut pour que ça se passe bien mais ça se fait sans grandiloquence.

S.T : D'accord. Bah écoutez, je pense qu'on a bien avancé. Merci pour vos réponses. Est-ce que vous avez quelque chose à rajouter, éventuellement ?

A.J : Non, non.

S.T : D'accord. Bah voilà, super merci !

*Annexe 9. Retranscription de l'entretien avec Christophe LACROIX, Bourgmestre de la commune de Wanze, 13 juillet 2020, Wanze.*

**Entretien réalisé post-confinement au bureau du Bourgmestre, administration communale de Wanze, Chaussée de Wavre n°39, 4520 Wanze.**

Samuel Thiebaut : J'aurais aimé vous interroger sur le rôle que vous avez mené il y a de cela euh une dizaine d'années sur la Province de Liège et puis deuxièmement sur votre rôle de Bourgmestre sur Wanze. Alors tout d'abord, est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots ? Dire ce que vous faites ?

Christophe Lacroix : Donc je m'appelle Christophe Lacroix, je suis Bourgmestre de Wanze depuis 2017 avant ça j'ai été Échevin depuis de nombreuses années, conseiller communal également euh depuis 1988 effectivement conseiller communal. J'ai été député provincial, j'ai été sénateur, Ministre, député fédéral, je le suis encore avec les élections de l'année dernière. Voilà.

S.T : D'accord. Donc on va d'abord dans un premier temps s'intéresser à votre rôle de député provincial. Est-ce que vous me dire en quelque sorte ce que vous avez la législature et ce que vous en reprenez aujourd'hui ? Notamment en charge des sports.

C.L : Oui. Donc j'ai eu le privilège d'avoir la gestion des sports au niveau de la Province de Liège pendant six ans, de 2006 à 2012 donc ça ne nous rajeunit pas, ça ne me rajeunit pas vous c'est autre chose. C'était un privilège parce que les sports en Province de Liège était et reste une compétence importante parce qu'il y avait déjà eu un gros investissement en matière de sports au niveau de la Province de Liège essentiellement par un soutien aux manifestations euh plus locales mais également par l'organisation d'événements sportifs de type l'accueil de Liège-Bastogne-Liège, l'accueil de la Flèche Wallonne, l'arrivée fin pas l'arrivée des étapes du Tour de France, le meeting international d'athlétisme de Naivette-Xhovémont etc. Donc moi lorsque j'ai pris la tête de ce département, j'ai eu la volonté de euh d'une part de mieux réglementer l'octroi des subsides que ce ne soit plus un peu le fait du prince donc j'ai été un des un premier député à présenter au conseil provincial un règlement d'octroi sur lequel il y a eu débat et vote et donc il y avait des conditions d'objectivation d'octroi des subsides parce qu'avant j'ai envie de dire ce que c'était pas à la tête du client mais c'était une habitude et c'étaient les mêmes ceux qui avaient la possibilité d'introduire une demande de subside qui allaient la chercher parce qu'il n'y avait pas non plus une grande diffusion des aides que la Province pouvait octroyer et j'ai notamment intégré dans ces... dans cette réglementation le fait que les euh clubs puissent avoir des subsides et étaient discriminés positivement si vous avez une politique sportive en faveur des jeunes avec un... avec une politique d'apprentissage des jeunes euh. Puis j'ai dû, puisque c'est un budget constant, j'ai dû aller rechercher de l'argent dans mes budgets donc j'ai fait des économies dans certains secteurs pour alimenter d'autres secteurs et notamment par la création de l'Académie provinciale des sports et ça c'était partie d'un constant, je vais dire, qui était jeune j'étais pas particulièrement doué pour les sports et quand je voulais me mettre au sport bah d'une part quand c'était dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement secondaire, je n'ai pas eu la chance de tomber sur des professeurs d'éducation physique qui m'ont à un moment donné le goût du sport et d'autre part, je n'étais pas suffisamment doué que pour jouer dans un club de sport et ce n'est qu'à l'âge de 18 ans que je me suis orienté vers l'arbitrage dans le football, ce qui m'a amené à délaisser le sport pendant de très très très nombreuses années et donc j'ai essayé de trouver un moyen pour que les enfants moins doués, qui ont peut-être plus de problèmes de psychomotricité à la base ou qui sont moins habiles dans

les jeux sportifs, ne soient pas refoulés par les clubs parce que dans les clubs il y a avant tout l'esprit de compétition, c'est normal hein. Quand on fait du sport, c'est pour gagner, c'est pour être les premiers etc. Mais ça ne facilite pas les moins doués, l'introduction des moins doués dans le monde sport. Et puis deuxièmement je voulais démocratiser au maximum l'accès au sport. Donc non plus seulement sur la capacité physique ou mentale de s'adonner un sport mais la capacité sociale et financière et je voulais aussi profiter des infrastructures mises à la disposition soit par la Province, soit par les clubs soit par les communes soit par les institutions d'enseignement qu'elles soit libres ou publiques et donc on a fait un cadastre des clubs, un cadastre des implémentations sportives publiques appartenant également au réseau libre d'enseignement provincial et communal. Et j'ai alors... on a lancé les conventions de collaboration et de location avec les... ces institutions là pour avoir un maillage sur l'ensemble de la Province et on a également lancé des conventions avec les fédérations de sport pour qu'elles mettent à disposition des moniteurs ou des animateurs diplômés donc de qualité là on n'en avait pas ou on n'avait pas une fédération puissante ou importante. Bah c'est alors... on a contractualisé avec des professeurs d'éducatrices physiques qui s'étaient spécialisés dans l'escrime ou dans le golf et donc on a pu développer ces projets d'académie qui étaient réservés aux enfants de... allez de 4 à 5 ans, c'était essentiellement de la psychomotricité à ce moment-là, jusqu'à l'âge de 12 ans, sur toute la Province avec des pôles sur la région de Huy, la région de Waremme, la région du Condroz pour Huy-Waremme mais également un essaimage comme celui-là pour l'arrondissement de Liège, l'arrondissement de Verviers et la région germanophone. C'était un prix démocratique parce que de mémoire, je pense, qu'on devait s'inscrire et on avait la possibilité de pratiquer trois sports sur une forme d'abonnement et c'était... ça revenait à 1 euro 50 la séance de sport. Ça pouvait être de l'équitation, ça pouvait être de l'initiation golf, ça pouvait être du tennis, ça pouvait être... c'était tout, c'était tous les sports possibles à l'exception des sports d'équipe de type surtout football et basket que l'on avait exclu. Donc ça a eu beaucoup d'engouement et on a eu plusieurs milliers d'enfant qui se sont lancés dans l'opération et euh la difficulté que j'ai eu au départ c'était de convaincre les fédérations et les clubs d'être des acteurs de la collaboration parce qu'ils pensaient qu'on allait leur retirer des affiliés mais c'était plutôt l'inverse, c'étaient des gens qui n'allaient pas vers les clubs mais qu'une fois qu'ils avaient goûtés au sport se disaient : « On a envie maintenant d'aller dans un club » et donc ça a renforcé les affiliations et puis il y avait tous ceux qui se disaient : « Bah non nous on a pas le niveau mais on a envie de continuer à faire du sport » et donc ils changeaient de sport et on a pu les maintenir en activité sportive et surtout ils ont pris confiance en eux parce que contrairement aux enfants moins doués qui s'inscrivent au football, qui sont tout le banc, qui ne jouent jamais et qui se démotivent et qui après 5 ou 6 convocations n'y vont plus, ne vont plus l'entraînement, ceux-là continuaient à faire du sport et pouvaient changer parce que c'était trois sports sur une séance académie et puis ils pouvaient s'inscrire pour la prochaine séance. Et alors j'ai aussi travaillé beaucoup... alors ça c'était le volet plus généraliste et alors j'ai beaucoup travaillé sur... le volet perfectionnement de la formation notamment en football. On l'a fait également pour le ping-pong, pour le tennis de table pardon, on l'a fait aussi... le volley, le basket en fait j'avais des conventions avec les fédérations où en Province de Liège on accordait une partie d'une subvention soit aux fédérations qui se lançaient dans une politique de formation pour les jeunes plus intensives qu'elles avaient menés jusqu'à alors ou bien par des activités euh directement menées par la Province par exemple en football on a collaboré avec des clubs et la fédération pour donner des cours de perfectionnement pour les gardiens de but mais également pour les joueurs de foot pour ce qui est notamment de la conduite de balle parce que on constatait que souvent dans les clubs de football bon ça s'est amélioré je pense parce qu'il y eu des diplômés et des brevets qui sont demandés aujourd'hui. Mais à l'époque ce n'était pas vraiment ça et on disait aux entraîneurs bah, eux c'étaient souvent les moins qualifiés, tu t'occuperas des tous petits. Et donc j'ai travaillé à améliorer le qualitatif

et notamment en travaillant autre chose que la simple condition physique et donc c'était le plaisir de jouer, le plaisir de dribbler, d'avoir la maîtrise du ballon et euh j'ai pu alors aussi, ça c'était un projet que j'aurais voulu encore un peu plus ambitieux mais que j'ai pas pu mener jusqu'à son terme et c'était aussi améliorer les... les infrastructures sportives et donc j'ai permis à la Province de subventionner des terrains synthétiques de football par exemple, à côté de ce que la Région wallonne promèterait comme subside ou que ce qu'une commune pouvait indiquer comme étant les subsides qu'elles donnaient donc par exemple s'il y avait 60% de subsides de la Région wallonne, il y avait 40% à charge de la commune bah la Province mettait la moitié de la part communale et ça c'était sur la base d'une convention et donc d'une politique sportive pour destiner au jeunes et donc une politique de mise à disposition des infrastructures dans le cadre des formations que je viens de décrire.

S.T : D'accord.

C.L : Ça on a fait ça et puis j'ai également travaillé, essentiellement football, de l'amélioration de qualité de l'arbitrage en football. Et ça... Ayant été arbitre de football, moi-même pendant une dizaine d'années, j'étais très sensible à ça et on a amélioré le recrutement, la formation des arbitres euh tant physique que sur le plan de la connaissance des règles, des cours de psychologie. On a fait des échanges internationaux, certains de nos arbitres provinciaux allaient arbitrer notamment au Luxembourg ou dans d'autres pays. On l'a fait de manière structurelle ou ponctuelle et euh l'objectif était d'amener progressivement les jeunes arbitres à haut niveau national et c'est vrai qu'on a pu sortir quelques bons résultats puisque quelqu'un comme Jonathan Lardot qui est un euh arbitre de Division 1 nationale et qui est même international aujourd'hui est issu de cette première formation là.

S.T : D'accord.

C.L : Alors ça c'était... Ca veut donc dire qu'on augmentait pas les impôts pour ce faire donc j'ai dû aller des subsides et des sous ailleurs donc dans certains événements j'ai... j'ai un peu supprimer ce que la Province faisait auparavant en matière de sports. C'est-à-dire que c'était un peu le grand Saint-Nicolas qui octroyait les subsides mais qui ne demandait rien en retour.

S.T : Vous pouvez un peu développer ?

C.L : Bah c'est-à-dire que bah euh on écrivait... « On organise un événement, est-ce que je peux avoir un subside ? ». Bah la province disait « Oui, vous aurez le subside ». Mais on ne conditionnait pas ça à une politique sportive.

S.T : D'accord.

C.L : Et donc j'ai progressivement coupé euh coupé les ailes à certains projets parce que j'estimais qu'il n'y avait rien derrière si ce n'est seulement de l'événementiel ou de la... ou de l'occupationnel, sans plus. Donc ça a suscité quand même un peu de crispation au début mais tous ces projets ont rencontré un tel succès que bah finalement après un an... parce que j'ai quand même donné aux organisateurs ou aux clubs qui avaient l'habitude de recevoir des subsides, je leur ai donné une année de transition pour qu'ils se préparent évidemment à... au futur. Je n'ai pas coupé subitement les subsides pour eux. Et puis bah j'ai... mais ce sera sans doute... enfin si j'ai bien compris le... la volonté de votre demande de rencontre, ça a été aussi la participation à quelques événements internationaux en matière de sport. Et le rôle que la province a pu jouer dans l'organisation.

S.T : Tout à fait.

C.L : Le retour du Tour de France avec un grand départ à Liège en 2012.

S.T : J'aimerais bien y venir justement.

C.L : La venue de la Vuelta aussi, donc du tour d'Espagne, qui était quand même une nouveauté parce que si le Giro était déjà venu en Province de Liège, la Vuelta bah elle n'y avait jamais mis les pieds. Ca c'était un concours de circonstance assez fortuit. Et puis alors tous les autres événements internationaux pour des sports beaucoup moins médiatiques. On a eu la coupe du monde du rugby, j'en ai profité pour mettre en place un tournoi des quatre nations avec le club de rugby de... qui est installé à Liège, donc le RC... RFCL mais c'était pas du football, c'était la section du rugby à Naimette-Xhovémont. J'ai aussi travaillé sur les améliorations d'infrastructures provinciales, notamment la piste d'athlétisme mais également, j'avais lancé, mais ça a été inauguré après moi, la création d'un terrain synthétique de rugby. Donc voilà, donc on a... j'ai beaucoup travaillé à la fois donc sur le plan essentiellement... j'ai vraiment rapatrié l'essentiel des subsides en ce qui était formations, soutiens au clubs formateurs et développement du goût du sport et accessibilité du sport aux enfants dès le plus jeune âge à un coût vraiment modique. Ca c'était le gros de mon budget. Et puis après c'était une amélioration évidemment des infrastructures sportives et le soutien à des événements et le soutien à des clubs phares aussi, notamment le Standard de Liège vivait quand même d'une subvention annuelle qui était octroyée au Standard de Liège mais si moi j'estimais que c'était pas trop le rôle de la province de soutenir des clubs professionnels mais la politique c'est l'art du compromis, on ne fait pas toujours tout ce qu'on veut non plus.

S.T : Bah justement, voilà j'aimerais bien un peu qu'on se concentre sur le... Vous avez parlé d'événements sportifs. Votre législature produit de nombreuses manifestations au niveau cycliste comme vous l'avez très bien dit, avec le Tour de France en 2010 et en 2012 en Province de Liège ainsi que la Vuelta. Je veux dire, au-delà des retombées économiques, dans quelle politique sportive s'inscrit finalement l'événementiel au niveau international ?

C.L : Mais euh l'arrivée de la Vuelta c'est un concours de circonstance comme je l'ai expliqué tout à l'heure. J'étais tout nouveau député en charge des sports et comme nous étions des partenaires historiques à la fois du Tour de France mais également du Giro d'Italie, j'avais été invité à la présentation du Tour d'Italie en 2000...

S.T : 2006 ?

C.L : Je suis arrivé en octobre 2006 donc ça devait être le... C'était la présentation du Giro de 2007.

S.T : D'accord.

C.L : Parce que c'était fin 2006... c'était fin 2006, un de mes tout premiers déplacements à l'étranger en fait. Fin 2006, peut-être début 2007. Et là j'ai rencontré Victor Corovero, qui était le directeur à l'époque du Tour d'Espagne.

S.T : D'accord.

C.L : Et euh j'ai appris que le Tour d'Espagne allait prendre son départ aux Pays-Bas et donc je me suis dit bah il y a une opportunité alors de pouvoir leur proposer de venir à Liège, de venir en Province de Liège en leur indiquant que nous avons accueilli plusieurs fois le Tour de France, que nous étions la terre historique de la Flèche Wallonne, de Liège-Bastogne-Liège, qu'on avait accueilli le Giro et que ce serait bien de faire le tiercé gagnant donc d'accueillir la Vuelta.

[Interruption]

C.L : Donc voilà, j'ai un peu baratiné parce qu'en politique on fait comme ça

S.T : [Rires]

C.L : Et euh il a dit bah pourquoi pas. C'était pas prévu dans les cartons mais euh bon je parle un peu espagnol aussi donc ça a facilité les choses puis il est venu à Liège, il nous a rencontrés. Il avait entendu évidemment parler de la Province de Liège, il savait quelle était notre réputation, qu'on avait les reins solides et puis donc finalement il a dit oui. Enfin il a dit oui, c'était pas gratos, il fallait... on paye toujours pour une étape du Tour de France ou du Giro, et la Vuelta aussi. Et donc euh la Vuelta est venue et c'était je pense en 2009, c'est la Vuelta. Et ça a été un beau succès populaire parce qu'en plus on a beaucoup travaillé avec les associations espagnoles puisqu'il faut savoir quand même qu'après les Italiens, la communauté espagnole est une communauté fort fort implantée en Province de Liège. Ils proviennent essentiellement d'ailleurs de la région des Asturies, les Espagnols qui sont venus ici. Donc on a pu aussi faire des liens. Pourquoi ils sont venus ici ? Bah parce qu'il y avait de la métallurgie comme dans les Asturies et qu'il y avait également des mines comme là-bas et donc il y avait aussi... on a pu retracer l'histoire entre guillemets de l'immigration espagnole qui est beaucoup moins connue que l'immigration italienne. Donc on a... à côté de la... de l'aspect sportif il y avait cet aspect qui était l'aspect multiculturel et échange de population et montrer que l'Europe est un brassage et reste un brassage de population et que c'est un peu le projet multiculturel que je défends aussi. Et puis bon, les événements comme les événements comme les événements sportifs internationaux liés au cyclisme, l'avantage c'est que si les pouvoirs publics doivent payer parfois très cher, comme c'est le cas pour le Tour de France. Par contre, lui, le citoyen il ne paye pas pour assister, c'est une des seules épreuves sportives où on ne paye pas pour aller voir des cyclistes, des vedettes cyclistes, donc c'est accessible. Euh, deux, il n'y a pas de hooliganisme. Donc il n'y a pas de violence dans le vélo. Il y en a eu parfois hein, on se souvient que Eddy Merckx a ramassé des coups mais c'est extrêmement rare. Et euh puis on a son champion mais en fait on applaudit tous les coureurs, c'est ça aussi qui est beau je trouve dans le cyclisme, c'est qu'on encourage bien sûr celui ou celle, parce qu'il y a quand même un développement important du cyclisme féminin, qu'on veut voir gagner mais on applaudit tous les coureurs qui passent parce que c'est un véritable exploit quand même surtout quand on fait un tour, ça c'est sûr. Et donc c'est comme ça que ça a démarré. Puis pour le Tour de France, mais ça avait déjà été plus ou moins négocié avant mon arrivée parce que ça se prépare longtemps à l'avance, et on avait provisionné des sommes importantes pour le départ du Tour de France parce que c'était un départ avec un contre-la-montre et euh il y avait un jour complet, donc c'était un jour plus un jour plus un départ, euh et donc c'était quand même très important puisqu'on était à pas moins de 4 millions d'euros d'investissement. Maintenant on dit que les prix ont doublé donc en quelques années ça a encore pris davantage d'ampleur mais faut savoir que le Tour de France c'est le troisième plus grand événement sportif au monde après la Coupe du monde de football et les Jeux Olympiques. Donc c'est aussi une vitrine populaire sans précédent, ce sont des images de la Province de Liège qui fument à travers le monde donc c'est

aussi une vitrine touristique. C'est des retours en termes d'Horeca et de consommation intérieure très très importants. Des études ont été menées à ce sujet et montre effectivement qu'il y a un retour important pour le commerce local, pour le secteur hôtelier, pour le secteur restaurants aussi parce que c'est déjà, rien que la caravane du Tour de France, c'est 5 à 6000 personnes. Et donc c'est des réservations d'hôtels à des dizaines et des dizaines de kilomètres. Et donc je crois que c'était ça qui nous guidait à l'époque. C'était, un, l'image de la Wallonie et de la Province de Liège en particulier. Deux, mettre des événements sportifs internationaux sur le territoire de la province, bénéficier de notre savoir-faire en matière d'organisation de grands événements à la fois au niveau provincial mais également avec les communes partenaires et offrir à la population un... voilà, un événement sportif mondial à portée de sa bourse puisque ça ne lui coûte rien si ce n'est que c'est in fine payé par les pouvoirs publics donc in fine par l'impôt du citoyen. C'est certain. Mais, voilà, c'est un peu ce qui nous animait à l'époque.

S.T : D'accord. Alors, vous avez parlé de côtés populaires, de côtés bah voilà gratuits de l'événement, est-ce que cet aspect populaire de l'événement se traduit également au niveau politique, je veux dire au niveau d'un collège provincial, d'un collège communal, je veux dire, est-ce qu'il y a cette même aura autour de l'événement ou est-ce qu'il y a peut-être des frictions entre les différents membres du collège ?

C.L : Bah il y a toujours des frictions parce que quand on décide de consacrer 4 millions pour un événement sportif, c'est une somme importante. Mon collègue en charge de la culture, Paul-Emile Mottard, il était frustré qu'on consacre 4 millions au sport, il aurait préféré qu'on consacre 4 millions d'euros à la culture en Province de Liège même si aussi on peut dire que la culture en Province de Liège est une des compétences de la province où la province a rempli et continue à remplir son rôle ne fût-ce que par la reprise d'institutions qui appartenaient auparavant à la ville, je pense au musée de la vie wallonne, je pense à la bibliothèque des Chiroux qu'on va d'ailleurs complètement reconstruire sur le site de Bavière, puis notre participation et notre soutien à l'Opéra, à l'Orchestre Philharmonique de Liège mais également toute la politique de proximité culturelle, le soutien aux artistes que Paul-Emile Mottard avait lancé, la production des artistes musicaux à travers « Ca balance » ou des choses comme ça donc ce n'était pas uniquement de la culture institutionnelle, c'est aussi de la culture où on soutenait directement les artistes, des projets artistiques provinciaux, le festival jeune théâtre qui avait lieu à Huy annuellement pour la sélection des pièces euh théâtre scolaire. Mais voilà, je sais que certains députés auraient voulu un peu manger le budget des sports pour s'en servir pour leurs compétences donc c'est toujours un combat. C'est toujours un combat pour ses propres budgets mais c'est valable pour le sport comme c'est valable pour d'autres compétences. Euh mais par contre après tout le monde veut être sur la photo.

S.T : Ah !

C.L : Parce que c'est, évidemment, parce que c'est retransmis euh bah on en parle beaucoup, c'est un vecteur de popularité, c'est un vecteur médiatique, donc il y a des conférences de presse, il y a des images quand on voit le maillot jaune etc. « Ah on a vu un tel et il était à côté de... » et voilà. Donc à ce moment-là tout le monde veut être sur la photo même ceux qui au départ étaient un peu opposés à la venue du Tour de France mais bon, c'est la politique. Et alors ce qu'il y avait aussi bah c'était que de nombreuses villes et, puisque la province prenait tout en charge, de nombreuses villes ou communes étaient candidates à l'accueil des étapes et à un moment donné, je me souviens de reproches de journalistes qui disaient « mais enfin, vous avez fait des choix politiques dans les répartitions des étapes de Tour de France », j'avais répondu « écoutez, il y a une répartition géographique, ça c'est vrai puisque il y a du côté de la basse

Meuse, il y a du côté de la région de Waremme, il y a le côté Liégeois, on essaye de répartir un peu partout mais est-ce que vous pensez que le Tour de France, parce qu'on est socialiste, parce qu'on est libéral, parce qu'on est Ecolo, etc. va faire son étape là ? Non ». Sachez en plus que pour accueillir le Tour de France il y a un cahier des charges. Un départ peut se concevoir de manière un peu plus facile qu'une arrivée mais une arrivée ce n'est pas euh... il faut les infrastructures de parking, il faut aussi, sur le plan sportif, que ce soit une étape qui concourt avec les objectifs sportifs définis par la direction du Tour de France. La direction du Tour de France c'est une direction sportive mais financière aussi donc il faut l'épreuve qu'on lui propose et le schéma et les itinéraires qu'on lui propose, ce sont souvent les locaux qui proposent les itinéraires et qui les définissent avec les responsables du Tour de France mais il faut que ce soit validé sur le plan sportif et donc... Il suffit pas de dire « Je veux que le Tour de France démarre là et s'arrête là », ça c'était pas possible. Donc c'était eux qui nous disaient ce qui était faisable et puis après on avait une discussion avec les communes ou les villes, que l'on savait aussi susceptibles d'accueillir parce qu'il faut avoir les reins solides, il faut avoir les épaules larges pour ça donc on ne peut pas demander à une petite commune de Hesbaye de 2000 habitants d'accueillir un départ de Tour de France. Il fallait déjà avoir une certaine expertise donc c'est souvent vers les mêmes communes, ou les mêmes villes, que l'on revient parce qu'on sait, enfin à l'époque c'était comme ça je ne sais pas si maintenant la province aurait encore les moyens financiers d'organiser une venue du Tour de France à Liège, je ne sais pas mais il fallait aussi que les communes aient les épaules larges et les services pour parce que c'est énorme, c'est énorme.

S.T : Je me permets de mettre le doigt un peu sur ce que vous avez dit en parlant de photos, de tout le monde qui veut être sur le podium. Euh, l'événement avait eu lieu en 2012, juste avant des élections. Est-ce que c'était, je ne dis pas que c'est vous qui avez décidé, mais est-ce que ce qui avait été décidé était volontaire de la manière de le faire en 2012 ou est-ce que finalement... est-ce que ça peut être un vecteur électoral, déjà de un, et si 2012 était une date choisie aléatoire ?

C.L : Non parce que en fait quand vous êtes candidat au Tour... en fait il y a des centaines et des centaines de villes ou de collectivités qui sont candidates pour l'accueil du grand départ du Tour de France et euh donc vous vous inscrivez et puis vous êtes choisi ou vous n'êtes pas choisi, et puis parfois vous êtes candidat pour telle année puis on vous dit « ah non ce ne sera pas possible cette année là mais ce sera possible l'année suivante, ou dans 2 ans ». sachant que le Tour de France avait pour habitude aussi de sortir de France pour son grand départ une fois maximum tous les 2 à 3 ans donc la récurrence d'avoir la possibilité d'avoir un grand départ de Tour de France se raréfie en sachant que bah voilà, il faut déjà au moins compter 2 ou 3 départs en France avant d'espérer un départ dans un pays étranger et il n'y avait pas que nous qui... il n'y avait pas que la Belgique et en particulier la Province de Liège qui était candidate. Donc je pense que 2012 a été vraiment le fruit du calendrier parce que comme je le dis, moi ça a été négocié déjà avant que je n'arrive donc on projetait ça longtemps avant et c'était mon prédécesseur, Gaston Gérard en lien avec l'ancien gouverneur de la Province, Paul Bolland, qui est un grand fan de cyclisme, qui avait induit tout ça en fait. Mais oui c'est vecteur de popularité mais maintenant est-ce que les gens vont voter pour quelqu'un parce qu'il est sur une photo à côté d'Eddy Merckx ou du vainqueur de l'étape ? Je ne pense pas. Je pense que l'électeur est quand même plus intelligent que ça. Par contre c'est clair que ça permet de médiatiser l'homme ou la femme politique et de se dire « ah bah oui celui-là je l'ai vu à la TV, il s'occupe de... » peut-être que les gens retiennent ça mais voilà, moi je crois que c'est vraiment... je pense que c'est une politique de fond qui convainc l'électeur et pas simplement le fait d'apparaître... de toute façon quand il regarde la télévision c'est pas pour nous voir.

S.T : [Rires].

C.L : Il faut quand même être humble, il faut se dire que c'est quand même pour les sportifs avant toute chose. Maintenant moi ça m'a appris beaucoup de choses parce que c'est clair que j'étais pas fan de cyclisme au début, moi ça m'ennuyait « purée, regarder à la télé le Tour de France ou Liège-Bastogne-Liège, qu'est-ce que c'est chiant » passez-moi l'expression, on s'emmerde, il n'y a rien à part les paysages mais bon ça c'est pour mamy et papy mais moi... et puis j'ai eu la chance d'être invité et d'assister à des épreuves et donc, à la fois en France, bah ma première épreuve ça a été la Flèche Wallonne et puis Liège-Bastogne-Liège et j'étais dans une des voitures de course et j'étais avec Bernard Hinault ou bien j'étais avec Christian Prudhomme le directeur du Tour de France qui avait repris la direction du Tour de France, et là j'ai été d'abord, un, ébahit par l'exploit sportif indépendamment des soupçons de dopage qu'on peut avoir en même temps sur certains cyclistes, par l'exploit sportif et par la ferveur populaire que j'ai encore beaucoup plus vécue lorsque que j'ai... ma première étape du Tour de France c'était une étape sur les Pyrénées, c'est extraordinaire, vous êtes porté par les gens, je comprends comment les cyclistes peuvent se surpasser parce que les gens... il y a une engouement extraordinaire donc je suis devenu un passionné, pas un connaisseur mais un passionné de ce dépassement de soi et de ce magnifique spectacle qu'est le Tour de France.

S.T : Vous avez parlé tantôt de reproches journalistiques à propos du choix des étapes. Si je ne me trompe pas, Wanze a été départ en 2010 du Tour de France. Est-ce que c'est un concours de circonstance ou est-ce que vous avez la force, le poids pour pouvoir se dire à un moment « bah voilà, j'aimerais bien que le Tour de France passe dans ma commune » et est-ce que c'est possible ?

C.L : Oui c'est possible. C'est possible lorsque... donc on avait le grand départ, il était prévu pour 2012 et à un moment donné euh on a la possibilité d'obtenir un passage et une arrivée et un départ en 2010 et euh moi j'avais dit à Christian Prudhomme « écoute Christian, s'il y a la possibilité que ça vienne à Wanze ça me ferait plaisir » mais c'était pas prévu, c'était pas prédéterminé. Il me dit « oui, je veux bien te faire plaisir moi mais il faut que ce soit sérieux, c'est quoi cette candidature ? Est-ce que vous avez déjà fait quelque chose ? ». Bah je dis « écoute on a déjà accueilli le Tour de Wallonie ». « Ouais ok d'accord c'est bien mais c'est pas le Tour de France ». Et puis on a eu, je crois que c'était en 2006 ou 2004, je ne sais plus, on a eu un départ du Giro. Alors il me dit « Ah bon ? Vous êtes capables de faire ça quand même ? ».

S.T : [Rires].

C.L : Euh bah je dis oui mais voilà, il y a d'autres communes qui sont candidates, il y a d'autres villes aussi donc euh voilà. Mais en fait il faut savoir, et ça c'est une des grandes leçons que j'ai retenues aussi du cyclisme, ce qui n'est pas le cas dans le monde du football où le monde du football professionnel est un monde d'argent avant tout. Le Tour de France est une société privée donc il faut que ça soit rentable pour eux évidemment mais c'est vrai que le rapport humain et la confiance que l'on peut nouer vis-à-vis des différents interlocuteurs jouent aussi. Et donc il m'a dit « écoute Christophe, moi je te promets rien, si je peux te faire plaisir pour autant que ça ne compromette pas sportivement l'épreuve euh... parce que je lui avais dit « tu sais moi en plus... bah le Tour de France s'est souvent arrêté à Huy mais j'aimerais bien une fois faire la 'nique à Huy' !

S.T : [Rires].

C.L : J'aimerais bien montrer que la petite commune de Wanze elle est capable d'organiser. Parce qu'on a un très bon service des sports, on a une politique sportive depuis 20 ans maintenant, nos infrastructures sportives elles sont fort estimées, fort louées à gauche et à droite. On dit à Wanze bah oui quand même pour une commune de 14-15000 habitants ils sont capables de faire des choses. Et donc voilà, on a toujours un peu ces petites rivalités avec la ville voisine et donc j'avais envie d'un challenge comme ça. Et il m'a dit « bah écoute je vais envoyer mes équipes mais si mes équipes me disent que ce n'est pas possible ce ne sera pas possible hein Voilà, tu sais qu'il y a plusieurs candidatures possibles et donc moi je, en toute transparence, je te dis que Wanze est candidat, je n'étais pas bourgmestre à l'époque et je n'étais même plus conseiller communal puisque pendant 6 ans j'ai été retiré du conseil communal puisqu'on ne peut pas être député provincial et avoir un mandat communal. Et euh et c'est comme ça que ça s'est fait en fait. Et il a envoyé ses équipes, il fallait que ça soit aussi bien positionné sur les itinéraires et il a du voir la capacité d'accueil, il a rencontré les services communaux, les services de police, pour s'apercevoir, pour vérifier si c'était possible, si on était suffisamment professionnels. Et puis on l'a été et il a estimé que c'était bien et effectivement ça a été un succès énorme, un succès de foule énorme. Et une fierté pour une commune comme la notre d'avoir pu accueillir, après le Giro, le troisième événement sportif du monde donc euh je pense que ni les Jeux Olympiques ni la Coupe du monde de Football ne se dérouleront jamais à Wanze et on aura eu au moins dans notre histoire un départ de Tour de France. Par contre, une arrivée ce ne sera jamais possible à Wanze parce que nous n'avons pas les infrastructures suffisantes que pour accueillir une arrivée et il faut aussi de longues lignes droites, souvent parce que ce sont des arrivées au sprint et, à moins de le décentrer en dehors du centre de Wanze, je ne vois pas comment on pourrait y aménager une aire d'arrivée. Donc voilà, ça c'était très clair, une arrivée ça n'aurait pas été possible.

S.T : D'accord. Donc il y a vraiment différence au niveau... ?

C.L : Très très forte. Très très forte. Il y a une différence dans le prix aussi. Une arrivée coûte beaucoup plus chère qu'un départ.

S.T : Forcément puisqu'on a plus d'images aussi de l'arrivée que du départ.

C.L : Oui. Le départ, ce qui est bien pour la population, c'est le village départ. Parce que en fait, ça aussi c'était pour moi un apprentissage, c'est que les cyclistes sont quand même très accessibles en fait. Je ne sais pas si vous êtes fan de cyclisme mais moi j'ai quand même été frappé de voir les anciennes stars, les gens comme Bernard Hinault, Eddy Merckx, Joseph Bruyère, il y en a plein dont les noms ne me reviennent pas immédiatement mais ce sont des gens comme vous et moi... Enfin Bernard Hinault il a quand même été... des exploits comme Eddy Merckx mais voilà, ce sont des gens tout à fait normaux et quand ils vous parlent bah c'est la sympathie naturelle et ils sont accessibles pour le public. Ils font pas les stars comme les joueurs de football et en plus bon, celui qui participe au Tour de France et qui le finit, même s'il est le dernier de chaque étape, il a fait les 200 bornes, les 220 bornes de chaque étape et il a donc cramé son maillot et tout ça pour un salaire qui n'est quand même pas un gros salaire. Tandis que le joueur de football qui joue 5 minutes au Standard il a parfois sur son mois beaucoup plus que ce que n'a un équipier d'une petite équipe qui participe au Tour de France. Et donc cette proximité là, quand il y a un départ bah les gens viennent voir les cyclistes, les cyclistes passent à travers les gens pour arriver à la ligne de départ etc. et donc il y a vraiment

cet esprit, je vais dire, de grande famille qui m'a beaucoup plu et qu'on a pas dans le monde du sport automobile, certainement pas, et dans le monde du football on ne l'a plus, on l'a perdu. Il y a déjà longtemps qu'on l'a perdu.

S.T : D'accord. Ca me permet de faire la transition avec justement bah votre commune à Wanze. Vous avez aussi accueilli encore une fois en 2018 le Tour de Belgique cycliste avec cette fois-ci un départ et une arrivée. Je veux dire, vous avez vraiment vu la différence entre les deux épreuves ? Concrètement, quelles sont les grandes différences dans les lignes et, je veux dire, c'est pas comparable je le sais bien mais en quelques lignes ?

C.L : Oh oui bah déjà un Tour de France ça se prépare deux ans à l'avance. Pour le Tour de Belgique vous êtes contacté deux mois avant pour voir s'il est possible de venir chez vous en fait. Et euh bah les... le Tour de Belgique ça reste... c'est quoi c'est une semaine ?

S.T : Hum hum.

C.L: Et il y a une étape en Wallonie. Et l'étape c'est toujours en province de Liège parce que la province de Liège est la seule province francophone qui soutient le Tour de Belgique par une mise de fonds, par une participation, par un subside. Et donc euh on a été contacté par la province de Liège à ce moment là parce que nous avons réussi le Giro d'Italie et le Tour de France donc on savait qu'en venant à Wanze, parce qu'on avait réussi tout ça, ce serait facile. Donc c'est beaucoup beaucoup plus facile de faire le Tour de Belgique. Et vous avez plus de poids pour manager l'opération avec le Tour de Belgique qu'avec le Tour de France. Le Tour de France c'est comme ça, si vous ne le voulez pas comme ça ils vont ailleurs. Le Tour de Belgique vous pouvez le négocier... moi je me souviens que je n'étais pas d'accord sur certaines dispositions parce que en termes de... d'accessibilité de ma commune je trouvais qu'il y avait beaucoup trop de contraintes et donc j'ai dit à un moment donné « Je ne suis pas d'accord avec ça et ça, vous n'allez pas fermer... » Parce qu'au départ ils voulaient fermer toute la journée tout le centre de Wanze, j'ai dit non, c'est pas possible moi j'ai des commerces ici dont des moyennes surfaces, ils doivent pouvoir vivre entre les deux donc on a trouvé des solutions. Là le poids du bourgmestre ou le poids politique est plus important pour trouver des solutions de compromis avec les organisateurs. Et puis, deux, l'ampleur est nettement moindre en termes d'organisation euh le... par contre les, comment on appelle ça, le contre-pied c'est que vous êtes moins aidé parce que l'équipe du Tour de Belgique est moins importante, je veux pas dire qu'elle est moins professionnelle, c'est pas ça du tout, mais elle est moins importante donc vous êtes comme bourgmestre un peu plus livré à vous-même avec vos propres services. Et puis il y a quand même beaucoup d'engouement populaire aussi, ça c'est sûr. Donc ça on le savait dès le départ pourtant ils ont vraiment fait une amélioration significative de la qualité sportive du Tour de Belgique et de tout ce qui va autour mais il y avait quand même... voilà on savait aussi qu'on jouait dans une division qui n'était pas celle du tour de France. Donc c'est à la fois plus commode à manager mais vous avez plus de... puisque c'est plus commode à manager avec eux vous avez aussi plus de responsabilités directs dans ce qui va se passer. Tandis qu'avec le Tour de France c'est beaucoup plus délégué. C'est leur grosse structure qui vient avec la police fédérale et donc c'est Hollywood qui débarque ici, voilà.

S.T : Et alors quel est l'intérêt finalement, connaissant les contraintes et le succès moins populaire de l'événement, quel est l'intérêt d'avoir un événement comme celui-ci en Province de Liège... euh dans la commune de Wanze, comme le Tour de Belgique ?

C.L : Bah parce que c'est quand même un événement qui reste un événement sportif de qualité. C'est aussi euh bah pour nous ça reste un défi euh et avoir à son palmarès, avoir accueilli un Tour de Wallonie, un Tour de Belgique, un Tour d'Espagne et un Tour d'Italie bah je me dis que voilà, ça inscrit sportivement Wanze sur la carte du sport en Wallonie. Donc il y a toujours, voilà, il y a toujours une part de chauvinisme. Ca c'est sûr. On est content que ça soit dans la commune et que sa commune soit mise à l'honneur à l'occasion et que la population puisse venir à un événement gratuit où elle rencontre quand même des sportifs de haut niveau et où elle passe un bon moment en famille en plus.

S.T : Et alors donc, pour revenir à la question que j'avais posée tout à l'heure, comment finalement ces événements s'incarnent dans une politique sportive globale ? Est-ce que c'est finalement l'accès au sport pour tous ?

C.L : Bah c'est-à-dire que je pense que ce type d'événements qui est très coûteux hein bon pour le Tour de France ça c'était évidemment énorme. Ca ne doit pas être uniquement que de l'événementiel. Ca doit être l'aboutissement d'une politique sportive parce que, et j'ai oublié d'en parler d'ailleurs, à travers la politique provinciale on soutenait aussi les clubs de formation en termes de sport cycliste comme le Pesant ou le club de Hesbaye etc. Donc ça n'a de sens que si c'est l'aboutissement ou je vais dire... la cerise sur le gâteau. C'est ce qui... et c'est qui permet, et tous ces grands sportifs là et tout ce show et tous ces spectacles sportifs là c'est ce qui permet aussi de susciter l'engouement de la population. Et donc l'engouement pour des vocations aussi. Se dire bah oui je ferais bien du cyclisme, je ferai bien ci, parce que j'ai vu ça et ça me plaît c'est quand même fou etc. etc. donc voilà, maintenant ça reste un sport business à ce niveau là et il n'y a pas que l'aspect sportif, il ne faut pas être naïf mais moi je pense que si c'est dans une construction pyramidale d'une vraie politique sportive ça reste le sommet de la pyramide et c'est une sorte d'aboutissement, voilà, d'aboutissement. Mais on peut vivre sans hein, on peut avoir une... il ne faudrait pas, au contraire, on peut dire non, on se passe de tout ce qui est événementiel de haut niveau et on se consacre essentiellement à la pratique sportive courante mais je pense que dans tout sport, parce que c'est la volonté d'un dépassement de soi est quand même inhérente à la pratique sportive euh en tout cas de compétition. Avoir un événement qui ponctue le rythme de votre commune ou de votre province ou de votre pays suscite un engouement assez extraordinaire.

S.T : D'accord. Alors, j'aurais une dernière question pour vous. C'est finalement, l'événement il se tient en un jour.

C.L : Oui.

S.T : Je veux dire, on fait l'événement et puis on range et c'est fini. Mais comment est-ce qu'on gère l'après ? Comment est-ce qu'on pérennise ce qu'il s'est passé ce jour-là dans une province, dans une commune ? Comment on gère l'après, comment on gère l'héritage ?

C.L : Comment on gère l'héritage ?

S.T : Peut-être qu'il n'y en a pas, peut-être que c'est juste l'impact d'un jour sur une population donnée et que ça s'arrête là. Je veux dire, dans l'héritage, finalement, est-ce qu'il y a... est-ce qu'on en reparle après, est-ce qu'on évalue ce qu'il s'est passé ?

C.L : Oui de toute façon il y a une évaluation qui est toujours faite a posteriori pour voir ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné euh les leçons que l'on peut en tirer, au cas où on devrait

lancer des opérations de cette envergure-là. Est-ce que ça vaut la peine de s'engager autant ? Est-ce que ce n'est pas un investissement excessif pour un événement qui dure quelques heures ? Et puis il faut voir alors l'aspect sur les clubs dans l'environnement immédiat, est-ce que ça a créé un engouement tel que dans les clubs cyclistes formateurs, est-ce que ça a suscité des affiliations ou des choses comme celles-là. Mais ça... on sort un peu plus du rôle d'une commune, alors on est plus dans le rôle structurel de la province qui est le mieux à même de juger ça. Moi comme député provincial, puisque je suis parti en 2012, donc je ne peux pas dire que l'arrivée enfin... quand je dis l'arrivée du Tour de France ce n'est pas l'arrivée, c'est la venue du Tour de France à Liège, ça a suscité un grand événement, ça a eu des retombées économiques importantes. Mais est-ce que ça suscité davantage de vocations au niveau cycliste, je n'en sais rien. Mais le cyclisme en Wallonie et à Liège est quand même inscrit dans nos gènes, ça fait partie, c'est un sport de tradition comme un peu comme... oui un peu comme le football. Il y a beaucoup plus d'exigences, selon moi, que le football mais euh oui. Donc euh c'est, je pense, l'évaluation qu'on peut en faire c'est se dire qu'on est les maillons d'une chaîne, sans mauvais jeu de mots, et d'une histoire et que l'événement sportif de cette ampleur-là crée une émulation forte qui cristallise pendant des années des souvenirs et forge une légende en fait. Et on participe, on a le sentiment de participer à une histoire, à une légende. Des gens comme Christian Prudhomme, ils ont une connaissance encyclopédique du Tour de France, ils peuvent dire telle année à telle étape c'est un tel qui était vainqueur et il a réussi à battre un autre par un coup qui était celui-là etc. Et donc c'est ça aussi qui est fabuleux dans ce sport mais également je pense le football aussi. Moi je me souviens quand j'étais jeune, je me souviens de la campagne des Belges au Mexique donc c'était quand même assez phénoménal donc il y a... Vous avez ce sentiment d'appartenance à une communauté qui forge un exploit même si c'est pas vous qui pédalez.

S.T : D'accord. Bah écoutez je trouve que c'est une belle conclusion. Merci beaucoup Monsieur le Bourgmestre. Est-ce que vous voulez rajouter quelque chose ? Éventuellement, dont on n'aurait pas discuté et qui serait peut-être intéressant pour mon travail ?

C.L : Non, je pense que j'ai tout dit. Je suis à votre disposition si vous aviez des demandes de précisions par la suite mais je pense que... je crois qu'on a fait le tour. En tout cas c'était pour moi un grand plaisir d'avoir géré l'exploit pendant 6 ans en Province de Liège et j'ai pu avoir avec moi des collaborateurs qui ont tout donné pendant 6 ans. Parce que c'est aussi une belle récompense pour les collaborateurs qui se sont donnés sans compter pour la venue du Tour de France ou qui, chaque année, se donnent pour la Flèche Wallonne et Liège-Bastogne-Liège qui sont quand même des spectacles fantastiques. Ou pour le rallye du Condroz, pour le meeting d'athlétisme de Naimette-Xhovémont. On a quand même allez, en Province de Liège, des événements sportifs de haut niveau que l'on ne retrouve pas ailleurs. Et ça c'est parce qu'il y a des gens qui travaillent derrière.

S.T : C'est vrai, c'est vrai.

C.L : Et aussi tous les clubs bénévoles qui se mettent avec vous pour co-organiser. Parce que quand vous lancez Liège-Bastogne-Liège, il faut des signaleurs, il y a vraiment un engouement, il y a les policiers, enfin c'est fabuleux de voir aussi la manière dont les services de police ont des compétences en matière d'accompagnement des événements sportifs... enfin c'est vraiment une entreprise qui se met en route et vous voyez que tout s'imbrique et c'est une machine, une machine de guerre.

S.T : Oui c'est clair. Mais même de toute façon, si on a quelqu'un qui dirige, on est rien sans la structure.

C.L : Non.

S.T : Ca c'est clair. Bah voilà, je vais couper l'enregistrement.